



BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 288\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo carimbo a óleo ou selo branco.

O preço dos anúncios é de 1200\$ a lauda. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

O mínimo de cobrança pela inserção no Boletim Oficial de qualquer anúncio ou outro assunto sujeito a pagamento é de 600\$.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

Os demais actos referente à publicação no Boletim Oficial estão regulamentados pelo Decreto n.º 74/92, publicado no Suplemento ao Boletim Oficial n.º 26/92, de 30 de Junho

ASSINATURAS

Para o país:	ASSINATURAS		Para países de expressão portuguesa:	
	Ano	Semestre	Ano	Semestre
I Série	2 300\$00	1 700\$00	I Série	3 000\$00 2 400\$00
II Série	1 500\$00	900\$00	II Série	2 000\$00 1 700\$00
I e II Séries	3 100\$00	2 000\$00	I e II Séries	3 800\$00 2 500\$00
AVULSO por cada página ..	6\$00		Para outros países:	
Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.			I Série	3 400\$00 2 800\$00
			II Série	2 500\$00 2 000\$00
			I e II Séries	3 900\$00 2 800\$00

2.º SUPLEMENTO

SUMÁRIO

ASSEMBLEIA NACIONAL:

Resolução n.º 45/V/97:

Aprova, para adesão, a Convenção Relativa à Interdição ou Limitação do uso de certas armas clássicas.

Resolução n.º 46/V/97:

Aprova, para ratificação, a adesão de Cabo Verde à Convenção Internacional sobre a Protecção dos Direitos dos Trabalhadores Migrantes e membros das suas famílias;

Resolução n.º 47/V/97:

Aprova, para ratificação, o Protocolo de adesão da Áustria, Finlândia e Suécia;

ASSEMBLEIA NACIONAL

Resolução n.º 45/V/97

De 17 de Junho

A Assembleia Nacional vota, no uso da faculdade conferida pela alínea c) do artigo 190.º da Constituição a seguinte resolução:

Artigo 1.º

É aprovada, para adesão, a Convenção Relativa à Interdição ou Limitação do uso de certas armas clássicas, que podem ser consideradas como causadoras de efei-

tos traumáticos excessivos ou danos indiscriminados, 1980, com os protocolos a ela anexos, cujos textos em francês e a respectiva tradução não oficial em português, fazem parte integrante do presente diploma.

Artigo 2.º

Esta resolução entra imediatamente em vigor e a referida Convenção produzirá efeitos de conformidade com o que nela se estipula.

Aprovada em 29 de Maio de 1997.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*

Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

Les Hautes Parties contractantes,

Rappelant que tout Etat a le devoir, conformément à la Charte des Nations Unies, de s'abstenir dans ses relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

Rappelant en outre le principe général de la protection des personnes civiles contre les effets des hostilités,

Se fondant sur le principe du droit international selon lequel le droit des parties à un conflit armé de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité, et sur le principe qui interdit d'employer dans les conflits armés des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus,

Rappelant aussi qu'il est interdit d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre qui sont conçus pour causer, ou dont on peut s'attendre qu'ils causeront, des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel,

Confirmant leur détermination selon laquelle, dans les cas non prévus par la présente convention et les protocoles y annexés ou par d'autres accords internationaux, les personnes civiles et les combattants restent à tout moment sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis, des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique,

Désirant contribuer à la détente internationale, à la cessation de la course aux armements et à l'instauration de la confiance entre les Etats et, partant, à la réalisation des aspirations de tous les peuples à vivre en paix,

Reconnaissant qu'il importe de poursuivre tous les efforts dans la voie du désarmement général et complet sous contrôle international strict et efficace,

Réaffirmant la nécessité de poursuivre la codification et le développement progressif des règles du droit international applicables dans les conflits armés,

Souhaitant interdire ou limiter davantage l'emploi de certaines armes classiques et estimant que les résultats positifs obtenus dans ce domaine pourraient faciliter les principaux pourparlers sur le désarmement en vue de mettre fin à la production, au stockage et à la prolifération de ces armes,

Soulignant l'intérêt qu'il y a à ce que tous les Etats, et particulièrement les Etats militairement importants, deviennent parties à la présente Convention et aux Protocoles y annexés,

Considérant que l'Assemblée générale des Nations Unies et la Commission des Nations Unies pour le désarmement peuvent décider d'examiner la question d'un élargissement possible de la portée des interdictions et des limitations contenues dans la présente Convention et les Protocoles y annexés,

Considérant en outre que le Comité du désarmement peut décider d'examiner la question de l'adoption de nouvelles mesures pour interdire ou limiter l'emploi de certaines armes classiques,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Champ d'application

La présente Convention et les protocoles y annexés s'appliquent dans les situations prévues par l'article 2

commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatives à la protection des victimes de guerre y compris toute situation décrite au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole additionnel I aux Conventions.

Article 2

Relations avec d'autres accords internationaux

Aucune disposition de la présente Convention ou des Protocoles y annexés ne sera interprétée comme diminuant d'autres obligations imposées aux Parties par le droit international humanitaire applicable en cas de conflit armé.

Article 3^o

Signature

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, pendant une période de 12 mois à compter du 10 avril 1981.

Article 4

Ratification. Acceptation. Approbation. Adhésion

1. La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les Signataires. Tout Etat qui n'a pas signé la Convention pourra y adhérer.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

3. Chaque Etat pourra accepter d'être lié par l'un quelconque de Protocoles annexés à la présente Convention, à condition qu'au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion de la présente Convention, il notifie au Dépositaire son consentement à être lié par deux au moins de ces Protocoles.

4. A tout moment après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion de la présente Convention, un Etat peut notifier au Dépositaire son consentement à être lié par tout Protocole y annexé auquel il n'était pas encore Partie.

5. Tout Protocole qui lie une Haute Partie contractante fait partie intégrante de la présente Convention en ce qui concerne ladite Partie.

Article 5

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date de dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour tout Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur six mois après la date de dépôt de cet instrument.

3. Chacun des Protocoles annexés à la présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle vingt Etats auront notifié leur consentement à être liés par ce Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 3 ou du paragraphe 4 de l'article 4 de la présente Convention.

4. Pour tout Etat qui notifie son consentement à être lié par un Protocole annexé à la présente Convention après la date à laquelle vingt Etats ont notifié leur consentement à être liés par ce Protocole, le Protocole entrera en vigueur six mois après la date à laquelle ledit Etat aura notifié son consentement à être ainsi lié.

Article 6

Diffusion

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible dans leur pays, en temps de paix comme en période de conflit armé, la présente Convention et les Protocoles y annexés auxquels elles sont Parties et en particulier à en incorporer l'étude dans leurs programmes d'instruction militaire, de telle manière que ces instruments soient connus de leurs forces armées.

Article 7

Relations conventionnelles dès l'entrée en vigueur de la Convention

1. Si l'une des parties à un conflit n'est pas liée par un Protocole annexé à la présente Convention, les parties liées par la présente Convention et ledit Protocole y annexé restent liées par eux dans leurs relations mutuelles.

2. Une Haute Partie contractante est liée par la présente Convention et par tout protocole y annexé qui est en vigueur pour elle, dans toute situation prévue à l'article premier, vis-à-vis de tout Etat qui n'est pas partie à la présente Convention ou n'est pas lié par le protocole y annexé pertinent, si ce dernier Etat accepte et applique la présente Convention ou le protocole pertinent et le notifie au Dépositaire.

3. Le Dépositaire informe immédiatement les Hautes Parties contractantes concernées de toute notification reçue au titre du paragraphe 2 du présent article.

4. La présente Convention et les protocoles y annexés par lesquels une Haute Partie contractante est liée s'appliquent à tout conflit armé contre ladite Haute Partie contractante du type visé au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes de guerre:

a) Lorsque la Haute Partie contractante est aussi partie au Protocole additionnel I et qu'une autorité visée au paragraphe 3 de l'article 96 dudit protocole s'est engagée à appliquer les Conventions de Genève et le Protocole additionnel I conformément au paragraphe 3 de l'article 96 dudit protocole et s'engage à appliquer en ce qui concerne ledit conflit, la présente Convention et les protocoles y annexés pertinents, ou

b) Lorsque la Haute Partie contractante n'est pas partie au Protocole additionnel I et qu'une autorité du type visé à l'alinéa a) ci-dessus accepte et applique, en ce qui concerne ledit conflit, les obligations des Conventions de Genève et de la présente Convention et des protocoles y annexés pertinents. Cette acceptation et cette application ont à l'égard dudit conflit les effets suivants:

i) Les Conventions de Genève et la présente Convention et ses protocoles pertinents y annexés prennent immédiatement effet pour les parties les parties au conflit;

ii) Ladite autorité exerce les mêmes droit et s'acquitte des mêmes obligations qu'une Haute Partie contractante aux Conventions de Genève, à la présente Convention et aux protocoles pertinents y annexés;

iii) Les Conventions de Genève, la présente Convention et les protocoles pertinents y annexés lient d'une manière égale toutes les parties au conflit.

La Haute Partie contractante et l'autorité peuvent aussi convenir d'accepter et appliquer sur une base réciproque les obligations énoncées dans le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève.

Article 8

Révision et amendements

1. a) Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute Haute Partie contractante peut à tout moment proposer des amendements à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles y annexés par lequel elle est liée. Toute proposition d'amendement est communiquée au Dépositaire qui la notifie à toutes les Hautes Parties contractantes en leur demandant s'il y a lieu de convoquer une conférence pour l'examiner. Si une majorité d'au moins 18 Hautes Parties contractantes en sont d'accord, le Dépositaire convoquera dans les meilleurs délais une conférence à laquelle toutes les Hautes Parties contractantes seront invitées. Les Etats non parties à la présente Convention seront invités à la conférence en qualité d'observateurs.

b) Cette conférence pourra convenir d'amendements qui seront adoptés et entreront en vigueur de la même manière que la présente Convention et les protocoles y annexés; toutefois, les amendements à la Convention ne pourront être adoptés que par les Hautes Parties contractantes et les amendements à un protocole y annexé ne pourront l'être que par les Hautes Parties contractantes qui sont liées par ce protocole.

2. a) Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute Partie contractante peut à tout moment proposer des protocoles additionnels concernant d'autres catégories d'armes classiques sur lesquelles les protocoles annexés existants ne portent pas. Toute proposition de protocole additionnel est communiquée au Dépositaire qui la notifie à toutes les Hautes Parties contractantes conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article. Si une majorité d'au moins 18 Hautes Parties contractantes en sont d'accord, le Dépositaire convoquera dans les meilleurs délais une conférence à laquelle tous les Etats seront invités.

b) Cette conférence pourra, avec la pleine participation de tous les Etats représentés à la Conférence, approuver les protocoles additionnels, qui seront adoptés de la même manière que la présente Convention, y seront annexés et entreront en vigueur conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 5 de la présente Convention.

3. a) Si, 10 ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention aucune conférence n'a été convoquée conformément aux alinéas a) du paragraphe 1 ou a) du paragraphe 2 du présent article, toute Haute Partie contractante pourra prier le Dépositaire de convoquer une conférence, à laquelle toutes les Hautes Parties contractantes seront invitées pour examiner la portée de l'application de la Convention et des protocoles y annexés et étudier toute proposition d'amendement à la présente Convention et aux protocoles existants. Les Etats non parties à la présente Convention seront invités à la conférence en qualité d'observateurs. La conférence pourra approuver des amendements qui seront adoptés et entreront en vigueur conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 ci-dessus.

b) La conférence pourra aussi examiner toute proposition de protocoles additionnels concernant d'autres catégories d'armes classiques non couvertes par les protocoles annexés existants. Tous les Etats représentés à la conférence pourront participer pleinement à cet examen. Les protocoles additionnels seront adoptés de la même manière que la présente Convention, y seront annexés et entreront en vigueur conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 5 de la présente Convention.

c) Ladite conférence pourra examiner la question de savoir s'il y a lieu de prévoir la convocation d'une nouvelle conférence à la demande d'une Haute Partie contractante au cas où, après une période similaire à celle qui est visée à l'alinéa a) du paragraphe 3 du présent article, aucune conférence n'a été convoquée conformément aux alinéas a) du paragraphe 1 ou a) du paragraphe 2 du présent article.

Article 9

Dénonciation

1. Toute Haute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention ou l'un quelconque des protocoles y annexés en notifiant sa décision au Dépositaire.

2. La dénonciation ainsi opérée ne prendra effet qu'une année après la réception par le Dépositaire de la notification ou de la dénonciation. Si, toutefois, à l'expiration de cette année, la Haute Partie contractante dénonçante se trouve dans une situation visée par l'article premier, elle demeure liée par les obligations de la Convention et des protocoles pertinents y annexés jusqu'à la fin du conflit armé ou de l'occupation et, en tout cas, jusqu'à l'achèvement des opérations de libération définitive, de rapatriement ou d'établissement des personnes protégées par les règles du droit international applicables en cas de conflit armé

et, dans le cas de tout protocole annexé à la présente Convention contenant des dispositions concernant des situations dans lesquelles des fonctions de maintien de la paix, d'observation ou des fonctions similaires sont exercées par des forces ou missions des Nations Unies dans la région concernée, jusqu'au terme desdites fonctions.

3. Toute dénonciation de la présente Convention s'appliquera également à tous les protocoles annexés dont la Haute Partie contractante dénonçante a accepté les obligations.

4. Une dénonciation n'aura d'effets qu'à l'égard de la Haute Partie contractante dénonçante.

5. Une dénonciation n'aura pas d'effet sur les obligations déjà contractées du fait d'un conflit armé au titre de la présente Convention et des protocoles y annexés par la Haute Partie contractante dénonçante pour tout acte commis avant que ladite dénonciation devienne effective.

Article 10

Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est Dépositaire de la présente Convention et des protocoles y annexés.

2. Outre l'exercice de ses fonctions habituelles, le Dépositaire notifiera à tous les Etats:

- a) Les signatures apposées à la présente Convention, conformément à l'article 3;
- b) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à la présente Convention, déposés conformément à l'article 4;
- c) Les notifications d'acceptation des obligations des protocoles annexés à la présente Convention, conformément à l'article 5;
- d) Les dates d'entrée en vigueur de la présente Convention et de chacun des protocoles y annexés, conformément à l'article 5;
- e) Les notifications de dénonciations reçues conformément à l'article 9 et les dates auxquelles elles prennent effet.

Article 11

Textes authentiques

L'original de la présente Convention et des protocoles y annexés, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du Dépositaire qui fera parvenir des copies certifiées conformes à tous les Etats.

Protocole relatif aux éclats non localisables

(PROTOCOLE I)

Il est interdit d'employer toute arme dont l'effet principal est de blesser par des éclats qui ne sont pas localisables par rayons X dans le corps humain.

Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs

(PROTOCOLE II)

Article premier

Champ d'application pratique

Le présent Protocole a trait à l'utilisation sur terre des mines, pièges et autres dispositifs définis ci-après, y compris les posées pour interdire l'accès de plages ou la traversée de voies navigables ou de cours d'eau, mais ne s'applique pas aux mines antinavires utilisés en mer ou dans les voies de navigation intérieures.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Protocole, on entend:

1. Par «mine», un engin quelconque placé sous ou sur le sol ou une autre surface ou à proximité, et conçu pour exploser ou éclater du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne ou d'un véhicule; et par «mine mise en place à distance», toute mine ainsi lancée par une pièce d'artillerie, un lance-roquettes, un mortier ou un engin similaire ou larguée d'un aéronef;

2. Par «piège», tout dispositif ou matériel qui est conçu, construit ou adapté pour tuer ou blesser et qui fonctionne à l'improviste quand on déplace un objet en apparence inoffensif ou qu'on se livre à un acte apparemment sans danger;

3. Par «autres dispositifs», des munitions et dispositifs mis place à la main et conçus pour tuer, blesser ou endommager et qui sont déclenchés par commande à distance ou automatiquement après un certain temps;

4. Par «objectif militaire», dans la mesure où des biens sont visés, tout bien qui par sa nature, son emplacement, sa destination ou son utilisation apporte une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis;

5. Par «biens de caractère civil», tous les biens qui ne sont pas des objectifs militaires au sens du paragraphe 4;

6. Par «enregistrement», une opération d'ordre matériel, administratif et technique visant à recueillir, pour les consigner dans les documents officiels, tous les renseignements disponibles qui permettent de localiser facilement les champs de mines, les mines et les pièges.

Article 3

Restrictions générales à l'emploi de mines, pièges et autres dispositifs

1. Le présent article s'applique:

- a) Aux mines;
- b) Aux pièges;
- c) Aux autres dispositifs.

2. Il est interdit en toutes circonstances de diriger les armes auxquelles s'applique le présent article

contre la population civile en général ou contre des civils individuellement, que ce soit à titre offensif, défensif ou de représailles.

3. L'emploi sans discrimination des armes auxquelles s'applique le présent article est interdit. Par emploi sans discrimination, on entend une mise en place de ces armes:

- a) Ailleurs que sur un objectif militaire, ou telle que ces armes ne sont pas dirigées contre un tel objectif; ou
- b) Qui implique une méthode ou un moyen de transport sur l'objectif tel qu'elles ne peuvent pas être dirigées contre un objectif militaire spécifique; ou
- c) Dont on peut attendre qu'elles causent incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu.

4. Toutes les précautions possibles seront prises pour protéger les civils des effets des armes auxquelles s'applique le présent article. Par précautions possibles, on entend les précautions qui sont praticables ou qu'il est pratiquement possible de prendre eu égard à toutes les conditions du moment, notamment aux considérations d'ordre humanitaire et d'ordre militaire.

Article 4

Restrictions à l'emploi de mines autres que les mises en place à distance, pièges et autres dispositifs dans les zones habitées

1. Le présent article s'applique:

- a) Aux mines autres que les mines mises en place à distance,
- b) Aux pièges, et
- c) Aux autres dispositifs.

2. Il est interdit d'employer les armes auxquelles s'applique le présent article dans toute ville, tout village ou toute autre zone où se trouve une concentration analogue de personnes civiles et où les combats entre des forces terrestres ne sont pas engagés ou ne semblent pas imminents, à moins:

- a) Qu'elles ne soient placées sur un objectif militaires ou à proximité immédiate d'un objectif militaire appartenant à une partie adverse ou sous son contrôle; ou
- b) Que des mesures ne soient prises pour protéger la population civile contre leurs effets, par exemple en affichant des avertissements, en postant des sentinelles, en diffusant des avertissements ou en installant des clôtures.

Article 5

Restrictions à l'emploi de mines mises en place à distance

1. L'emploi de mines mises en place à distance est interdit, sauf si ces mines sont utilisées uniquement

dans une zone qui constitue un objectif militaire ou qui contient des objectifs militaires et à moins:

- a) Que leur emplacement soit enregistré avec exactitude conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de article 7, ou
- b) Que soit utilisé sur chacune d'elles un mécanisme efficace de neutralisation, c'est-à-dire un mécanisme à autodéclenchement, conçu pour la désactiver ou pour un provoquer l'autodestruction lorsqu'il y a lieu de penser qu'elle ne servira plus aux fins militaires pour lesquelles elle a été mise en place, ou un mécanisme télécommandé conçu pour la désactiver ou la détruire lorsque la mine ne sert plus aux fins militaires pour lesquelles elle a été mise en place.

2. Préavis effectif sera donné du lancement ou du largage de mines mises en place à distance qui pourrait avoir des effets pour la population civile, à moins que les circonstances ne le permettent pas.

Article 6

Interdiction d'emploi de certains pièges

1. Sans préjudice des règles du droit international applicables aux conflits armés relatives à la trahison et à la perfidie, il est interdit en toutes circonstances d'employer:

- a) Des pièges ayant l'apparence d'objets portatifs inoffensifs qui sont expressément conçus et construits pour contenir une charge explosive et qui produisent une détonation quand on les déplace ou qu'on s'en approche; ou
- b) Des pièges qui sont attachés ou associés d'une façon quelconque:
 - i) A des emblèmes, signes ou signaux protecteurs internationalement reconnus;
 - ii) A des malades, des blessés ou des morts;
 - iii) A des lieux d'inhumation ou d'incinération ou à des tombes;
 - iv) A des installations, du matériel, des fournitures ou des transports sanitaires;
 - v) A des jouets d'enfant ou à d'autres objets portatifs ou à des produits spécialement destinés à l'alimentation, à la santé, à l'hygiène, à l'habillement ou à l'éducation des enfants;
 - vi) A des aliments ou à des boissons;
 - vii) A des ustensiles de cuisine ou à des appareils ménagers, sauf dans des établissements militaires, des sites militaires et des dépôts d'approvisionnement militaires;
 - viii) A des objets de caractère indiscutablement religieux;
 - ix) A des monuments historiques des oeuvres d'art ou des lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples;
 - x) A des animaux ou à des carcasses d'animaux.

2. Il est interdit en toutes circonstances d'employer des pièges qui sont conçus pour causer des blessures inutiles ou des souffrances superflues.

Article 7

Enregistrement et publication de l'emplacement des champs de mines, des mines et des pièges.

1. Les parties à un conflit enregistreront l'emplacement:

- a) De tous les champs de mines préplanifiés qu'elles ont mis en place;
- b) De toutes les zones dans lesquelles elles ont utilisé à grande échelle et de façon préplanifiée des pièges.

2. Les parties s'efforceront de faire enregistrer l'emplacement de tous les autres champs de mines, et pièges qu'elles ont posés ou mis en place.

3. Tous ces enregistrements seront conservés par les parties, qui devront:

- a) Immédiatement après la cessation des hostilités actives;
- i) Prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris l'utilisation de ces enregistrements, pour protéger les civils contre les effets des champs de mines, mines et pièges et soit:
 - ii) Dans les cas où les forces d'aucune des parties ne se trouvent sur le territoire de la partie adverse, échanger entre elles et fournir au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tous les renseignements en leur possession concernant l'emplacement des champs de mines, mines et pièges se trouvant sur le territoire de la partie adverse, soit:
 - iii) Dès que les forces des parties se seront totalement retirées du territoire de la partie adverse, fournir à ladite partie adverse et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tous les renseignements en leur possession concernant l'emplacement des champs de mines, mines et pièges se trouvant sur le territoire de cette partie adverse;
- b) Lorsqu'une force ou mission des Nations Unies exerce ses fonctions dans une zone ou dans des zones quelconques, fournir à l'autorité visée à l'article 8 les renseignements requis par cet article;
- c) Dans toute la mesure du possible, par accord mutuel, assurer la publication de renseignements concernant l'emplacement des champs de mines, mines et pièges, particulièrement dans les accords concernant la cessation des hostilités.

Article 8

Protection des missions des Nations Unies contre les effets des champs de mines, mines et pièges

1. Lorsqu'une force ou mission des Nations Unies s'acquitte de fonctions de maintien de la paix, d'observer

vation ou de fonctions analogues dans une zone chacune des parties au conflit, si elle en est priée par le chef de la force ou de la mission des Nations Unies dans la zone en question, doit, dans la mesure où elle le peut:

- a) Enlever ou rendre inoffensifs tous les pièges ou mines dans la zone en question;
- b) Prendre les mesures qui peuvent être nécessaires pour protéger la force ou la mission contre les effets des champs de mines, mines et pièges pendant qu'elle exécute ses tâches; et
- c) Mettre à la disposition du chef de la force ou de la mission des Nations Unies dans la zone en question tous les renseignements en sa possession concernant l'emplacement des champs de mines, mines et pièges se trouvant dans cette zone.

2. Lorsqu'une mission d'enquête des Nations Unies exerce ses fonctions dans une zone, la partie au conflit concernée doit lui fournir une protection, sauf si, en raison du volume de cette mission, elle n'est pas en mesure de le faire d'une manière satisfaisante. En ce cas, elle doit mettre à la disposition du chef de la mission les renseignements en sa possession concernant l'emplacement des champs de mines, mines et pièges se trouvant dans cette zone.

Article 9

Coopération internationale pour l'enlèvement des champs de mines, des mines et pièges

Après la cessation des hostilités actives, les parties s'efforceront de conclure un accord, tant entre elles que, s'il y a lieu, avec d'autres Etats et avec des organisations internationales, sur la communication des renseignements et l'octroi d'une assistance s'y prêtent, l'organisation d'opérations conjointes nécessaires pour enlever ou neutraliser d'une autre manière les champs de mines, les mines et les pièges installés pendant le conflit.

Annexe technique au protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de mines, pièges et autres dispositions

(Protocole II)

Principes d'enregistrement

Lorsque le Protocole prévoit l'obligation d'enregistrer l'emplacement des champs de mines, mines et pièges, les principes suivants devront être observés:

1. En ce qui concerne les champs de mines préplanifiés et l'utilisation à grande échelle et préplanifiée de pièges:

- a) Etablir des cartes, croquis ou autres documents de façon à indiquer l'étendue du champ de mines ou de la zone piégée; et
- b) Préciser l'emplacement du champ de mines ou de la zone piégée par rapport aux coordonnées d'un point de référence unique et les dimensions estimées de la zone contenant des mines et pièges par rapport à point de référence unique.

2. En ce qui concerne les autres champs de mines, mines et pièges posés ou mis en place:

Dans la mesure du possible, enregistrer les renseignements pertinents spécifiés au paragraphe 1 ci-dessus de façon à permettre de localiser les zones contenant des champs de mines, des mines et des pièges.

Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires

(PROTOCOLE III)

Article Premier

Définitions

Aux fins du présent Protocole:

1. On entend par «arme incendiaire» toute arme ou munition essentiellement conçue pour mettre le feu à des objets ou pour infliger des brûlures à des personnes par l'action des flammes de la chaleur ou d'une combinaison des flammes et de la chaleur ou d'une combinaison des flammes et de la chaleur, que dégage une réaction chimique d'une substance lancée sur la cible

a) Les armes incendiaires peuvent prendre la forme, par exemple, de lanceflammas, de fougasses, d'obus, de roquettes, de grenades, de mines, de bombes et d'autres conteneurs de substances incendiaires.

b) Les armes incendiaires ne comprennent pas:

i) Les munitions qui peuvent avoir des effets incendiaires fortuits, par exemple, les munitions éclairantes, traceuses, fumigènes ou les systèmes de signalisation;

ii) Les munitions qui sont conçues pour combiner des effets de pénétration, de souffle ou de fragmentation avec un effet incendiaire, par exemple les projectiles perforants, les obus à fragmentation, les bombes explosives et les munitions similaires à effets combinés où l'effet incendiaire ne vise pas expressément à infliger des brûlures à des personnes, mais doit être utilisé contre des objectifs militaires, par exemple des véhicules blindés, des aéronefs et des installations ou des moyens de soutien logistique.

2. On entend par «concentration de civils» une concentration de civils, qu'elle soit permanente ou temporaire, telle qu'il en existe dans les parties habitées des villes ou dans les bourgs ou des villages habités ou comme celles que constituent les camps et les colonnes de réfugiés ou d'évacués, ou les groupes de nomades.

3. On entend par «objectif militaire», dans la mesure où des biens sont visés, tout bien qui par sa nature, son emplacement, sa destination ou son utilisation apporte une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis.

4. On entend par «biens de caractère civil» tous les biens qui ne sont pas des objectifs militaires au sens du paragraphe 3.

5. On entend par «précautions possibles» les précautions qui sont praticables ou qu'il est pratiquement possible de prendre eu égard à toutes les conditions du moment, notamment aux considérations d'ordre humanitaire et d'ordre militaire.

Article 2

Protection des civils et des biens de caractère civil

1. Il est interdit en toutes circonstances de faire de la population civile en tant que telle de, civils isolés ou de biens de caractère de civil l'objet d'une attaque au moyen d'armes incendiaires.

2. Il est interdit en toutes circonstances de faire d'une objectif militaire situé à l'intérieur d'une attaque au moyen d'armes incendiaires lancées par aéronef.

3. Il est interdit en outre de faire d'un objectif militaire situé à l'intérieur d'une concentration de civils l'objet d'une attaque au moyen d'armes incendiaires autres que des armes incendiaires lancées par aéronef, sauf quand un tel objectif militaire est nettement à l'écart de la concentration de civils et quand toutes les précautions possibles ont été prises pour limiter les effets incendiaires à l'objectif militaire et pour éviter, et en tout état de cause, minimiser, les pertes accidentelles en vies humaines dans la population civile, les blessures qui pourraient être causées aux civils et les dommages occasionnés aux biens de caractère civil.

4. Il est interdit de soumettre les forêts et autres types de couverture végétale à des attaques au moyen d'armes incendiaires sauf si ces éléments naturels sont utilisés pour couvrir, dissimuler ou camoufler des combattants ou d'autres objectifs militaires, ou constituent eux-mêmes des objectifs militaires.

Convenção sobre proibições ou restrições do emprego de certas armas clássicas que podem ser consideradas produtoras de efeitos traumáticos excessivos ou danos indiscriminados

As Principais Partes Contratantes

Relembrando de que qualquer Estado, de acordo com a Carta das Nações Unidas, tem por dever abster-se nas suas relações internacionais, recorrer a ameaças ou ao uso da força, seja contra a soberania, a integridade territorial ou a independência política de qualquer Estado, ou de qualquer outra forma a que contradiz os princípios das Nações Unidas,

Relembrando também o princípio geral da protecção da população civil contra os efeitos de hostilidades,

Baseando no princípio do direito internacional no qual o direito das partes em relação a um conflito armado em escolher métodos ou meios de guerra, não é limitado e o princípio que interdita o emprego, nos conflitos armados, de armas, projecteis e materiais e métodos de guerra susceptíveis de causarem danos superfluos e sofrimentos desnecessários,

Relembrando igualmente de que é proibida a utilização de métodos ou meios e guerra concebidos para causarem danos alargados, duradouros e graves para o meio ambiente, ou susceptíveis de causarem esses efeitos,

Confirmando a sua determinação de, nos casos em que não estão abrangidos pela presente Convenção e pelos Protocolos anexos, ou por outros acordos internacionais, a população civil e os combatentes ficarão permanentemente sob a protecção e autoridade dos princípios do direito internacional obtidos através dos costumes estabelecidos, princípios da humanidade e exigências da consciência pública,

Desejando contribuir para a estabilidade internacional, o fim da corrida ao armamento e a instauração da confiança entre os Estados, e, ao mesmo tempo, a realização das aspirações de todos os povos em viver na paz,

Reconhecendo de que é importante continuar a enviar todos os esforços que possam contribuir progressivamente para um desarmamento geral e total sob o controlo internacional rigoroso e eficaz,

Reafirmando a necessidade de continuar com a codificação e o desenvolvimento progressivo das normas do direito internacional aplicáveis em conflitos armados,

Desejando proibir ou restringir ainda mais o emprego de certas armas clássicas e acreditando nos resultados positivos conseguidos neste domínio podem facilitar as principais negociações sobre o desarmamento, com o objectivo de acabar com a produção, o armazenamento e a proliferação destas armas,

Sublinhando a vontade de todos os Estados, particularmente os Estados militarmente importantes, se tornarem partes desta presente Convenção e dos Protocolos anexos,

Considerando que a Assembleia Geral das Nações Unidas e a Comissão das Nações Unidas para o desarmamento podem decidir analisar a questão de uma possível extensão das proibições e restrições constantes da presente Convenção e dos Protocolos anexos,

Considerando ainda que o Comité para o desarmamento pode decidir ter em conta a questão da adopção de novas medidas no sentido de proibir ou restringir o emprego de certas armas clássicas,

Acordam o seguinte:

Artigo Primeiro

A presente Convenção e os Protocolos anexos serão aplicados nas situações previstas no artigo 2, comur às Convenções de Genebra, de 12 de Agosto de 1949 para a protecção das vítimas de guerra, incluindo qualquer situação descrita no parágrafo 4 do artigo primeiro do Protocolo I Adicional às Convenções.

Artigo 2º

Relações com outros acordos internacionais

Nenhuma disposição constante desta Convenção ou dos Protocolos anexos poderá ser interpretada como diminuição de outras obrigações impostas às principais partes contratantes pelo direito internacional humanitário, aplicável em caso de conflito armado.

Artigo 3º

Assinatura

A presente Convenção deverá ser submetida à assinatura de todos os Estados, na Sede da Organização das Nações Unidas, em Nova York, por um período de 12 meses, a partir de 10 de Abril de 1981.

Artigo 4º

Ratificação, aceitação, aprovação e adesão

1. A presente Convenção fica sujeita à ratificação, aceitação ou aprovação dos signatários. Qualquer Estado pode aderir à Convenção mesmo que não a tenha assinado

2. Os instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão serão entregues ao Depositário.

3. Cada Estado poderá aceitar ligar-se a qualquer dos Protocolos anexos à presente Convenção, sob condição de no momento de depósito do seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão à Convenção, notificar ao Depositário o seu consentimento em aderir a pelo menos dois dos Protocolos.

4. A qualquer momento após o depósito do seu instrumento de ratificação, aceitação aprovação ou mesmo adesão e esta Convenção, cada Estado deve informar ao Depositário sobre o seu consentimento em fazer parte de qualquer Protocolo anexo do qual ainda não fazia parte.

5. Qualquer Protocolo considera-se uma parte integrante da Convenção desde que a ele esteja ligada uma das Principais Partes Contratantes.

Artigo 5º

Entrada em vigor

1. A presente Convenção entra em vigor seis meses após a data do depósito do vigésimo instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

2. Para qualquer Estado que deposite o seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão após a data do depósito do vigésimo instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão, esta Convenção entrará em vigor seis meses após a data na qual aquele Estado depositou o seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

3. Cada Protocolo anexo a esta Convenção deverá entrar em vigor seis meses após a data em que vinte Estados tenham informado sobre o consentimento em relação a sua ligação ao Protocolo, nos termos do parágrafo 3 ou 4 do artigo 4 desta Convenção.

4. Para qualquer Estado que notifique o seu consentimento sobre a sua ligação a um Protocolo anexo à Convenção após a data em que vinte Estados tenham notificado o seu consentimento referente à ligação ao protocolo, este, deverá entrar em vigor seis meses após a data em que esse Estado tenha notificado o seu consentimento sobre essa ligação.

Artigo 6º

Difusão

As Principais Parte Contratantes comprometem-se a difundir, o máximo possível, nos respectivos países, em tempo de paz e em período de conflito armado, a presente Convenção e os Protocolos anexos, dos quais fazem parte e em particular incluir o estudo nos seus programas de instrução militar, de modo a que aqueles instrumentos sejam conhecidos no seio das suas forças armadas.

Artigo 7º

Relações convencionais após a entrada em vigor da Convenção

1. Quando uma das partes de um conflito não faz parte de um dos Protocolos anexos, as partes ligadas à presente Convenção e aquele protocolo anexo ficam ligados entre si, através das relações mútuas.

2. Qualquer uma das Principais Partes Contratantes considera-se parte desta Convenção e de qualquer Protocolo anexo, que se encontra em vigor, sob qualquer situação prevista no artigo 1, em relação a qualquer Estado que não seja parte da presente Convenção ou que não esteja ligado ao Protocolo e o notificar ao Depositário.

3. O Depositário deve informar imediatamente à Principais Partes Contratantes em questão sobre toda e qualquer notificação recebida, de acordo com o parágrafo 2 do presente artigo.

4. A presente Convenção e os Protocolos anexos aos quais uma das Principais Partes Contratantes está ligada aplicam-se em caso de um conflito armado contra a referida Parte Contratante do tipo mencionado no parágrafo 4 do artigo 1 do Protocolo Adicional I às Convenções de Genebra de 12 de Agosto de 1949 para a Protecção das Vítimas de Guerra.

- a) Se a Parte Contratante fizer também parte do Protocolo Adicional I e uma autoridade mencionada no parágrafo 3 do artigo 96 do Protocolo comprometer-se a aplicar as Convenções de Genebra e o Protocolo Adicional I de acordo com o parágrafo 3 do artigo 96 do referido Protocolo e comprometer-se a aplicar a presente Convenção e os Protocolos anexos relacionados com o conflito, ou
- b) Se a Parte Contratante não fizer parte do Protocolo Adicional I e uma autoridade do tipo referido na alínea a) acima citada, aceitar e aplicar as obrigações das Convenções de Genebra e da presente Convenção e Protocolos em anexo, relacionados com o conflito, esta aceitação e aplicação deverão ter, em relação ao referido conflito, os seguinte efeitos:
 - i) As Convenções de Genebra e a presente Convenção e os seus principais Protocolos, entram imediatamente em vigor para as Partes em conflito;
 - ii) A referida autoridade goza dos mesmos direitos e obrigações que uma Parte Contratante às Convenções de Genebra, à presente Convenção e aos Protocolos anexos está sujeita.
 - iii) As Convenções de Genebra, a presente Convenção e os Protocolos anexos, ligam da mesma forma às partes em conflito;

A Principal Parte Contratante e a autoridade podem também acordar em aceitar e aplicar, na base da reciprocidade, as obrigações do Protocolo Adicional I às Convenções de Genebra.

Artigo 8º

Revisão e Rectificações

1. a) Após a entrada em vigor da presente Convenção, qualquer uma das Principais Partes Contratantes pode, a qualquer momento, propor rectificações a presente Convenção ou a qualquer Protocolo anexo do qual faz parte. Qualquer proposta de rectificação será comunicada ao Depositário que se encarregará de notificar todas as outras Parte Contratantes e conjuntamente decidem sobre a necessidade ou não de se realizar uma conferência para análise da proposta. Se uma maioria de pelo menos 18 das Principais Partes estiver de acordo, o Depositário convocará imediatamente uma conferência para a qual serão convidadas as outras Partes. Os Estados que não são Partes da Presente Convenção serão convidadas à conferência na qualidade de observadores.
- b) Esta Conferência pode decidir sobre as rectificações a serem adoptadas e que entrarão em vigor da mesma forma que esta Convenção e os Protocolos anexos, tendo em conta que as rectificações à Convenção só serão adoptadas pelas Principais Partes Contratantes, enquanto que as rectificações a um Protocolo específico anexo, só poderão ser feitas pelas Principais Partes Contratantes que fazem parte do Protocolo.
2. a) Após a entrada em vigor da presente Convenção, qualquer uma das Principais Partes Contratantes pode, a qualquer momento, propor protocolos adicionais, relacionados com outras categorias de armas clássicas que não estão cobertas pelos Protocolos existentes anexos. Qualquer proposta de protocolo adicional deve ser comunicada ao Depositário, que por sua vez deve levar essa informação a todas as Principais Partes Contratantes de acordo com o ponto 1. a) deste artigo. Se a maioria, que não deve ser inferior a 18 membros das Principais Partes Contratantes, assim concordar, o Depositário deve convocar imediatamente uma conferência a qual todos os Estados serão convidados.
- b) Esta conferência pode decidir, mediante total participação dos Estados representados, sobre protocolos adicionais que deverão ser adoptados sob o mesmo procedimento da Convenção, e anexos à mesma, e deverão entrar em vigor nos termos do parágrafo 3 e 4 do artigo 5 desta Convenção.
3. a) Se num período de dez anos após a entrada em vigor desta Convenção, nenhuma conferência for convocada de acordo com os pontos 1 a) ou 2 a) deste artigo, qualquer uma das Principais Partes Contratantes pode solicitar ao Depositário a realização de uma conferência a qual todas as Principais Partes Contratantes deverão ser convidadas, para reverem o alcance e operacionalidade desta Convenção e dos Protocolos anexos e considerarem qualquer proposta de rectificação a

esta Convenção ou aos Protocolos existentes. Os Estados não membros desta Convenção devem ser convidados na qualidade de observadores. A conferência poderá aprovar rectificações que serão adoptados e entrar em vigor de acordo com o ponto 1 b) supracitado.

- b) Nesta Conferência pode-se também ter em consideração qualquer proposta para protocolos adicionais sobre outras categorias de armas clássicas que estão abrangidas pelos Protocolos existentes. Todos os Estados representados na conferência podem participar. Quaisquer protocolos adicionais devem ser adoptados da mesma forma que esta Convenção, anexados e deverão entrar em vigor de acordo com os parágrafos 3 e 4 do artigo 5 desta Convenção.
- c) A referida Conferência poderá considerar a questão da necessidade de se convocar uma nova Conferência a pedido de uma das Partes Contratantes, se após um período equivalente ao mencionado na alínea a) do parágrafo 3 do presente artigo, nenhuma Conferência for convocada de acordo com as alíneas a) dos parágrafos 1 e 2 do presente artigo.

Artigo 9º

Denúncia

1. Qualquer uma das Partes Contratantes pode denunciar a presente Convenção ou um dos Protocolos anexos mediante notificação ao Depositário.
2. Qualquer denúncia nestes termos, só terá efeito um ano após a recepção pelo depositário da notificação de denúncia. Todavia, se passado um ano a Parte Contratante denunciante encontrar-se na situação referida no artigo 1, ela permanece ligada às obrigações da Convenção e dos Protocolos anexos, até o fim do conflito armado ou da ocupação e, em todo caso, até o das operações relacionadas com a libertação, repatriamento ou de reestabelecimento das pessoas protegidas pelas normas do direito internacional, aplicáveis em conflito armado e, em caso de qualquer Protocolo anexo à presente Convenção conter disposições concernentes a situações, nas quais a manutenção da paz, funções de observação ou semelhantes são assumidas pelas forças ou omissões das Nações Unidas na região em questão, até o término dessas funções.
3. Qualquer denúncia à presente Convenção deverá ser considerada como também aplicável a todos os Protocolos anexos aos quais a Parte Contratante denunciante esteja ligada.
4. Qualquer denúncia só terá efeito a respeito da Parte Contratante denunciante.
5. Nenhuma denúncia terá efeitos sobre as obrigações já assumidas por motivo de um conflito armado, de acordo com a presente Convenção e dos Protocolos anexos, pela Parte Contratante denunciante a respeito de qualquer acto cometido antes da denuncia tornar-se efectiva.

Artigo 10º

Depositário

1. O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas será o Depositário da presente Convenção e dos Protocolos anexos.

2. Para além do exercício das suas funções habituais, o Depositário deverá informar a todos os Estados sobre:

- a) As assinaturas firmadas na presente Convenção de acordo com o artigo 3º;
- b) Os depósitos de instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão à presente Convenção nos termos do artigo 4º;
- c) As notificações de aceitação das obrigações dos Protocolos anexos à Presente Convenção, de acordo com o artigo 5º;
- d) As datas de entrada em vigor desta Convenção e de cada um dos seus Protocolos anexos, de acordo com o artigo 5º; e
- e) As notificações de denúncia recebidas de acordo com o artigo 9º e datas de entrada em vigor.

Artigo 11º

Textos Autênticos

O original desta Convenção com os Protocolos anexos, cujos textos em árabe, chinês, inglês, francês, russo e espanhol são igualmente autênticos, ficarão com o Depositário que deverá remeter cópias autenticadas a todos os Estados.

Protocolo relacionado com fragmentos não localizáveis

(PROTOCOLO I)

É proibido o uso de qualquer arma cujo principal efeito é o de ferir com fragmentos impossíveis de serem localizados no corpo humano através de Raio X.

Protocolo sobre proibições ou restrições do uso de minas, armadilhas e outros dispositivos

(PROTOCOLO II)

Artigo 1º

Campo de aplicação prática

O presente Protocolo visa a utilização, no solo, de minas, armadilhas e outros dispositivos aqui designados, inclusivé minas colocadas para impedirem o acesso às praias ou a utilização das vias navegáveis ou rios, e não de minas anti-barcos utilizadas no mar nas vias de navegação interna.

Artigo 2º

Definições

No âmbito do presente Protocolo:

1. "Mina" significa uma munição qualquer colocada sob, sobre ou próximo do solo ou noutra superfície que se arrebenta ou explode com a presença, aproximação ou contacto de uma pessoa ou veículo; e «mina colocada

à distância» é qualquer mina assim definida, lançada por artilharia, lança-foguetes, morteiro, ou outro meio similar, ou lançada por uma aeronave;

2. "Armadilha" significa qualquer dispositivo ou material concebido, construído ou adaptado para matar ou ferir e que funciona de forma incontrollável se se mexer ou aproximar um objecto aparentemente inofensivo ou cometer um acto aparentemente sem perigo.

3. "Outros dispositivos" são munições e dispositivos manuseáveis e concebidos para matar, ferir ou lesionar e que são accionados com o comando à distância ou automaticamente após um certo tempo.

4. "Objectivo militar" é, no que concerne aos objectivos, qualquer objecto que pela sua natureza, colocação, objectivo ou utilização contribui de forma efectiva a favor da acção militar e cuja distribuição total ou parcial, captura ou neutralização, nas circunstâncias do momento, oferece uma vantagem militar definida.

5. "Objectos de carácter civil" são todos os objectos que não são objectivos militares como se encontra definido no parágrafo 4.

6. "Gravação" significa uma operação física, administrativa e técnica que visa obter todas as informações disponíveis, que serão posteriormente registadas em gravações oficiais, permitindo localizar facilmente os campos de minas, as minas e as armadilhas.

Artigo 3º

Restrições gerais do emprego de minas, armadilhas e outros dispositivos

1. O presente artigo é aplicável:

- a) Às minas;
- b) Às armadilhas;
- c) Aos outros dispositivos.

2. É proibido, em quaisquer que sejam as circunstâncias, direccionada as armas explícitas neste artigo, quer a título ofensivo, quer na defesa ou através de represálias contra a população civil como tal ou contra cidadãos civis.

3. É proibido o emprego indiscriminado das armas, mencionadas neste artigo. Endende-se por emprego indiscriminado todo o tipo de utilização dessas armas:

- a) Que não seja sobre ou esteja direccionada para um objectivo militar; ou
- b) Que utilize um método ou meio de lançamento que não esteja direccionada para um objectivo militar específico; ou
- c) Que se espere causar incidentes como perdas de vidas humanas, ferimentos aos civis, danos de bens civis, ou uma combinação dessas perdas e danos, que venham revelar-se excessivos em relação ao êxito que se espera concreto e directo.

4. Serão tomadas as precauções viáveis no sentido de proteger os civis dos efeitos de armas mencionadas neste artigo. As precauções viáveis são aqueles praticáveis ou praticamente possíveis, tendo em conta todas as circunstâncias do momento, incluindo considerações humanitárias e militares.

Artigo 4º

Restrições do emprego de outras minas que não as colocadas à distância, armadilhas e outros dispositivos nas zonas habitadas

1. O presente artigo aplica-se:

- a) Às minas que não aquelas colocadas à distância
- b) Às armadilhas, e
- c) Aos outros dispositivos.

2. É proibido o emprego das armas, constantes do presente artigo, em qualquer cidade, vila, aldeia ou outra área com semelhante concentração de civis onde os combates entre as forças terrestres não se travam e não parecem eminentes, a menos que:

- a) Não estejam colocadas sobre um objectivo militar ou nas proximidades imediatas de um objectivo militar pertencente a ou sob controlo de uma parte adversária; ou
- b) Medidas sejam tomadas no sentido de proteger a população civil dos efeitos destas armas, por exemplo colocando avisos ou sentinelas, emitindo avisos ou providenciando barreiras.

Artigo 5º

Restrições do emprego de minas colocadas à distância

1. É proibido o emprego de minas colocadas à distância, a menos que essas minas sejam usadas unicamente numa zona considerada objectivo militar ou que contenha objectivos militares, a não ser que:

- a) A sua colocação for registada com precisão de acordo com alínea a) do parágrafo 1 do artigo 7, ou
- b) Seja utilizado em cada uma das minas um mecanismo efectivo neutralizador ou seja um mecanismo de auto-funcionamento, concebido para desactivação de minas ou para provocar a auto-destruição quando já se sabe de antemão que a mina não serve os fins militares para os quais foi colocada, ou um mecanismo telecomandado, concebido com vista a desactivação ou destruição da mina, quando ela já não servir os propósitos militares para os quais foi colocada.

2. Um pré-aviso efectivo sobre o lançamento das minas colocadas à distância que podem atingir a população civil, a menos que as circunstâncias não o permitam.

Artigo 6º

Proibição do emprego de certas armadilhas

1. Sem prejuízo dos regulamentos do direito internacional, aplicáveis aos conflitos armados ligados a traição e deslealdade, é proibido, em toda e qualquer circunstância, o uso de:

- a) Armadilhas com aparência de objectos portáteis inofensíveis especificamente concebidos e construídos para esconderem carga explosiva, produzindo explosão mediante sua deslocação ou uma aproximação; ou

b) Armadilhas que forem ligadas ou associadas de uma forma qualquer:

- i) A emblemas, sinalização ou sinais protectores internacionalmente reconhecidos;
- ii) Aos doentes, feridos ou mortos;
- iii) Aos locais de enterros, incineração ou túmulos;
- iv) A instalações, materiais, fornecimentos ou transportes sanitários;
- v) A brinquedos de crianças ou outros objectos portáteis ou produtos especificamente destinados a alimentação, saúde higiene, vestuário ou educação das crianças;
- vi) A alimentos ou bebidas;
- vii) Ao material da cozinha ou aparelhos domésticos salvo nos estabelecimentos militares, sítios militares, depósitos de abastecimento militar;
- viii) A objectos de carácter indubitavelmente religioso;
- ix) A monumentos históricos, obras de arte ou sítios de cultos que constituem património cultural ou espiritual dos povos;
- x) Aos animais e cadáveres de animais;

2. Em qualquer circunstância é proibido o emprego de armadilhas que tenham sido concebidos para causar danos inúteis e sofrimentos supérfluos.

Artigo 7º

Registo e publicação da localização dos campos de minas, minas e armadilhas

1. As partes em conflito terão que registar:

- a) A colocação de todos os campos de minas pré-planificados;
- b) Todas as zonas onde tenham usado armadilha de grande escala e de forma pré-planificada.

2. As partes se esforçarão para registar a localização de todos os outros campos de mina, minas e armadilhas por elas colocadas.

3. Estes registos serão conservados pelas partes que deverão:

- a) Logo a seguir a cessação activa das hostilidades:
- i) Tomar todas as medidas necessárias e apropriadas, inclusivé a utilização dos registos, para proteger os civis dos efeitos dos campos de minas, minas e armadilhas, ou seja:
- ii) Caso as forças de alguma das partes se encontrarem em território da parte adversária, deve haver intercâmbio entre elas, com fornecimento ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, de todas as informações existentes no que diz respeito à localização dos campos de minas, minas e armadilhas colocadas no território da parte adversária, ou seja:

- iii) Logo após a retirada total das forças do território adversário, deverá fornecer à referida parte adversária e ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, todas as informações existentes, concernentes à localização dos campos de minas, minas e armadilhas colocadas no território da parte adversária;
- b) Quando uma força ou missão das Nações Unidas exerce as suas funções numa zona ou em zonas quaisquer, deverá fornecer à autoridade visada no artigo 8 todas as informações constantes do mesmo artigo;
- c) Na medida do possível e em acordo mútuo, dever-se-á assegurar a publicação das informações realcionadas com a localização dos campos de minas e armadilhas, no que toca especificamente aos acordos relacionados com a cessação das hostilidades.

Artigo 8º

Protecção das missões das Nações Unidas contra os efeitos dos campos de minas, minas e armadilhas

1. Quando a uma força ou missão das Nações Unidas é dada a função de manter a paz, observar, ou outra função semelhante numa zona, cada uma das partes em conflito, a pedido do chefe da força ou da missão das Nações Unidas na zona em questão, terá de, na medida do possível:

- a) Retirar ou tornar inofensivo todas as armadilhas ou minas na zona em questão;
- b) Tomar as medidas necessários no sentido de proteger a força ou a missão das N.U. dos efeitos dos campos de minas, minas e armadilhas, durante a execução das suas tarefas; e
- c) Pôr à disposição do chefe da força ou missão das N.U., na zona em questão, todas as informações de que se disponha no que diz respeito aos campos de minas, minas e armadilhas existentes no local.

2. Quando uma missão de inquérito das N. U. exerce as suas funções numa determinada zona, a parte alvo em conflito deve fornecer-lhe protecção, salvo se, tendo em conta o volume da missão, a parte encontrar-se impossibilitada de dar a devida cobertura. Neste caso, terá de pôr à disposição de chefe da missão as informações existentes no que diz respeito a localização de campos de minas, minas e armadilhas colocadas na zona.

Artigo 9º

Cooperação Internacional para o saneamento dos campos de minas e armadilhas

Após a cessação das hostilidades, as partes procura chegar a um acordo, quer entre si, quer, se for o caso com outros Estados e Organizações Internacionais, no domínio da comunicação de informações e oferta de assistência técnica e material necessária — inclusivé, tendo em conta as circunstâncias, organizar operações conjuntas — para, de uma forma, retirar ou neutralizar os campos de minas, as minas e as armadilhas instaladas durante o conflito.

Anexo técnico ao protocolo sobre as proibições ou restrições do emprego de minas armadilhas e outros dispositivos

(PROTOCOLO II)

Princípios de registo

Sempre que nos termos do Protocolo surgir uma obrigação de se proceder a um registo da localização dos campos de minas, minas e armadilhas, os princípios abaixo discriminados devem ser tidos em conta.

1. No que respeita aos campos de minas pre-planificados e o emprego de armadilhas de grande escala e pré-planificadas:

- a) Elaborar mapas, esboços ou outros registos de forma a indicarem a extensão da área do campo de mina ou da armadilha; e
- b) Especificar a localização da área do campo de mina ou armadilha de acordo com as coordenadas de um ponto de referência única e com as dimensões estimadas da área contendo minas e armadilhas relacionadas com o ponto de referência único.

2. No que diz respeito aos outros campos de minas, minas e armadilhas colocadas no lugar: Na medida do possível, deve-se registar as informações relevantes mencionadas no parágrafo 1 acima referido, de forma a viabilizar a identificação das áreas que contenham campos de minas, minas e armadilhas.

Protocolo sobre as proibições ou restrições do emprego de armas incendiárias

(PROTOCOLO III)

Artigo 1º

Definições

No âmbito deste Protocolo:

1. Entende-se por “arma incendiária” toda e qualquer arma ou munição essencialmente concebida para pôr fogo nos objectos ou para causar queimaduras nas pessoas por meio de chamas, calor ou combinação das duas coisas, produzido por uma reacção química de uma substância lançada ao alvo.

- a) As armas incendiárias podem ter a forma, por exemplo, de lança-chamas, foguetes, obus, roquetes, granadas, minas, bombas ou outros contendo substâncias incendiárias;
- b) As armas incendiárias não incluem:
- i) Munições que podem ter efeitos incendiários ocasionais, tais como munições iluminantes, tracejantes, de fumo e de sinalização;
- ii) As munições concebidas para combinar os efeitos de penetração, sopro ou fragmentação com efeitos incendiários, por exemplo os projecteis perfuradores, os obus de fragmentação, as bombas explosivas e outras munições semelhantes com efeitos combinados e cujo efeito incendiário não visa somente provocar queimaduras nas pessoas, mas serem utiliza-

das contra objectivos militares, por exemplo blindados, aeronaves e instalações ou meios de apoio logístico.

2. Endende-se por “concentração de civis” qualquer concentração de civis, seja ela permanente ou temporária, como as existentes nas cidades, vilas, aglomerações, ou campos e colónias de refugiados ou evacuados, ou grupos nómadas.

3. Endende-se por “objectivo militar”, todo e qualquer objecto que, pela sua natureza, localização, destino ou utilização, contribui de forma efectiva à acção militar, e que, em caso de destruição total ou parcial, captura ou neutralização, mediante as circunstâncias do momento, oferece uma vantagem militar definida.

4. Endende-se por “objectos civis” todos os objectos que não aparentam ser objectivos militares de acordo com o paragrafo 3.

5. Endende-se por “precauções viáveis”, as precauções que são praticáveis ou praticamente possíveis, tendo em conta as circunstâncias do momento, incluindo as considerações humanitárias e de ordem militar.

Artigo 2º

Protecção dos civis e objectos de carácter civil

1. É proibido, em quaisquer que sejam as circunstâncias, fazer da população civil como tal, civis isolados ou bens de carácter civil o objecto de ataque através de armas incendiárias.

2. É proibido, em quaisquer que sejam as circunstâncias, fazer de qualquer objectivo militar localizado no seio de uma concentração de civis o objecto de ataque por meio de armas incendiárias aéreas.

3. É igualmente proibida fazer de qualquer objectivo militar localizado no seio de uma concentração de civis o objecto de ataque por meio de armas incendiárias outras que não as armas incendiárias aéreas, excepto quando este objectivo militar se encontrar nitidamente separado da concentração de civis e todas as precauções viáveis forem vistas como limitar os efeitos incendiários em relação ao objectivo militar, e evitar em qualquer evento, para minimizar as perdas ocasionais de vidas humanas os ferimentos aos civis e os danos aos bens de carácter civil.

4. É proibido fazer florestas ou qualquer outro tipo de cobertura vegetal o objecto de ataque através de armas incendiárias excepto quando estes elementos naturais são utilizados para cobrir, dissimular ou camuflar combatentes ou outros objectivos militares, ou são objectivos militares.

Resolução nº 46/V/97

de 17 de Junho

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea c) do artigo 190º da Constituição, a seguinte resolução:

Artigo 1º

É aprovada, para ratificação, a adesão de Cabo Verde à Convenção Internacional sobre a Protecção dos Direitos de todos os Trabalhadores Migrantes e Mem-

bros das sua famílias, adoptada em 18 de Dezembro de 1990, cujo texto oficial em francês e a sua tradução livre em português vêm anexos à presente resolução de que fazem parte integrante.

Artigo 2º

A presente resolução entra imediatamente em vigor e a ratificação da Convenção produzirá efeitos de conformidade com o que nela se estipula.

Aprovada em 29 de Maio de 1997.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

Convention internanale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille adoptée par l'assemblée générale des nations unies le 18 de décembre 1990

PRÉAMBULE

Les Etats parties à la présente Convention,

Tenant compte des principes consacrés par les instruments de base des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international sur relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant,

Tenant compte également des principes et norme reconnus dans les instrument pertinents élaborés sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail, et particulièrement la Convention concernant les travailleurs migrants la Convention concernant les migrations dans des conditions abusives et la promotion de l'égalité de chances et de traitement des travailleurs migrant les Recommandations concernant les travailleurs migrants, ainsi que la Convention concernant le travail forcé ou obligatoire et la Convention concernant l'abolition du travail forcé,

Réaffirmant l'importance des principes énoncés dans la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

Rappelant la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Déclaration du quatrième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et les Conventions relatives à l'esclavage,

Rappelant que l'un des objectifs de l'Organisation internationale du Travail, tel que prévoit sa constitution, est la protection des intérêts des travailleurs lorsqu'ils sont employés dans un pays autre que le leur, et ayant à l'esprit les connaissances spécialisées et l'expérience

de ladite organisation pour les questions concernant les travailleurs migrants et les membres de leur famille,

Reconnaissant l'importance des travaux réalisés au sujet des travailleurs migrants et des membres de leur famille par divers organes de l'Organisation des Nations Unies, particulièrement la Commission des droits de l'homme et la Commission du développement social, ainsi que par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organisations internationales.

Reconnaissant également des progrès accomplis par certains Etats sur une base régionale ou bilatérale en vue de la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, ainsi que l'importance et l'utilité des accords bilatéraux et multilatéraux dans ce domaine,

Conscients de l'importance et de l'ampleur du phénomène migratoire, qui met en cause des millions de personnes et affecte un grand nombre de pays de la communauté internationale,

Conscients de l'effet des migrations de travailleurs sur les Etats et les populations en cause et désireux de fixer des normes permettant aux Etats d'harmoniser leurs attitudes moyennant acceptation de certains principes fondamentaux pour ce qui est du traitement des travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Considérant la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvent fréquemment les travailleurs migrants et les membres de leur famille du fait, entre autres, de leur éloignement de l'Etat d'origine et d'éventuelles difficultés tenant à leur présence dans l'Etat d'emploi,

Convaincus que, partout, les droits des travailleurs migrant et des membres de leur famille n'ont pas été suffisamment reconnus et qu'ils doivent donc bénéficier d'une protection internationale appropriée,

Tenant compte du fait que, dans de nombreux cas, les migrations sont la source de graves problèmes pour les membres de la famille des travailleurs migrants ainsi que pour les travailleurs eux-mêmes, en particulier du fait de la dispersion de la famille.

Considérant que les problèmes humains que comportent les migrations sont encore plus graves dans le cas de migrations irrégulières et convaincus par conséquent qu'il convient d'encourager des mesures appropriées en vue de prévenir et d'éliminer les mouvements clandestins ainsi que le trafic de travailleurs migrants, tout en assurant en même temps la protection des droits fondamentaux de ceux-ci,

Considérant que les travailleurs dépourvus de documents ou en situation irrégulière sont fréquemment employés dans des conditions moins favorables que d'autres travailleurs et que certains employeurs sont ainsi amenés à rechercher une telle main-d'œuvre en vue de tirer un bénéfice d'une concurrence déloyale,

Considérant également que l'emploi de travailleurs migrants en situation irrégulière se trouvera découragé si les droits fondamentaux de tous travailleurs

migrants sont plus largement reconnus et, de surcroît, que l'octroi des de certains droits supplémentaires aux travailleurs migrants et aux membres de leur famille en situation régulière en couragera tous les migrants et tous les employeurs à respecter les lois et procédures de l'Etat intéressé et à s'y conformer,

Convaincus pour cette raison de la nécessité d'instituer la protection internationale des droits de tous les travailleurs migrant et des membres de leur famille en réaffirmant et en établissant des normes de base dans le cadre d'une convention générale susceptible d'être universellement appliquée,

Sont convenus de ce qui suit,

PREMIÈRE PARTIE

Champ d'application et définitions

Article premier

1. A moins qu'elle n'en dispose autrement, la présente Convention s'applique à tous les travailleurs migrants et aux membres de leur famille sans distinction aucune, notamment, de sexe, de race, de couleur, de langue, de religion ou de conviction, d'opinion politique ou de tout autre opinion, d'origine nationale, ethnique ou sociale, de nationalité, d'âge, de situation économique, de fortune, de situation matrimoniale, de naissance, ou d'autres situations.

2. La présente Convention s'applique à tout le processus de migration des travailleurs migrants et des membres de leur famille, qui comprend les préparatifs de la migration, le transit et toute la durée du séjour, l'activité rémunérée dans l'Etat d'emploi, ainsi que le retour dans l'Etat d'origine ou dans l'Etat de résidence habituelle.

Article 2

Aux fins de la présente Convention:

1. L'expression «travailleurs migrants» désigne les personnes qui vont exercer, exercent ou ont exercé une activité rémunérée dans un Etat dont elles ne sont pas ressortissantes.

2. a) L'expression «travailleurs frontaliers» désigne les travailleurs migrants qui maintiennent leur résidence habituelle dans un Etat voisin auquel ils reviennent en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine;

b) L'expression «travailleurs saisonnier» désigne les travailleurs migrants dont l'activité, de par sa nature, dépend des conditions saisonnières et ne peut être exercée que pendant une partie de l'année;

c) L'expression «gens de mer», qui comprend le pêcheurs, désigne les travailleurs migrants employés à bord d'un navire immatriculé dans un Etat dont ils ne sont pas ressortissants;

d) L'expression «travailleurs d'une installation en mer» désigne les travailleurs migrants employés sur une installation en mer qui relève de la juridiction d'un Etat dont ils ne sont pas ressortissants;

- e) L'expression «travailleurs itinérants» désigne les travailleurs migrants qui, ayant leur résidence habituelle dans un Etat, doivent, de par la nature de leur activité, se rendre dans d'autres Etats pour de courtes périodes;
- f) L'expression «travailleurs au titre de projets» désigne les travailleurs migrants qui ont été admis dans un Etat d'emploi pour temps déterminé pour travailler uniquement à un projet spécifique exécuté dans cet Etat par leur employeur;
- g) L'expression «travailleurs admis pour un emploi spécifique» désigne les travailleurs migrants:
- i) Qui ont été envoyés par leur employeur pour un temps limité et déterminé dans un Etat d'emploi pour accomplir une mission ou une tâche spécifique, ou
 - ii) Qui entreprennent pour un temps limité et déterminé un travail exigeant des compétences professionnelles, commerciales, techniques ou autres hautement spécialisées; ou
 - iii) Qui, à la demande de leur employeur dans l'Etat d'emploi, entreprennent pour un temps limité et déterminé un travail de caractère provisoire ou de courte durée; et qui sont tenus de quitter l'Etat d'emploi soit à l'expiration de leur temps de séjour autorisé, soit plus tôt s'ils n'accomplissent plus la mission ou la tâche spécifique, ou s'ils n'exécutent plus le travail initial;
- h) L'expression «travailleurs indépendants» désigne les travailleurs migrants qui exercent une activité rémunérée autrement que dans le cadre d'un contrat de travail et qui tirent normalement leur famille, et tous autres travailleurs migrants reconnus comme travailleurs indépendants par la législation applicable de l'Etat d'emploi ou par des accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 3

La présente Convention ne s'applique pas:

- a) aux personnes envoyées ou employées par des organisations et des organismes internationaux ni aux personnes envoyées ou employées par un Etat en dehors de son territoire pour exercer des fonctions officielles, dont l'admission et le statut sont régis par le droit international général ou par des accords internationaux ou des conventions internationales spécifiques;
- b) Aux personnes envoyées ou employées par un Etat ou pour le compte de cet Etat en dehors de son territoire qui participent à des programmes de développement et à d'autres programmes de coopération, dont l'admission et le statut sont régis par un accord spécifique conclu avec l'Etat d'emploi et qui, conformément à cet accord, ne sont pas considérées comme des travailleurs migrants;

- c) Aux personnes qui deviennent résidentes d'un Etat autre que leur Etat d'origine en qualité d'investisseurs;
- d) Aux réfugiés et aux apatrides, sauf disposition contraire de la législation nationale pertinente de l'Etat partie intéressé ou des instruments internationaux en vigueur pour cet Etat;
- e) Aux étudiants et aux stagiaires;
- f) Aux gens de mer et travailleurs des installations en mer qui n'ont pas été autorisés à résider ou à exercer une activité rémunérée dans l'Etat d'emploi.

Article 4

Aux fins de la présente Convention, l'expression «membres de la famille» désigne les personnes mariées aux travailleurs migrants ou ayant avec ceux-ci des relations qui, en vertu de la loi applicable, produisent des effets équivalant au mariage, ainsi que leurs enfants à charge et autres personnes à charge qui sont reconnues comme membres de la famille en vertu de la législation applicable ou d'accords bilatéraux ou multilatéraux applicables entre les Etats intéressés.

Article 5

Aux fins de la présente Convention, les travailleurs migrants et les membres de leur famille:

- a) Sont considérés comme pourvus de documents ou en situation régulière s'ils sont autorisés à entrer, séjourner et exercer une activité rémunérée dans l'Etat d'emploi conformément à la législation dudit Etat et aux accords internationaux auxquels cet Etat est partie;
- b) Sont considérés comme dépourvus de documents ou en situation irrégulière s'ils ne remplissent pas les conditions prévues à l'alinéa a) du présent article.

Article 6

Aux fins de la présente Convention

- a) L'expression «Etat d'origine» s'entend de l'Etat dont la personne intéressée est ressortissant;
- b) L'expression «Etat d'emploi» s'entend de l'Etat où le travailleur migrant va exercer, exerce ou a exercé une activité rémunérée, selon le cas;
- c) L'expression «Etat de transit» s'entend de tout Etat par lequel la personne intéressée passe pour se rendre dans l'Etat d'emploi ou de l'Etat d'emploi à l'Etat d'origine ou à l'Etat de résidence habituelle.

DEUXIÈME PARTIE

Non-discrimination en matière de droits

Article 7

Les Etats parties s'engagent, conformément aux dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à respecter et à garantir à tous les

travailleurs migrants et aux membres de leur famille se trouvant sur leur territoire et relevant de leur juridiction les droits reconnus dans la présente Convention sans distinction aucune, notamment de sexe, de race, de couleur, de langue, de religion ou de conviction, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale, ethnique ou sociale, de nationalité, d'âge, de situation économique, de fortune, de situation matrimoniale, de naissance ou de toute autre situation.

TROISIÈME PARTIE

Droits de l'Homme de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Article 8

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille sont libres de quitter tout Etat, y compris leur Etat d'origine. Ce droit ne peut faire l'objet que de restrictions prévues par la loi, nécessaires à la protection de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques, ou des droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par la présente partie de la Convention.

2. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit à tout moment de rentrer et de demeurer dans leur Etat d'origine.

Article 9

Le droit à la vie des travailleurs migrants et des membres de leur famille est protégé par la loi.

Article 10

Nul travailleur migrant ou membre de sa famille ne peut être soumis à la torture à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 11

1. Nul travailleur migrant ou membre de sa famille ne peut être tenu en esclavage ou en servitude.

2. Nul travailleur migrant ou membre de sa famille ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.

3. Le paragraphe 2 du présent article ne saurait être interprété comme interdisant, dans les Etats où certains crimes peuvent être punis de détention accompagnée de travaux forcés, l'accomplissement d'une peine de travaux forcés infligée par un tribunal compétent.

4. N'est pas considéré comme «travail forcé ou obligatoire» au sens du présent article:

- a) Tout travail ou service, non visé au paragraphe 3 du présent article, normalement requis d'un individu qui est détenu en vertu d'une décision de justice régulière ou qui, ayant fait l'objet d'une telle décision, est libéré conditionnellement;
- b) Tout service exigé dans les cas de force majeure ou de sinistres qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;
- c) Tout travail ou tout service formant partie des obligations civiques normales dans la mesure où il est également imposé aux nationaux de l'Etat considéré.

Article 12

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de leur choix, ainsi que la liberté de manifester leur religion ou leur conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.

2. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ne peuvent subir aucune contrainte pouvant porter atteinte à leur liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de leur choix.

3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre, de la santé ou de la moralité publiques ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.

4. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à respecter la liberté des parents, dont l'un au moins est un travailleur migrant, et, le cas échéant, des tuteurs légaux de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.

Article 13

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ne peuvent être inquiétés pour leurs opinions.

2. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de leur choix.

3. L'exercice du droit prévu au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires:

- a) Au respect des droits et de la réputation d'autrui;
- b) A la sauvegarde de la sécurité nationale des Etats concernés, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques;
- c) Afin d'empêcher toute propagande en faveur de la guerre;
- d) Afin d'empêcher tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse, qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence.

Article 14

Nul travailleur migrant ou membre de sa famille n'est l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile, sa correspondance ou ses autres modes de communication, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation. Chaque travailleur migrant et membre de sa famille a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 15

Nul travailleur migrant ou membre de sa famille ne peut être privé arbitrairement de ses biens, qu'il en soit propriétaire à titre individuel ou en association avec d'autres personnes. Quand, en vertu de la législation en vigueur dans l'Etat d'emploi, les biens d'un travailleur migrant ou d'un membre de sa famille font l'objet d'une expropriation totale ou partielle, l'intéressé a droit à une indemnité équitable et adéquate.

Article 16

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont droit à la liberté et à la sécurité de leur personne.

2. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont droit à la protection effective de l'Etat contre la violence, les dommages corporels, les menaces et intimidations, que ce soit de la part de fonctionnaires ou de particuliers, de groupes ou d'institutions.

3. Toute vérification de l'identité des travailleurs migrants et des membres de leur famille par les agents de police est effectuée conformément à la procédure prévue par la loi.

4. Les travailleurs migrants et les membres de leurs familles ne peuvent faire l'objet, individuellement ou collectivement, d'une arrestation ou d'une détention arbitraire; ils ne peuvent être privés de leur liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi.

5. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille qui sont arrêtés sont informés, au moment de leur arrestation, si possible dans une langue qu'ils comprennent, des raisons de cette arrestation et ils sont informés sans tarder, dans une langue qu'ils comprennent, de toute accusation portée contre eux.

6. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille qui sont arrêtés ou détenus du chef d'une infraction pénale doivent être traduits dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires et doivent être jugés dans un délai raisonnable ou libérés. Leur détention en attendant de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais leur mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant leur comparution à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.

7. Si des travailleurs migrants ou des membres de leur famille sont arrêtés ou sont emprisonnés ou placés en garde à vue en attendant de passer en jugement ou sont détenu de toute autre manière:

a) Les autorités consulaires ou diplomatiques de leur Etat d'origine ou d'un Etat représentant les intérêts de cet Etat sont informées sans délai, à leur demande, de leur arrestation ou de leur détention et des motifs invoqués;

b) Les intéressés ont le droit de communiquer avec lesdites autorités. Toute communication adressée auxdites autorités par les intéressés leur est transmise sans délai et ils ont aussi le droit de recevoir sans délai des communications desdites autorités;

c) Les intéressés sont informés sans délai de ce droit et des droits dérivant des traités pertinents liant, le cas échéant, les Etats concernés, de correspondre et de s'entretenir avec des représentants desdites autorités et de prendre avec eux des dispositions en vue de leur représentation légale.

8. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille qui se trouvent privés de leur liberté par arrestation ou détention ont le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de leur détention et ordonne leur libération si la détention est illégale. Lorsqu'ils assistent aux audiences, les intéressés bénéficient gratuitement, en cas de besoin, de l'assistance d'un interprète s'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue utilisée.

9. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille victimes d'arrestation ou de détention illégale ont droit à réparation.

Article 17

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille qui sont privés de leur liberté sont traités sans trahison avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine et de leur identité culturelle.

2. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille prévenus sont, sauf dans des circonstances exceptionnelles, séparés des condamnés et soumis à un régime distinct, approprié à leur condition de personnes non condamnées. Les jeunes prévenus sont séparés des adultes et il est décidé de leur cas aussi rapidement que possible.

3. Les travailleurs migrants ou les membres de leur famille qui sont détenus dans un Etat de transit ou un Etat d'emploi du chef d'une infraction aux dispositions relatives aux migrations doivent être séparés, dans la mesure du possible, des condamnés ou des prévenus.

4. Durant toute période où des travailleurs migrants ou des membres de leur famille sont emprisonnés en vertu d'une sentence prononcée par un tribunal, le régime pénitentiaire comporte un traitement dont le but essentiel est leur amendement et leur reclassement social. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal.

5. Durant leur détention ou leur emprisonnement, les travailleurs migrants et les membres de leur famille jouissent des mêmes droits de visite de membres de leur famille que les nationaux.

6. Chaque fois que des travailleurs migrants sont privés de leur liberté, les autorités compétentes de l'Etat intéressé accordent une attention particulière aux problèmes qui pourraient se poser à leur famille, notamment au conjoint et aux enfants mineurs.

7. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille qui sont soumis à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement en vertu des lois de l'Etat d'emploi ou de l'Etat de transit jouissent des mêmes droits que les ressortissants de cet Etat qui se trouvent dans la même situation,

8. Si des travailleurs migrants ou des membres de leur famille sont détenus dans le but de vérifier s'il y a eu une infraction aux dispositions relatives aux migrations, aucun des frais qui en résultent n'est à leur charge.

Article 18

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont les mêmes droits devant les tribunaux que les ressortissants de l'Etat considéré. Ils ont droit à ce que leur cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre eux, soit des contestations sur leurs droits et obligations de caractère civil.

2. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille accusés d'une infraction pénale sont présumés innocents jusqu'à ce que leur culpabilité ait été légalement établie.

3. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille accusés d'une infraction pénale ont droit au moins aux garanties suivantes:

- a) Etre informés, dans le plus court délai, dans une langue qu'ils comprennent et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre eux;
- b) Disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de leur défense et communiquer avec le conseil de leur choix;
- c) Etre jugés sans retard excessif;
- d) Etre présents au procès et se défendre eux-mêmes ou avoir l'assistance d'un défenseur de leur choix; s'ils n'ont pas de défenseur, être informés de leur droit d'en avoir un et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, s'ils n'ont pas les moyens de le rémunérer;
- e) Interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
- f) Se faire assister gratuitement d'un interprète s'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée à l'audience;
- g) Ne pas être forcés de témoigner contre eux-mêmes ou de s'avouer coupables.

4. La procédure applicable aux mineurs tiendra compte de leur âge et de l'intérêt que présente leur rééducation.

5. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille déclarés coupables d'une infraction ont le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi.

6. Lorsqu'une condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée ou lorsque la grâce est accordée parce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire, les travailleurs migrants ou les membres de leur famille qui ont subi une peine à raison de cette condamnation sont indemnisés, conformément à la loi, à moins qu'il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu leur est imputable en tout ou en partie.

7. Nul travailleur migrant ou membre de sa famille ne peut être poursuivi ou puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif, conformément à la procédure pénale de l'Etat concerné.

Article 19

1. Nul travailleur migrant ou membre de sa famille ne doit être reconnu coupable d'un acte délictueux pour une action ou une omission qui ne constituait pas un acte délictueux d'après le droit national ou international ou moment où elle a été commise; de même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, l'intéressé doit en bénéficier.

2. Lors de la détermination d'une peine pour une infraction commise par un travailleur migrant ou un membre de sa famille, il devrait être tenu compte de considérations humanitaires liées à la condition du travailleur migrant, notamment en ce qui concerne son permis de séjour ou son permis de travail.

Article 20

1. Nul travailleur migrant ou membre de sa famille ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'a pas exécuté une obligation contractuelle.

2. Nul travailleur migrant ou membre de sa famille ne peut être privé de son autorisation de résidence ou de son permis de travail ni être expulsé pour la seule raison qu'il n'a pas exécuté une obligation résultant d'un contrat de travail, à moins que l'exécution de cette obligation ne constitue une condition de l'octroi de cette autorisation ou de ce permis.

Article 21

Nul, si ce n'est un fonctionnaire dûment autorisé par la loi à cet effet, n'a le droit de confisquer, de détruire ou de tenter de détruire des documents d'identité, des documents autorisant l'entrée, le séjour, la résidence ou l'établissement sur le territoire national, ou des permis de travail. Lorsqu'elle est autorisée, la confiscation de ces documents doit donner lieu à la délivrance d'un reçu détaillé. Il n'est permis en aucun cas de détruire les passeports ou documents équivalents des travailleurs migrants ou des membres de leur famille.

Article 22

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ne peuvent faire l'objet de mesures d'expulsion collective. Chaque cas d'expulsion doit être examiné et tranché sur une base individuelle.

2. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ne peuvent être expulsés du territoire d'un Etat partie qu'en application d'une décision prise par l'autorité compétente conformément à la loi.

3. La décision doit être notifiée aux intéressés dans une langue qu'ils comprennent. Sur leur demande, lorsque ce n'est pas obligatoire, la décision leur est notifiée par écrit et, sauf circonstances exceptionnelles justifiées par la sécurité nationale, elle est également dûment motivée. Les intéressés sont informés de ces droits avant que la décision soit prise ou au plus tard au moment où elle est prise.

4. En dehors des cas où la décision finale est prononcée par une autorité judiciaire, les intéressés ont le droit de faire valoir les raisons de ne pas les expulser et de faire examiner leur cas par l'autorité compétente, à moins que des raisons impératives de sécurité nationale n'exigent qu'il n'en soit autrement. En attendant cet examen, les intéressés ont le droit de demander la suspension de la décision d'expulsion.

5. Si une décision d'expulsion déjà exécutée est par la suite annulée, les intéressés ont le droit de demander des réparations conformément à la loi et la décision antérieure n'est pas invoquée pour les empêcher de revenir dans l'Etat concerné.

6. En cas d'expulsion, les intéressés doivent avoir une possibilité raisonnable, avant ou après leur départ, de se faire verser tous salaires ou autres prestations qui leur sont éventuellement dus et de régler toute obligation en suspens.

7. Sans préjudice de l'exécution d'une décision d'expulsion, les travailleurs migrants ou les membres de leur famille qui font l'objet d'une telle décision peuvent demander à être admis dans un Etat autre que leur Etat d'origine.

8. En cas d'expulsion de travailleurs migrants ou de membres de leur famille, les frais d'expulsion ne sont pas à leur charge. Les intéressés peuvent être astreints à payer leurs frais de voyage.

9. En elle-même, l'expulsion de l'Etat d'emploi ne porte atteinte à aucun des droits acquis, conformément à la législation de cet Etat, par les travailleurs migrants ou les membres de leur famille, y compris le droit de percevoir les salaires et autres prestations qui leur sont dus.

Article 23

Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit d'avoir recours à la protection et à l'assistance des autorités consulaires ou diplomatiques de leur Etat d'origine ou de l'Etat représentant les intérêts de cet Etat en cas d'atteinte aux droits reconnus par la présente Convention. En particulier, en cas d'expulsion, l'intéressé est informé promptement de ce droit et les autorités de l'Etat qui l'expulse en facilitent l'exercice.

Article 24

Tout travailleur migrant et tout membre de sa famille a droit à la reconnaissance en tous lieux de leur personnalité juridique.

Article 25

1. Les travailleurs migrants doivent bénéficier d'un traitement non moins favorable que celui dont bénéficient les nationaux de l'Etat d'emploi en matière de rémunération et:

a) D'autres conditions de travail, c'est-à-dire heures supplémentaires, horaires de travail, repos hebdomadaire, congés payés, sécurité, santé, cessation d'emploi et toutes autres conditions de travail qui, selon la législation et la pratique nationales, sont couvertes par ce terme;

b) D'autres conditions d'emploi, c'est-à-dire l'âge minimum d'emploi, les restrictions au travail à domicile et toutes autres questions qui, selon la législation et les usages nationaux, sont considérées comme une condition d'emploi.

2. Il ne peut être dérogé légalement, dans les contrats de travail privés, au principe de l'égalité de traitement auquel se réfère le paragraphe 1 du présent article.

3. Les Etats parties adoptent toutes les mesures appropriées afin de faire en sorte que les travailleurs migrants ne soient pas privés des droits qui dérivent de ce principe en raison de l'irrégularité de leur situation en matière de séjour ou d'emploi. Une telle irrégularité ne doit notamment pas avoir pour effet de dispenser l'employeur de ses obligations légales ou contractuelles ou de restreindre d'une manière quelconque la portée de ses obligations.

Article 26

1. Les Etats parties reconnaissent à tous les travailleurs migrants et à tous les membres de leur famille le droit:

a) De participer aux réunions et activités de syndicats et de toutes autres associations créées conformément à la loi, en vue de protéger leurs intérêts économiques, sociaux, culturels et autres, sous la seule réserve des règles fixées par les organisations intéressées;

b) D'adhérer librement à tous les syndicats et associations susmentionnées, sous la seule réserve des règles fixées par les organisations intéressées;

c) De demander aide et assistance à tous les syndicats et associations susmentionnées.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public ou pour protéger les droits et libertés d'autrui.

Article 27

1. En matière de sécurité sociale, les travailleurs migrants et les membres de leur famille bénéficient, dans l'Etat d'emploi, de l'égalité de traitement avec les nationaux dans la mesure où ils remplissent conditions requises par la législation applicable dans cet Etat et les traités bilatéraux ou multilatéraux applicables. Les autorités compétentes de l'Etat d'origine et de l'Etat d'emploi peuvent à tout moment prendre les dispositions nécessaires pour déterminer les modalités d'application de cette norme.

2. Lorsque la législation applicable prive les travailleurs migrants et les membres de leur famille d'une prestation, les Etats concernés examinent la possibilité de rembourser aux intéressés les montants des cotisations qu'ils ont versées au titre de cette prestation, sur la base du traitement qui est accordé aux nationaux qui se trouvent dans une situation similaire.

Article 28

Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit de recevoir tous les soins médicaux qui sont nécessaires d'urgence pour préserver leur vie ou éviter un dommage irréparable à leur santé, sur la base de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat en cause. De tels soins médicaux d'urgence ne leur sont pas refusés en raison d'une quelconque irrégularité en matière de séjour ou d'emploi.

Article 29

Tout enfant d'un travailleur migrant a droit à un nom, à l'enregistrement de sa naissance et à une nationalité.

Article 30

Tout enfant d'un travailleur migrant a le droit fondamental d'accès à l'éducation sur la base de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat en cause. L'accès aux établissements préscolaires ou scolaires publics ne doit pas être refusé ou limité en raison de la situation irrégulière quant au séjour ou à l'emploi de l'un ou l'autre de ses parents ou quant à l'irrégularité du séjour de l'enfant dans l'Etat d'emploi.

Article 31

1. Les Etats parties assurent le respect de l'identité culturelle des travailleurs migrants et des membres de leur famille et ne les empêchent pas de maintenir leurs liens culturels avec leur Etat d'origine.

2. Les Etats parties peuvent prendre des mesures appropriées pour soutenir et encourager les efforts à cet égard.

Article 32

A l'expiration de leur séjour dans l'Etat d'emploi, les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit de transférer leurs gains et leurs économies et, conformément à la législation applicable des Etats concernés, leurs effets personnels et les objets en leur possession.

Article 33

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit d'être informés par l'Etat d'origine, l'Etat d'emploi ou l'Etat de transit, selon le cas, en ce qui concerne:

- a) Les droits que leur confère la présente Convention;
- b) Les conditions d'admission, leurs droits et obligations en vertu de la législation et des usages de l'Etat concerné et toute autre question qui leur permette de se conformer aux formalités administratives ou autres dans cet Etat.

2. Les Etats parties prennent toutes les mesures qu'ils jugent appropriées pour diffuser lesdites informations ou pour veiller à ce qu'elles soient fournies par les employeurs, les syndicats ou autre organismes ou institutions appropriés. Selon que de besoin, ils coopèrent à cette fin avec les autres Etats concernés.

3. Les informations adéquates sont fournies, sur demande, aux travailleurs migrants et aux membres de leur famille, gratuitement et, dans la mesure du possible, dans une langue qu'ils comprennent.

Article 34

Aucune disposition de la présente partie de la Convention n'a pour effet de dispenser les travailleurs migrants et les membres de leur famille de l'obligation de se conformer aux lois et règlements de tout Etat de transit et de l'Etat d'emploi, ni de l'obligation de respecter l'identité culturelle des habitants de ces Etats.

Article 35

Aucune disposition de la présente partie de la Convention ne peut être interprétée comme impliquant la régularisation de la situation des travailleurs migrants ou des membres de dépourvus de documents ou en situation irrégulière, ni un droit quelconque à cette régularisation de leur situation, ni comme affectant les mesures visant à cette régularisation de leur situation, ni comme affectant les mesures visant à assurer des conditions saines et équitables pour les migrations internationales, prévus dans la sixième partie de la présente Convention.

QUATRIÈME PARTE

Autres droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille qui sont pourvus de documents ou en situation régulière

Article 36

Les travailleurs migrants et les membres de leur famille qui sont pourvus de documents ou en situation régulière dans l'Etat d'emploi bénéficient des droits prévus dans la présente partie de la Convention, en sus de ceux énoncés dans la troisième partie.

Article 37

Avant leur départ, ou au plus tard au moment de leur admission dans l'Etat d'emploi, les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit d'être pleinement informés par l'Etat d'origine ou l'Etat d'emploi, selon le cas, de toutes les conditions posées à leur admission et spécialement de celles concernant leur séjour et les activités rémunérées auxquelles ils peuvent se livrer ainsi que des exigences auxquelles ils doivent se conformer dans l'Etat d'emploi et des autorités auxquelles ils doivent s'adresser pour demander que ces conditions soient modifiées.

Article 38

1. Les Etats d'emploi font tous les efforts possibles pour autoriser les travailleurs migrants et les membres de leur famille à s'absenter temporairement sans que cela n'affecte leur autorisation de séjour ou de travail, selon le cas. Ce faisant, les Etats d'emploi tiennent compte des obligations et des besoins particuliers des travailleurs migrants et des membres de leur famille, notamment dans leur Etat d'origine.

2. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit d'être pleinement informés des conditions dans lesquelles de telles absences temporaires sont autorisées.

Article 39

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit de circuler librement sur le territoire de l'Etat d'emploi et d'y choisir librement leur résidence.

2. Les droits mentionnés au paragraphe 1 du présent article ne peuvent faire l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par la présente Convention.

Article 40

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit de former avec d'autres des associations et des syndicats dans l'Etat d'emploi en vue de favoriser et de protéger leurs intérêts économiques, sociaux, culturels et autres.

2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de l'ordre public, ou pour protéger les droits et les libertés d'autrui.

Article 41

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit de prendre part aux affaires publiques de leur Etat d'origine, de voter et d'être élus au cours d'élections organisées par cet Etat, conformément à sa législation.

2. Les Etats intéressés doivent, en tant que de besoin et conformément à leur législation, faciliter l'exercice de ces droits.

Article 42

1. Les Etats parties envisagent l'établissement de procédures ou d'institutions destinées à permettre de tenir compte, tant dans les Etats d'origine que dans les Etats d'emploi, des besoins, aspirations et obligations particuliers des travailleurs migrants et des membres de leur famille, et, le cas échéant, la possibilité pour les travailleurs migrants et les membres de leur famille d'avoir leurs représentants librement choisis dans ces institutions.

2. Les Etats d'emploi facilitent, conformément à leur législation nationale, la consultation ou la participation des travailleurs migrants et des membres de leur famille aux décisions concernant la vie et l'administration des communautés locales.

3. Les travailleurs migrants peuvent jouir de droits politiques dans l'Etat d'emploi, si cet Etat, dans l'exercice de sa souveraineté, leur accorde de tels droits.

Article 43

1. Les travailleurs migrants bénéficient de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat d'emploi, en ce qui concerne:

- a) L'accès aux institutions et aux services d'éducation, sous réserve des conditions d'admission et autres prescriptions fixées par les institutions et services concernés;
- b) L'accès aux services d'orientation professionnelle et de placement;
- c) L'accès aux facilités et institutions de formation professionnelle et de recyclage;
- d) L'accès au logement, y compris les programmes de logements sociaux, et la protection contre l'exploitation en matière de loyers;
- e) L'accès aux services sociaux et sanitaires, sous réserve que les conditions requises pour avoir le droit de bénéficier des divers programmes soient remplies;
- f) L'accès aux coopératives et aux entreprises autogérées, sans que leur status de migrants s'en trouve modifié et sous réserve des règles et règlements des organes concernés;
- g) L'accès et la participation à la vie culturelle.

2. Les Etats parties s'efforcent de créer les conditions permettant d'assurer l'égalité effective du traitement des travailleurs migrants en vue de leur permettre de jouir des droits mentionnés au paragraphe 1 du présent article, chaque fois que les conditions mises à leur autorisation de séjour par l'Etat d'emploi répondent aux prescriptions pertinentes.

3. Les Etats d'emploi n'empêchent pas les employeurs de travailleurs migrants de créer des logements ou des services sociaux ou culturels à leur intention. Sous réserve de l'article 70 de la présente Convention, un Etat d'emploi peut subordonner la mise en place desdits services aux conditions généralement appliquées en la matière dans ledit Etat.

Article 44

1. Les Etats parties, reconnaissant que la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et qu'elle a droit à la protection de la société et de l'Etat, prennent les mesures appropriées pour assurer la protection de l'unité de la famille du travailleur migrant.

2. Les Etats parties prennent les mesures qu'ils jugent appropriées et qui relèvent de leur compétence pour faciliter la réunion des travailleurs migrants avec leur conjoint ou avec les personnes ayant avec eux des relations qui, en vertu de la loi applicable, produisent des effets équivalant au mariage, ainsi qu'avec leurs enfants à charge mineurs et célibataires.

3. Pour des raisons humanitaires, les Etats d'emploi envisagent favorablement d'accorder l'égalité de traitement, aux conditions prévues au paragraphe 2 du présent article, aux autres membres de la famille du travailleur migrant.

Article 45

1. Les membres de la famille des travailleurs migrants bénéficient, dans l'Etat d'emploi, de l'égalité de traitement avec les nationaux de cet Etat en ce qui concerne:

- a) L'accès aux institutions et aux services d'éducation, sous réserve des conditions d'admission;

sion et autres prescriptions fixées par les institutions et services concernés;

- b) L'accès aux institutions et services d'orientation et de formations professionnelles, sous réserve que les conditions pour y participer soient remplies;
- c) L'accès aux services sociaux et sanitaires, sous réserve que les conditions requises pour bénéficier des divers programmes soient remplies;
- d) L'accès et la participation à la vie culturelle.

2. Les Etats d'emploi mènent, le cas échéant en collaboration avec les pays d'origine, une politique visant à faciliter l'intégration des enfants des travailleurs migrants dans le système d'éducation local, notamment pour ce qui est de l'enseignement de la langue locale.

3. Les Etats d'emploi s'efforcent de faciliter l'enseignement aux enfants des travailleurs migrants de leur langue maternelle et de leur culture, et, à cet égard, les Etats d'origine collaborent chaque fois selon que de besoin.

4. Les Etats d'emploi peuvent assurer des programmes spéciaux d'enseignement dans la langue maternelle des enfants des travailleurs migrants, au besoin en collaboration avec les Etats d'origine.

Article 46

Les travailleurs migrants et les membres de leur famille, sous réserve de la législation applicable dans les Etats intéressés, ainsi que des accords internationaux pertinents et des obligations incombant aux Etats intéressés du fait de leur appartenance à des unions douanières, bénéficient d'une exemption des droits et taxes d'importation et d'exportation pour leurs biens personnels et ménagers ainsi que le matériel nécessaire à l'exercice de l'activité rémunérée motivant leur admission dans l'Etat d'emploi:

- a) Au moment du départ de l'Etat d'origine ou de l'Etat de résidence habituelle;
- b) Au moment de l'admission initiale dans l'Etat d'emploi;
- c) Au moment du départ définitif de l'Etat d'emploi;
- d) Au moment de retour définitif dans l'Etat d'origine ou dans l'Etat de résidence habituelle.

Article 47

1. Les travailleurs migrants ont le droit de transférer leurs gains et économies, en particulier les fonds nécessaires à l'entretien de leur famille, de l'Etat d'emploi à leur Etat d'origine ou à tout autre Etat. Ces transferts s'opèrent conformément aux procédures établies par la législation applicable de l'Etat concerné et conformément aux accords internationaux applicables.

2. Les Etats concernés prennent les mesures appropriées pour faciliter ces transferts.

Article 48

1. Sans préjudice des accords applicables concernant la double imposition, pour ce qui est des revenus dans l'Etat d'emploi, les travailleurs migrants et les membres de leur famille:

- a) Ne sont pas assujettis à des impôts, droits ou taxes, quels qu'ils soient, plus élevés ou plus onéreux que ceux, qui sont exigés des nationaux dans une situation analogue;
- b) Bénéficient des réductions ou exemptions d'impôts quels qu'ils soient et de tous dégrèvements fiscaux accordés aux nationaux dans une situation analogue, y compris les déductions pour charges de famille.

2. Les Etats parties s'efforcent d'adopter des mesures appropriées migrants à éviter la double imposition des revenus et économies des travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Article 49

1. Quant des permis de séjour et de travail distincts sont requis par la législation nationale, l'Etat d'emploi délivre au travailleur migrant une autorisation de séjour pour une durée au moins égale à celle de son permis de travail

2. Les travailleurs migrants qui, dans l'Etat d'emploi, sont autorisés à choisir librement leur activité rémunérée ne sont pas considérés comme étant en situation irrégulière et ne perdent pas leur permis de séjour du seul fait que leur activité rémunérée cesse l'expiration de leur permis de travail ou autorisation analogue.

3. Dans le souci de laisser aux travailleurs migrants visé ou paragraphe 2 du présent article suffisamment de temps pour trouver une autre activité rémunérée, le permis de séjour ne leur est pas retiré, au moins pour la période pendant laquelle ils peuvent avoir droit à des prestations de chômage.

Article 50

1. En cas de décès d'un travailleur migrant ou de dissolution de son mariage, l'Etat d'emploi envisage favorablement d'accorder aux membres de la famille dudit travailleur migrant qui résident dans cet Etat dans le cadre du regroupement familial l'autorisation d'y demeurer; l'Etat d'emploi prend en compte la durée de leur résidence dans cet Etat.

2. Les membres de la famille auxquels cette autorisation n'est pas accordée disposeront avant leur départ d'un délai raisonnable pour leur permettre de régler leurs affaires dans l'Etat d'emploi.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne seront pas interprétées comme portant atteinte aux droits au séjour et au travail qui sont autrement accordés auxdits membres de la famille par la législation de l'Etat d'emploi ou par les traités bilatéraux ou multilatéraux applicables à cet Etat.

Article 51

Les travailleurs migrants qui, dans l'Etat d'emploi, ne sont pas autorisés à choisir librement leur activité rémunérée ne sont pas considérés comme étant en situation irrégulière ni ne perdent leur permis de séjour du

simple fait que leur activité rémunérée prend fin avant l'expiration de leur permis de travail, sauf dans les cas où le permis de séjour est expressément subordonné à l'activité rémunérée spécifique pour laquelle le travailleur a été admis dans l'Etat d'emploi. Ces travailleurs migrants ont le droit de chercher un autre emploi, de participer à des programmes d'intérêt public et de suivre des stages de reconversion pendant la période de validité restant à courir de leur permis de travail, sous réserve des conditions et restrictions spécifiées dans le permis de travail.

Article 52

1. Les travailleurs migrants jouissent dans l'Etat d'emploi du droit de choisir librement leur activité rémunérée, sous réserve des restrictions ou conditions suivantes.

2. Pour tout travailleur migrant, l'Etat d'emploi peut:

- a) Restreindre l'accès à des catégories limitées d'emplois, fonctions, service ou activités, lorsque l'intérêt de l'Etat l'exige et que la législation nationale le prévoit;
- b) Restreindre le libre choix de l'activité rémunérée conformément à sa législation relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises en dehors de son territoire. Les Etats parties concernés s'efforcent toutefois d'assurer la reconnaissance de ces qualifications.

3. Dans le cas des travailleurs migrants titulaires d'un permis de travail de durée limitée, l'Etat d'emploi peut également:

- a) Subordonner l'exercice de droit au libre choix de l'activité rémunérée à la condition que le travailleur migrant ait résidé légalement sur son territoire en vue d'y exercer une activité rémunérée pendant la période prescrite par sa législation nationale, cette période ne devant pas excéder deux ans;
- b) Limiter l'accès d'un travailleur migrant à une activité rémunérée au titre d'une politique consistant à donner la priorité aux nationaux ou aux personnes qui leur sont assimilées à cet effet en vertu de la législation ou d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Une telle limitation cesse d'être applicable à un travailleur migrant qui a résidé légalement sur son territoire en vue d'y exercer une activité rémunérée pendant la période prescrite par sa législation nationale, cette période ne devant pas excéder cinq ans.

4. Les Etats d'emploi prescrivent les conditions dans lesquelles les travailleurs migrants qui ont été admis dans le pays pour y prendre en emploi peuvent être autorisés à travailler à leur propre compte. Il est tenu compte de la période durant laquelle les travailleurs ont déjà séjourné légalement dans l'Etat d'emploi.

Article 53

1. Les membres de la famille d'un travailleur migrant qui ont eux-même une autorisation de séjour ou d'admission qui est sans limitation de durée ou est au-

tomatiquement renouvelable sont autorisés à choisir librement une activité rémunérée dans les conditions qui sont applicables audit travailleur en vertu des dispositions de l'article 52 de la présente Convention.

2. Dans le cas des membres de la famille d'un travailleur migrant qui ne sont pas autorisés à choisir librement une activité rémunérée, les Etats parties étudient favorablement la possibilité de leur accorder l'autorisation d'exercer une activité rémunérée en priorité sur les autres travailleurs qui demandent à être admis sur le territoire de l'Etat d'emploi, sous réserve des accords bilatéraux et multilatéraux applicables.

Article 54

1. Sans préjudice des conditions de leur autorisation de séjour ou de leur permis de travail et des droits prévus aux articles 25 et 27 de la présente Convention, les travailleurs migrants bénéficient de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat d'emploi en ce qui concerne:

- a) La protection contre le licenciement;
- b) Les prestations de chômage;
- c) L'accès à des programmes d'intérêt public destinés à combattre le chômage;
- d) L'accès à un autre emploi en cas de perte d'emploi ou de cessation d'une autre activité rémunérée, sous réserve de l'article 52 de la présente Convention.

2. Si un travailleur migrant estime que les termes de son contrat de travail ont été violés par son employeur, il a le droit de porter son cas devant les autorités compétentes de l'Etat d'emploi, aux conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 18 de la présente Convention.

Article 55

Les travailleurs migrants qui ont reçu l'autorisation d'exercer une activité rémunérée, sous réserve des conditions spécifiées lors de l'octroi de ladite autorisation, bénéficient de l'égalité de traitement avec les nationaux de l'Etat d'emploi dans l'exercice de cette activité rémunérée.

Article 56

1. Les travailleurs migrants et les membres de leur famille visés dans la présente partie de la Convention ne peuvent être expulsés de l'Etat d'emploi que pour des raisons définies dans la législation nationale dudit Etat, et sous réserve des garanties prévues dans la troisième partie.

2. L'expulsion ne doit pas être utilisée dans le but de priver les travailleurs migrants ou des membres de leur famille des droits découlant de l'autorisation de séjour et du permis de travail.

3. Lorsqu'on envisage d'expulser un travailleur migrant ou un membre de sa famille, il faudrait tenir compte de considérations humanitaires et du temps pendant lequel l'intéressé a déjà séjourné dans l'Etat d'emploi.

CINQUIÈME PARTIE

Disposition applicables des catégories particulières de travailleurs migrants et aux membres de leur famille

Article 57

Les catégories particulières de travailleurs migrants spécifiées dans la présente partie de la Convention et les membres de leur famille, qui sont pourvus de documents ou en situation régulière, jouissent des droits énoncés dans la troisième partie et, sous réserve des modifications indiquées ci-après, de ceux énoncés dans la quatrième partie.

Article 58

1. Les travailleurs frontaliers, tels qu'ils sont définis à l'alinéa *a*) du paragraphe 2 de l'article 2 de la présente Convention, bénéficient de droits prévus dans la quatrième partie qui leur sont applicables en raison de leur présence et de leur travail sur le territoire de l'Etat d'emploi, compte tenu de ce qu'ils n'ont pas leur résidence habituelle dans cet Etat.

2. Les Etats d'emploi envisagent favorablement de donner aux travailleurs frontaliers le droit de choisir librement leur activité rémunérée après un laps de temps donné. L'octroi de ce droit ne modifie pas leur statut de travailleurs frontaliers.

Article 59

1. Les travailleurs saisonniers, tels qu'ils sont définis à l'alinéa *b*) du paragraphe 2 de l'article 2 de la présente Convention, bénéficient des droits prévus dans la quatrième partie qui leur sont applicables en raison de leur présence et de leur travail sur le territoire de l'Etat d'emploi et qui sont compatibles avec leur statut de travailleurs saisonniers, compte tenu de ce qu'ils ne sont présents dans ledit Etat que pendant une partie de l'année.

2. L'Etat d'emploi envisage, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 du présent article, d'octroyer aux travailleurs saisonniers qui ont été employés sur son territoire pendant une période appréciable la possibilité de se livrer à d'autres activités rémunérées et de leur donner la priorité sur d'autres travailleurs qui demandent à être admis dans ledit Etat, sous réserve des accords bilatéraux et multilatéraux applicables.

Article 60

Les travailleurs itinérants, tels qu'ils sont définis à l'alinéa *e*) du paragraphe 2 de l'article 2 de la présente Convention, bénéficient des droits prévus dans la quatrième partie qui peuvent leur être accordés en raison de leur présence et de leur travail sur le territoire de l'Etat d'emploi et qui sont compatibles avec leur statut de travailleurs itinérants dans cet Etat.

Article 61

1. Les travailleurs employés au titre de projets, tels qu'ils sont définis à l'alinéa *f*) du paragraphe 2 de l'article 2 de la présente Convention, et les membres de leur famille bénéficient des droits prévus à la quatrième partie, exception faite des dispositions des ali-

nées *b*) et *c*) du paragraphe 1 de l'article 43, de l'alinéa *d*) du paragraphe 1 de l'article 43, pour ce qui est des programmes de logements sociaux, de l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 45 et des articles 52 à 55.

2. Si un travailleur employé au titre d'un projet estime que les termes de son contrat de travail ont été violés par son employeur, il a le droit de porter son cas devant les autorités compétentes de l'Etat dont cet employeur relève, aux conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 18 de la présente Convention.

3. Sous réserve des accords bilatéraux ou multilatéraux en vigueur qui leur sont applicables, les Etats parties intéressés s'efforcent de faire en sorte que les travailleurs engagés au titre de projets restent dûment protégés par les régimes de sécurité sociale de leur Etat d'origine ou de résidence habituelle durant leur emploi au titre du projet. Les Etats parties intéressés prennent à cet égard les mesures appropriées pour éviter que ces travailleurs ne soient privés de leurs droits ou ne soient assujettis à une double cotisation.

4. Sans préjudice des dispositions de l'article 47 de la présente convention et des accords bilatéraux ou multilatéraux pertinents, les Etats parties intéressés autorisent le transfert des gains des travailleurs employés au titre de projets dans l'Etat d'origine ou de résidence habituelle.

Article 62

1. Les travailleurs admis pour un emploi spécifique, tels qu'ils sont définis à l'alinéa *g*) du paragraphe 2 de l'article 2 de la présente Convention, bénéficient de tous les droits figurant dans la quatrième partie, exception faite des dispositions des alinéas *b*) et *c*) du paragraphe 1 de l'article 43; de l'alinéa *d*) du paragraphe 1 de l'article 43, pour ce qui est des programmes de logements sociaux; de l'article 52 et de l'alinéa *d*) du paragraphe 1 de l'article 54.

2. Les membres de la famille des travailleurs admis pour un emploi spécifique bénéficient des droits relatifs aux membres de la famille des travailleurs migrants, énoncés dans la quatrième partie de la présente Convention, exception faite des dispositions de l'article 53.

Article 63

1. Les travailleurs indépendants, tels qu'ils sont définis à l'alinéa *h*) du paragraphe 2 de l'article 2 de la présente Convention, bénéficient de tous les droits prévus dans la quatrième partie, à l'exception des droits exclusivement applicables aux travailleurs ayant un contrat de travail.

2. Sans préjudice des articles 52 à 79 de la présente Convention, la cessation de l'activité économique des travailleurs indépendants n'implique pas en soi le retrait de l'autorisation qui leur est accordée ainsi qu'aux membres de leur famille de rester dans l'Etat d'emploi ou d'y exercer une activité rémunérée, particulière pour laquelle ils ont été admis.

SIXIÈME PARTIE

Promotion de conditions saines, équitables, dignes et légales en ce qui concerne les migrations internationales des travailleurs migrants et des membres de leur famille

Article 64

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 79 de la présente Convention, les Etats parties intéressés procèdent si besoin est à des consultations et coopèrent en vue de promouvoir des conditions saines, équitables et dignes en ce qui concerne les migrations internationales des travailleurs et des membres de leur famille.

2. A cet égard, il doit être dûment tenu compte non seulement des besoins et des ressources en main-d'œuvre active, mais également des besoins sociaux, économiques, culturels et autres des travailleurs migrants et des membres de leur famille ainsi que des conséquences de ces migrations pour les communautés concernées

Article 65

1. Les Etats parties maintiennent des services appropriés pour s'occuper des questions relatives à la migration internationale des travailleurs et des membres de leur famille. Ils ont notamment pour fonctions:

- a) De formuler et de mettre en œuvre des politiques concernant ces migrations;
- b) D'échanger des informations, de procéder à des consultations et de coopérer avec les autorités compétentes d'autres Etats concernés par ces migrations;
- c) De fournir des renseignements appropriés, en particulier aux employeurs, aux travailleurs et à leurs organisations, sur les politiques, lois et règlements relatifs aux migrations et à l'emploi, sur les accords relatifs aux migrations conclus avec d'autres Etats et sur d'autres questions pertinentes;
- d) De fournir des renseignements et une aide appropriés aux travailleurs migrants et aux membres de leur famille pour ce qui est des autorisations, des formalités requises et des démarches nécessaires pour leur départ, leur voyage, leur arrivée, leur séjour, leur activités rémunérées, leur sortie et leur retour, et en ce qui concerne les conditions de travail et de vie dans l'Etat d'emploi ainsi que les lois et règlements en matière douanière, monétaire, fiscale et autres.

2. Les Etats parties facilitent, en tant que de besoin, la mise en place des services consulaires adéquats et autres services nécessaires pour répondre aux besoins sociaux, culturels et autres des travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Article 66

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, sont seuls autorisés à effectuer des opérations en vue du recrutement de travailleurs pour un emploi dans un autre pays:

- a) Les services ou organismes officiels de l'Etat où ces opérations ont lieu;

b) Les services ou organismes officiels de l'Etat d'emploi sur base d'un accord entre les Etats intéressés;

c) Tout organisme institué au titre d'un accord bilatéral ou multilatéral.

2. Sous réserve de l'autorisation, de l'approbation et du contrôle des organes officiels des Etats parties intéressés établis conformément à la législations et à la pratique desdits Etats, des bureaux, des employeurs potentiels ou des personnes agissant en leur nom peuvent également être admis à effectuer de telles opérations.

Article 67

1. Les Etats parties intéressés coopèrent en tant que de besoin en vue d'adopter des mesures relatives à la bonne organisation du retour des travailleurs migrants et des membres de leur famille dans l'Etat d'origine, lorsqu'ils décident d'y retourner ou que leur permis de séjour ou d'emploi vient à expiration ou lorsqu'ils se trouvent en situation irrégulière dans l'Etat d'emploi.

2. En ce qui concerne les travailleurs migrants et les membres de leur famille en situation régulière, les Etats parties intéressés coopèrent, en tant que de besoin, selon des modalités convenus par ces Etats, en vue de promouvoir des conditions économiques adéquates pour leur réinstallation et de faciliter leur réintégration sociale et culturelle durable dans l'Etat d'origine.

Article 68

1. Les Etats parties, y compris les Etats de transit, coopèrent afin de prévenir et d'éliminer les mouvements et l'emploi illégaux ou clandestins à cet effet par chaque Etat intéressé dans les limites de sa compétence sont notamment les suivantes:

- a) Des mesures appropriées contre la diffusion d'informations trompeuses concernant l'émigration et l'immigration;
- b) Des mesures visant à détecter et éliminer les mouvements illégaux ou clandestins de travailleurs migrants et de membres de leur famille et à infliger des sanctions efficaces aux personnes et aux groupes ou entités qui les organisent, les assurent ou aident à les organiser ou à les assurer;
- c) Des mesures visant à infliger des sanctions efficaces aux personnes, groupes ou entités qui ont recours à la violence, à la menace ou à l'intimidation contre des travailleurs migrants ou des membres de leur famille en situation irrégulière.

2. Les Etats d'emploi prennent toutes mesures adéquates et efficaces pour éliminer l'emploi sur leur territoire de travailleurs migrants en situation irrégulière, en infligeant notamment, le cas échéant, des sanctions à leurs employeurs. Ces mesures ne portent pas atteinte aux droits qu'ont les travailleurs migrants vis-à-vis de leur employeur du fait de leur emploi.

Article 69

1. Lorsque des travailleurs migrants et des membres de leur famille en situation irrégulière se trouvent sur

leur territoire, les Etats parties prennent des mesures appropriées pour que cette situation ne se prolonge pas.

2. Chaque fois que les Etats parties intéressés envisagent la possibilité de régulariser la situation de ces personnes conformément aux dispositions de la législation nationale et aux accords bilatéraux ou multilatéraux applicables, ils tiennent dûment compte des circonstances de leur entrée, de la durée de leur séjour dans l'Etat d'emploi ainsi que d'autres considérations pertinentes, en particulier celles qui ont trait à leur situation familiale.

Article 70

Les Etats parties prennent des mesures non moins favorables que celles qu'ils appliquent à leurs ressortissants pour faire en sorte que les conditions de travail et de vie de travailleurs migrants et des membres de leur famille en situation régulière soient conformes aux normes de santé, de sécurité et d'hygiène et aux principes inhérents à la dignité humaine.

Article 71

1. Les Etats parties facilitent, si besoin est, le rapatriement dans l'Etat d'origine des corps des travailleurs migrants ou des membres de leur famille décédés.

2. En ce qui concerne les questions de dédommagement relatives au décès d'un travailleur migrant ou d'un membre de sa famille, les Etats parties prêtent assistance, selon qu'il convient, aux personnes concernées en vue d'assurer le prompt règlement de ces questions. Le règlement de ces questions s'effectue sur la base de la législation nationale applicable, conformément aux dispositions de la présente Convention, et de tous accords bilatéraux ou multilatéraux pertinents.

SEPTIÈME PARTIE

Application de la Convention

Article 72

1. a) Aux fins d'examiner l'application de la présente Convention, il est constitué un Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (ci-après dénommé «le Comité»);

b) Le Comité est composé, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, de dix experts et, après l'entrée en vigueur de la Convention pour le quarante et unième Etat partie, de quatorze experts d'une haute intégrité, impartiaux et dont les compétences sont reconnues dans le domaine couvert par la Convention.

2. a) Les membres du Comité sont élus au scrutin secret par les Etats parties sur une liste de candidats désignés par les Etats parties, compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable, en ce qui concerne tant les Etat d'origine que les Etats d'emploi, ainsi que de la représentation des principaux systèmes juridiques. Chaque Etat partie peut désigner un candidat parmi ses propres ressortissants;

b) Les membres sont élus et siègent à titre individuel.

3. La première élection a lieu au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et les élections suivantes ont lieu tous les deux. Quatre mois ou moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies adresse une lettre aux Etats parties pour les inviter à soumettre le nom de leur candidat dans un délai de deux mois. Le Secrétaire Général dresse une liste alphabétique de tous les candidats, en indiquant par quel Etat partie ils ont été désignés, et communique cette liste aux Etats parties au plus tard un mois avant la date de chaque élection, avec le *curriculum vitae* des intéressés.

4. L'élection des membres du Comité a lieu au cours d'une réunion des Etats parties convoquée par le Secrétaire Général au Siège de l'Organisation des Nations Unies. A cette réunion, où le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties, sont élus membres du Comité les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des voix des représentants des Etats parties présents et votants.

5. a) Les membres du Comité ont un mandat de quatre ans. Toutefois, le mandat de cinq des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, le nom de ces cinq membres est tiré ou sont par le Président de la réunion des Etats parties;

b) L'élection des quatre membres supplémentaires du Comité a lieu conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, après l'entrée en vigueur de la Convention pour le quarante et unième Etat partie. Le mandat de ceux des membres supplémentaires élus à cette occasion expire au bout de deux ans; le nom de ces membres est tiré au sort par le Président de la réunion des Etats parties;

c) Les membres du Comité sont rééligibles si leur candidature est présentée à nouveau.

6. Si un membre du Comité meurt ou renonce à exercer ses fonctions ou se déclare pour une cause quelconque dans l'impossibilité de les remplir avant l'expiration de son mandat, l'Etat partie qui a présenté sa candidature nomme un autre expert parmi ses propres ressortissants pour la durée du mandat restant à courir. La nouvelle nomination est soumise à l'approbation du Comité.

7. Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions.

8. Les membres du Comité reçoivent des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies, selon les modalités qui peuvent être arrêtées par l'Assemblée Générale.

9. Les membres du Comité bénéficient des facilités, privilèges et immunités accordés aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont prévus dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

Article 73

1. Les Etats parties s'engagent à soumettre au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies pour examen par le Comité un rapport sur les mesures législatives, judiciaires, administratives et autres qu'ils ont prises pour donner effet aux dispositions de la présente Convention:

- a) Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'Etat intéressé;
- b) Par la suite, tous les cinq ans et chaque fois que le Comité en fait la demande.

2. Les rapports présentés en vertu du présent article devront aussi indiquer les facteurs et les difficultés qui affectent, le cas échéant, la mise en oeuvre des dispositions de la Convention et fournir des renseignements sur les caractéristiques de mouvements migratoires concernant l'Etat partie intéressé.

3. Le Comité décide de toutes nouvelles directives concernant le contenu des rapports.

4. Les Etats parties mettent largement leurs rapports à la disposition du public dans leur propre pays.

Article 74

1. Le Comité examine les rapports présentés par chaque Etat partie et remet à l'Etat partie intéressé les commentaires qu'il peut juger appropriés. Cet Etat partie peut soumettre au Comité des observations sur tout commentaire fait par le Comité conformément aux dispositions du présent article. Le Comité, lorsqu'il examine ces rapports, peut demander des renseignements supplémentaires aux Etats parties.

2. En temps opportun avant l'ouverture de chaque session ordinaire du Comité, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies transmet au Directeur Général du Bureau international du Travail des copies des rapports présentés par les Etats parties intéressés et des informations utiles pour l'examen de ces rapports, afin de permettre au Bureau d'aider le Comité au moyen des connaissances spécialisées qu'il peut fournir en ce qui concerne les questions traitées dans la présente Convention qui entrent dans le domaine de compétence de l'Organisation internationale du Travail. Le Comité tiendra compte, dans ses délibérations, de tous commentaires et documents qui pourront être fournis par le Bureau.

3. Le Secrétaire-Général de l'Organisation des Nations Unies peut également, après consultation avec le Comité, transmettre à d'autres institutions spécialisées ainsi qu'aux organisations intergouvernementales des copies des parties de ces rapports qui entrent dans leur domaine de compétence.

4. Le Comité peut inviter les institutions spécialisées et des organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des organisations intergouvernementales et d'autres organismes intéressés, à soumettre par écrit, pour examen par le Comité, des informations sur les questions traitées dans la présente Convention qui entrent dans leur champ d'activité.

5. Le Bureau international du Travail est invité par le Comité à désigner des représentants pour qu'ils participent, à titre consultatif, aux réunions du Comité.

6. Le Comité peut inviter des représentants d'autres institutions spécialisées et des organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que d'organisations intergouvernementales, à assister et à être entendus à ses réunions lorsqu'il examine des questions qui entrent dans leur domaine de compétence.

7. Le Comité présente un rapport annuel à l'Assemblée Générale des Nations Unies sur l'application de la présente Convention, contenant ses propres observations et recommandations fondées, en particulier, sur l'examen des rapports et sur toutes les observations présentées par des Etats parties.

8. Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies transmet les rapports annuels du Comité aux Etats parties à la présente Convention, ou Conseil économique et social, à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, ou Directeur Général du Bureau international du Travail et aux autres organisations pertinentes.

Article 75

1. Le Comité adopte son propre règlement intérieur.

2. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans.

3. Le Comité se réunit normalement une fois par an.

4. Les réunions du Comité ont normalement lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

Article 76

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention. Les communications présentées en vertu du présent article ne peuvent être reçues et examinées que si elles émanent d'un Etat partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration. La procédure ci-après s'applique à l'égard des communications reçues conformément au présent article:

- a) Si un Etat partie à la présente Convention estime qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet Etat sur la question. L'Etat partie peut aussi informer le Comité de la question. Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la communication, l'Etat destinataire fera tenir à l'Etat qui a adressé la communication des explications ou toutes autres déclarations écrites elucidant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure possible et utile, des indications sur ses règles de procé-

cure et sur les moyens de recours, soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts;

- b) Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communications originale par l'Etat destinataire, la question n'est par réglée à la satisfaction des deux Etats parties intéressés, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre au Comité, en adressant une notification au Comité ainsi qu'à l'autre Etat intéressé;
- c) Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas dans les cas où, de l'avis du Comité, les procédures de recours excèdent les délais raisonnables;
- d) Sous réserve des dispositions de l'alinéa c) du présent paragraphe, le Comité met ses bons offices à la disposition des Etats parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question fondée sur le respect des obligations énoncées dans la présente Convention;
- e) Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues au présent article;
- f) Dans toute affaire qui lui est soumise conformément à l'alinéa b) du présent paragraphe, le Comité peut demander aux Etats parties intéressés visés à l'alinéa b) de lui fournir tout renseignement pertinent;
- g) Les Etats parties intéressés visés à l'alinéa b) du présent paragraphe ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de affaire par le Comité et de présenter des observations oralement ou par écrit, ou sous l'une ou l'autre forme;
- h) Le Comité doit présenter un rapport dans un délai de douze mois à compter du jour où il a reçu la notification visée à l'alinéa b) du présent paragraphe:
 - i) Si une solution a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa d) du présent paragraphe, le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits et de la solutions intervenue;
 - ii) Si une solution n'a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa d) du présent paragraphe, le Comité expose, dans son rapport, les faits pertinents concernant l'objet du différend entre les Etats parties intéressés. Le texte des observations écrites et le procès-verbal des observations orales présentées par les Etats parties intéressés sont joints au rapport. Le Comité peut également communiquer aux Etats parties intéressés seulement toute vue qu'il peut considérer pertinent en la matière.

Pour chaque affaire, le rapport est communiqué aux Etats parties intéressés.

2. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque dix Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire Général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication d'un Etat partie ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire-Général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé n'ait fait une nouvelle déclaration.

Article 77

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent que leurs droits individuels établis par la présente Convention ont été violés par cet Etat partie. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration.

2. Le Comité déclare irrecevable toute communication soumise en vertu du présent article qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de soumettre de telles communications ou être incompatible avec les dispositions de la présente Convention.

3. Le Comité n'examine aucune communication d'un particulier conformément au présent article sans s'être assuré que:

- a) La même question n'a pas été et n'est pas en cours d'examen devant une instance internationale d'enquête ou de règlement;
- b) Le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles; cette règle ne s'applique pas si, de l'avis du Comité, les procédures de recours excèdent des délais raisonnables ou s'il est peu probable que les voies de recours donneraient une satisfaction effective à ce particulier.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le comité porte toute communication qui lui est soumise en vertu du présent article à l'attention de l'Etat partie à la présente Convention qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 et a prétendument violé l'une quelconque des dispositions de la Convention. Dans les six mois qui suivent, ledit Etat soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclairaissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il peut avoir prises pour remédier à la situation.

5. Le Comité examine les communications reçus en vertu du présent article en tenant compte de toutes les informations qui lui sont soumises par ou pour le compte du particulier et par l'Etat partie intéressé.

6. Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent article.

7. Le Comité fait part de ses constatations à l'Etat partie intéressé et au particulier.

8. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque dix Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire Général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication soumise par ou pour le compte d'un particulier ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire Général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé n'ait fait une nouvelle déclaration.

Article 78

Les dispositions de l'article 76 de la présente Convention s'appliquent sans préjudice de toute procédure de règlement des différends ou des plaintes dans le domaine couvert par la présente Convention prévue par les instruments constitutifs et les conventions de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, et n'empêchent pas les Etats parties de recourir à l'une quelconque des autres procédures pour le règlement d'un différend conformément aux accords internationaux qui les lient.

HUITIÈME PARTIE

Dispositions Générales

Article 79

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte au droit de chaque Etat partie de fixer les critères régissant l'admission des travailleurs migrants et des membres de leur famille. En ce qui concerne les autres questions relatives au statut juridique et au traitement des travailleurs migrants et des membres de leur famille, les Etats parties sont liés par les limitations imposées par la présente Convention.

Article 80

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme portant atteinte aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des actes constitutifs des institutions spécialisées qui définissent les responsabilités respectives des divers organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en ce qui concerne les questions traitées dans la présente Convention.

Article 81

1. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits et libertés plus favorables accordés aux travailleurs migrants et aux membres de leur famille en vertu:

- a) Du droit ou de la pratique d'un Etat partie; ou
- b) De tout traité bilatéral ou multilatéral liant l'Etat partie considéré.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant, pour un Etat, un groupe ou une personne, un droit quelconque de se livrer à toute activité ou d'accomplir tout acte portant atteinte à l'un des droits ou à l'une des libertés énoncés dans la présente Convention.

Article 82

Il ne peut être renoncé aux droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille prévus dans la présente Convention. Il n'est pas permis d'exercer une forme quelconque de pression sur les travailleurs migrants et les membres de leur famille pour qu'ils renoncent à l'un quelconque de ces droits ou s'abstiennent de l'exercer. Il n'est pas possible de déroger par contrat aux droits reconnus dans la présente Convention. Les Etats parties prennent des mesures appropriées pour assurer que ces principes soient respectés.

Article 83

Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage:

- a) A garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés dispose d'un recours utile même si la violation a été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles;
- b) A garantir que toute personne exerçant un tel recours obtienne que sa plainte soit examinée et qu'il soit statué sur elle par l'autorité judiciaire, administrative ou législative compétente ou par toute autre autorité compétente prévue dans le système juridique de l'Etat, et à développer les possibilités de recours juridictionnels;
- c) A garantir que les autorités compétentes donnent suite à tout recours qui aura été renoncé justifié.

Article 84

Chaque Etat partie s'engage à prendre toutes les mesures législatives et autres nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention.

NEUVIÈME PARTIE

Dispositions finales

Article 85

Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire de la présente Convention.

Article 86

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats. Elle est sujette à ratification.
2. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat.

3. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 87

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant une période de trois mois après la date de dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat ratifiant la présente Convention après son entrée en vigueur ou y adhérant, elle entrera en vigueur le premier jour du mois suivant une période de trois mois après la date de dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 88

Un Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère ne peut exclure l'application d'une partie quelconque de celle-ci ou, sans préjudice de l'article 3, exclure une catégorie quelconque de travailleurs migrants de son application.

Article 89

1. Tout Etat partie pourra dénoncer la présente Convention, après qu'un délai d'au moins cinq ans se sera écoulé depuis son entrée en vigueur à l'égard dudit Etat, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Une telle dénonciation ne libérera pas l'Etat partie des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention en ce qui concerne tout acte ou toute omission commis avant la date à laquelle la dénonciation prendra effet; elle ne fera nullement obstacle à la poursuite de l'examen de toute question dont le Comité était déjà saisi à la date à laquelle la dénonciation a pris effet.

4. Après la date à laquelle la dénonciation par un Etat prend effet, le Comité n'entreprend l'examen d'aucune question nouvelle concernant cet Etat.

Article 90

1. Au bout de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, chacun des Etats parties pourra formuler à tout moment une demande de révision de la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire Général communiquera alors tout amendement proposé aux Etats parties à la présente Convention, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont en faveur de la convocation d'une conférence des Etats parties aux fins d'étudier les propositions et de voter à leur sujet. Au cas où, dans les quatre parties se prononcerait en faveur de la convocation d'une telle conférence, le Secrétaire Général convoquera la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par une majorité des Etats parties présents et votants sera présenté à l'Assemblée Générale pour approbation.

2. Les amendements entreront en vigueur lorsqu'ils auront été approuvés par l'Assemblée Générale des Nations Unies et acceptés par une majorité des deux tiers des Etats parties, conformément à leur règles constitutionnelles respectives.

3. Lorsque ces amendements entreront en vigueur, ils seront obligatoires pour les Etats parties qui les auront acceptés, les autres Etats parties restant liés par les dispositions de la présente Convention et par tout amendement antérieur qu'ils auront accepté.

Article 91

1. Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies recevra et communiquera à tous les Etats le texte de réserves qui auront été faites par des Etats parties au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion.

2. Aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la présente Convention ne sera autorisée.

3. Les réserves peuvent être retirées à tout moment par voie de notification adressée au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, lequel informe tous les Etats. La notification prendra effet à la date de réception.

Article 92

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles pourra soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat partie pourra, au moment où il signera la présente Convention, la ratifiera ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers un Etat partie qui aura formulé une telle déclaration.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment retirer cette déclaration par voie de notification adressée au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 93

1. La présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire Général des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme de la présente Convention à tous les Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Convenção Internacional sobre a Protecção dos Direitos de todos os Trabalhadores Migrantes e do agregado familiar. Adoptada pela Assembleia Geral das Nações Unidas a 18 de Dezembro de 1990

PREÂMBULO

Os Estados Partes da presente Convenção,

Tendo em conta os princípios consagrados pelos instrumentos de base das Nações Unidas relativos aos direitos do homem, em particular a Declaração Universal dos Direitos do Homem, o Pacto Internacional relativo aos direitos económicos, sociais e culturais, o Pacto Internacional relativo aos direitos civis e políticos, a Convenção Internacional sobre a eliminação de todas as formas de discriminação racial, a Convenção sobre a eliminação de todas as formas de discriminação da mulher e a Convenção relativa aos Direitos da Criança,

Tendo ainda em conta os princípios e normas reconhecidos nos instrumentos pertinentes elaborados sob os auspícios da Organização Internacional do Trabalho, e particularmente a Convenção sobre os trabalhadores migrantes, a Convenção sobre as migrações em condições abusivas e promoção da igualdade de oportunidades e de tratamento dos trabalhadores migrantes, as Recomendações relativas aos trabalhadores migrantes, bem como a Convenção relativa ao trabalho forçado ou obrigatório e a Convenção sobre a abolição do trabalho forçado,

Reafirmando a importância dos princípios enunciados na Convenção sobre a luta contra a discriminação no domínio do ensino, da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura,

Reportando-se à Convenção contra a tortura e outras penas ou tratamentos cruéis, desumanos ou degradantes, a Declaração do IV Congresso das Nações Unidas para a prevenção do crime e tratamento dos delinquentes, o Código de conduta para os responsáveis encarregados da aplicação das leis e as Convenções relativas à escravatura,

Considerando que um dos objectivos da Organização Internacional do Trabalho, tal como o define a sua constituição, é a protecção dos interesses dos trabalhadores quando eles estão empregados num país que não o seu, e tendo presente os conhecimentos especializados e a experiência da referida organização para as questões relativas aos trabalhadores migrantes e ao seu agregado familiar,

Reconhecendo a importância das actividades sobre os trabalhadores migrantes realizadas por diversos órgãos da Organização das Nações Unidas, principalmente pela Comissão dos Direitos do Homem e pela Comissão para o Desenvolvimento Social, bem como pela Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura e pela Organização Mundial da Saúde e ainda por outras Organizações Internacionais,

Reconhecendo igualmente os progressos alcançados por certos Estados numa base regional ou bilateral com vista à protecção dos direitos dos trabalhadores migrantes e dos seu agregado familiar bem como a importância e utilidade dos acordos bilaterais e multilaterais neste domínio,

Consciente da importância e da amplitude do fenómeno migratório, que põe em causa milhões de pessoas e afecta um grande número de países da Comunidade Internacional,

Conscientes do efeito provocado pelas migrações de trabalhadores nos Estados e das populações em causa e desejosos de fixar as normas que permitam aos Estados harmonizar as suas atitudes pela aceitação de certos princípios fundamentais respeitantes ao tratamento dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar,

Considerando a situação de vulnerabilidade na qual se encontram frequentemente os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar provocada, entre outros, pelo seu afastamento do Estado de origem e de eventuais dificuldades existentes no Estado empregador,

Convictos de que, por todo o lado, os direitos dos trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar não foram suficientemente reconhecidos e que devem assim beneficiar de uma protecção internacional apropriada,

Tendo em conta que, em muitos casos, as migrações são a fonte de graves problemas para o agregado familiar dos trabalhadores migrantes bem como para os próprios trabalhadores migrantes, principalmente devido à dispersão da família,

Considerando que os problemas humanos que atingem as migrações são ainda mais graves nos casos de migrações irregulares e convencidos por conseguinte de que convém encorajar medidas apropriadas com vista a prevenir e eliminar os movimentos clandestinos bem como o tráfico de trabalhadores migrantes, assegurando ao mesmo tempo a protecção dos direitos fundamentais destes,

Considerando que os trabalhadores indocumentados ou em situação irregular são frequentemente empregados em condições menos favoráveis que os outros trabalhadores e que certos patronatos são por isso levados a procurar tal mão-de-obra com vista a tirar benefícios de uma concorrência desleal,

Considerando igualmente que o emprego de trabalhadores migrantes em situação irregular será desencorajado se os direitos fundamentais de todos os trabalhadores migrantes foram largamente reconhecidos, e também a concessão de certos direitos suplementares aos trabalhadores migrantes e ao seu agregado familiar em situação regular encorajará todos os migrantes e todos os empregadores a respeitar as leis e procedimentos do Estado interessado,

Convencidos por esta razão, da necessidade de instituir a protecção internacional dos direitos de todos os trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar reafirmando e estabelecendo normas migrantes e do seu agregado familiar reafirmando e estabelecendo normas de base no quadro de uma convenção geral susceptível de ser universalmente aplicada,

Acordaram no seguinte:

PRIMEIRA PARTE

Campo de Aplicação e Definições

Artigo 1º

1. A menos que ela disponha de outro modo, a presente Convenção aplica-se a todos os trabalhadores migrantes e ao seu agregado familiar sem qualquer distinção, nomeadamente de sexo, raça cor, língua, religião ou convicção, opinião política ou qualquer outra opinião, origem nacional, étnica ou social, nacionalidade, idade, situação económica, bens, situação matrimonial, nascimento, ou de outras situações.

2. A presente Convenção aplica-se a todo o processo de migração dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar, que inclua os preparativos da migração,

partida trânsito e a toda a duração da estadia, a actividade remunerada no Estado empregador, bem como o regresso ao Estado de origem ou ao Estado de residência habitual.

Artigo 2º

Para os efeitos da presente Convenção:

1. A expressão “trabalhadores migrantes” designa as pessoas que vão exercer, exercem ou exerceram uma actividade remunerada num Estado de que elas não são nacionais.

2. a) A expressão “trabalhadores fronteiriços” designa os trabalhadores migrantes que mantêm a sua residência habitual num Estado vizinho para o qual eles vão, em princípio, todos os dias ou pelo menos uma vez por semana;
- b) A expressão “trabalhadores sazonais” designa os trabalhadores migrantes cuja actividade, pela sua natureza, depende das condições próprias da época e só pode ser exercida durante uma parte do ano;
- c) A expressão “gentes do mar”, que inclui os pescadores, designa os trabalhadores migrantes empregados a bordo de navio cuja matrícula e de um Estado do qual eles não são nacionais;
- d) A expressão “trabalhadores de uma instalação no mar” designa os trabalhadores migrantes empregados numa instalação no mar que depende de jurisdição de um Estado de onde eles não são nacionais;
- e) A expressão “trabalhadores itinerantes” designa os trabalhadores migrantes que, tendo a sua residência habitual num Estado, devem, pela natureza da sua actividade, deslocar-se a outros Estados por curtos períodos de tempo;
- f) A expressão “trabalhadores de projectos” designa os trabalhadores migrantes que foram admitidos num Estado empregador por um período de tempo determinado para trabalhar exclusivamente num projecto específico executado neste Estado pelo seu empregador;
- g) A expressão “trabalhadores admitidos num emprego específico” designa os trabalhadores migrantes:
 - i) Que foram enviados pelo seu empregador por um período de tempo limitado e determinado para um Estado empregador para cumprir uma missão ou uma tarefa específica; ou
 - ii) Que realizam por um período de tempo limitado e determinado um trabalho que exige competências profissionais, comerciais, técnicas ou outras altamente especializadas; ou
 - iii) Que, a pedido do seu patronato no Estado empregador, realizam por um período de tempo limitado e determinado um trabalho de carácter provisório ou de curta duração; e que são obrigados a deixar o Estado empregador quer pela expiração do seu tempo de residência autorizada, quer por não cumprirem mais a missão ou tarefa específica, ou se eles deixarem de executar mais o trabalho inicial;

h) A expressão “trabalhadores independentes” designa os trabalhadores migrantes que exercem uma actividade remunerada não no quadro de um contrato de trabalho e que normalmente tiram a sua subsistência desta actividade trabalhando a sós ou com o seu agregado familiar, e todos os outros trabalhadores migrantes reconhecidos como trabalhadores independentes pela legislação aplicável do Estado empregador ou através dos acordos bilaterais ou multilaterais.

Artigo 3º

A presente Convenção não se aplica:

- a) Às pessoas enviadas ou empregadas por organizações e organismos internacionais nem às pessoas enviadas ou empregadas por um Estado fora do seu território para exercer funções oficiais, cuja admissão e estatuto são regidos pelo direito internacional geral ou por acordos internacionais específicos;
- b) Às pessoas enviadas ou empregadas por um Estado ou por conta deste, fora do seu território que participam em programas de desenvolvimento e em outros programas de cooperação, cuja admissão e estatuto são regidos por um acordo específico com o Estado empregador e que em conformidade com este acordo, não são consideradas como trabalhadores migrantes;
- c) Às pessoas que se tornam residentes de um Estado que não o de origem na qualidade de investidores;
- d) Aos refugiados e aos apátridos, salvo disposição contrária da legislação nacional pertinente do Estado Parte interessado ou de instrumentos internacionais em vigor neste Estado;
- e) Aos estudantes e aos estagiários;
- f) Às gentes do mar e trabalhadores das instalações no mar que não foram autorizados a residir ou a exercer uma actividade remunerada no Estado empregador.

Artigo 4º

Para os fins da presente Convenção, a expressão “agregado familiar” designa as pessoas casadas com os trabalhadores migrantes ou que tenham com estes relações que, em virtude da lei aplicável, produzam efeitos equivalentes ao do casamento, bem como os seus filhos a seu cargo e outras pessoas a seu cargo que são reconhecidas como membros da sua família de acordo com a legislação aplicável ou de acordos com a legislação aplicável ou de acordos bilaterais ou multilaterais aplicáveis entre os estados interessados.

Artigo 5º

Para os fins da presente Convenção, os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar:

- a) São considerados como documentados ou em situação regular se eles forem autorizados a entrar, residir e exercer uma actividade remunerada no Estado empregador em conformidade com a legislação do referido Estado e em conformidade com os acordos internacionais dos quais este Estado é Parte;
- b) São considerados como indocumentados ou em situação irregular se eles não preencherem as condições previstas na alínea a) do presente artigo.

Artigo 6º

Para os fins da presente Convenção:

- a) A expressão "Estado de origem" é entendida como o Estado do qual a pessoa interessada é nacional;
- b) A expressão "Estado empregador" é entendida como o Estado onde o trabalhador migrante vai exercer, exerce ou exerceu uma actividade remunerada, conforme o caso;
- c) A expressão "Estado de trânsito" é entendida como o Estado pelo qual a pessoa interessada passa para chegar ao Estado de origem ou ao Estado de residência habitual.

SEGUNDA PARTE

Não Discriminação em Matéria de Direitos

Artigo 7º

Os Estados Partes comprometem-se, em conformidade com as disposições dos instrumentos internacionais sobre os direitos do homem, a respeitar e a garantir a todos os trabalhadores migrantes e ao seu agregado familiar que se encontrem no seu território e dependentes da sua jurisdição, os direitos reconhecidos na presente Convenção sem qualquer distinção, nomeadamente de sexo, raça, cor, língua, religião ou convicção, opinião política ou outra opinião, origem nacional, étnica ou social, nacionalidade, idade, situação económica, bens, situação matrimonial, nascimento ou qualquer outra situação.

TERCEIRA PARTE

Dereito do homem de todos os trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar

Artigo 8º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar são livres de deixar qualquer Estado, incluindo o seu Estado de origem. Este direito só poder ser objecto de restrições previstas pela lei, necessárias à protecção da segurança nacional, de ordem pública, saúde ou moralidade públicas, ou dos direitos e liberdades de outrem, e compatíveis com outros direitos reconhecidos pela presente Parte da Convenção.

2. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm o direito de, a qualquer momento, entrar e permanecer no seu Estado de origem.

Artigo 9º

O direito à vida dos trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar é protegido pela lei.

Artigo 10º

Nenhum trabalhador migrante ou membro da sua família pode ser submetido à tortura nem a apenas ou tratamentos cruéis, desumanos ou degradantes.

Artigo 11º

1. Nenhum trabalhador migrante ou membro da sua família pode ser submetido à escravatura ou servidão.

2. Nenhum trabalhador migrante ou membro da sua família pode ser obrigado a cumprir um trabalho forçado ou obrigatório.

3. O 2º parágrafo do presente artigo não poderá ser interpretado como uma interdição, nos Estados onde certos crimes podem ser punidos com detenção acompanhada de trabalhos forçados, ao cumprimento de uma pena com trabalhos forçados imposta por um tribunal competente.

4. Não é considerado como «trabalho forçado ou obrigatório» no sentido do presente artigo:

- a) Todo o trabalho ou serviço não mencionado no 3º parágrafo do presente artigo, normalmente exigido a um indivíduo que é detido em virtude de uma decisão de justiça regular ou que, tendo sido objecto de uma tal decisão, está sob liberdade condicional;
- b) Todo o serviço exigido em caso de força maior ou de desastres que ameacem a vida ou o bem estar da comunidade;
- c) Todos o trabalho ou serviço que façam parte das obrigações cívicas normais na medida em que é igualmente imposto aos nacionais do Estado considerado.

Artigo 12º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito à liberdade de pensamento de consciência ou de religião. Este direito implica a liberdade de ter ou adoptar uma religião ou uma convicção da sua escolha, bem como a liberdade de manifestar a sua religião ou convicção, individualmente ou em comum, tanto em público como em privado, através de culto e cumprimento de rituais, prática e ensino.

2. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar não podem ser submetidos a nenhum constrangimento que possa pôr em causa a sua liberdade de ter ou adoptar uma religião ou uma convicção da sua escolha.

3. A liberdade de manifestar a sua religião ou suas convicções não pode ser objecto de restrições se não as previstas na Lei e que são necessárias à protecção das segurança, ordem, saúde ou moralidade públicas ou liberdades e direitos fundamentais de outrem.

4. Os Estados Partes da presente Convenção comprometem-se a respeitar a liberdade dos pais, em que pelo menos um seja trabalhador migrante, e, em caso de necessidade dos outros tutores legais para fazer garantir a educação religiosa e moral dos seus filhos em conformidade com a as suas próprias convicções.

Artigo 13º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar não podem, ser importunados por causa das suas opiniões.

2. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito à liberdade de expressão; esse direito compreende a liberdade de procurar, receber e divulgar as informações e ideias de toda a espécie, sem considerações de fronteiras, sob forma oral, escrita, impressa ou artística, ou por qualquer outro meio da sua escolha.

3. O exercício do direito previsto no 2º parágrafo do presente artigo engloba os deveres e responsabilidades especiais. Ele pode, em consequência, ser submetido a certas restrições que podem contudo ser expressamente fixadas por lei e que são necessárias:

- a) Ao respeito dos direitos e da reputação de outrem;
- b) À salvaguarda da segurança nacional dos Estados respectivos da ordem pública, saúde, ou moralidade públicas;
- c) A fim de impedir qualquer propaganda a favor da guerra;

d) A fim de impedir todo o apelo ao ódio nacional, racial ou religiosa, que constitui um incitamento à discriminação, hostilidade ou violência.

Artigo 14º

Nenhum trabalhador migrante ou membro da sua família é objecto de ingerências arbitrárias ou ilegais na sua vida privada, na sua família, domicílio, correspondência ou outros meios de comunicação, nem de danos ilegais à sua honra e reputação. Cada trabalhador migrante e o seu agregado familiar tem direito à protecção da lei contra essas ingerências ou danos.

Artigo 15º

Nenhum trabalhador migrante ou seu agregado familiar pode ser arbitrariamente privado dos seus bens, de que ele seja proprietário a título individual ou em associação com outras pessoas.

Quando, em virtude da legislação em vigor no Estado empregador os bens de um trabalhador migrante ou de um membro da sua família forem objecto de uma expropriação total ou parcial, o interessado tem direito a uma indemnização equitativa e adequada.

Artigo 16º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito à liberdade e à segurança da sua pessoa.

2. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito à protecção efectiva do Estado contra a violência, danos corporais, ameaças e intimidações, quer seja por parte de funcionários ou de particulares, grupos ou instituições.

3. Qualquer verificação de identidade dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar por agente da polícia é efectuada em conformidade com os procedimentos previstos na lei

4. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar não podem ser objecto, individual ou colectivamente de uma prisão ou detenção arbitrárias; eles não podem injustificadamente ser privados da sua liberdade, em conformidade com os procedimentos previstos na lei.

5. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar que são detidos, são informados, no momento da sua prisão, se possível numa língua que eles compreendam, das razões desta detenção e eles são informados sem demora, numa língua que eles compreendam de toda a acusação feita contra eles.

6. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar que são presos ou detidos em virtude de uma infracção penal devem ser conduzidos, no mais curto espaço de tempo, perante um juiz ou uma outra autoridade habilitada pela lei para exercer funções judiciais e devem ser julgados num período de tempo razoável ou libertados. A sua detenção deve ser preventiva enquanto esperar o julgamento, mas a sua libertação pode ser subordinada a garantias assegurando a sua comparência na audiência, em todos os outros actos processuais e, caso necessário, no julgamento.

7. Se os trabalhadores migrantes e seu agregado familiar forem detidos, aprisionados ou colocados sob a vigília enquanto esperam julgamento ou forem detidos de qualquer outra forma:

a) As autoridades consulares ou diplomáticas do seu Estado de origem ou de um Estado que representa os interesses deste Estado são informados sem demora, a seu pedido, da sua prisão ou da sua detenção e o motivos invocados;

b) Os interessados têm direito de se comunicar com as referidas autoridades. qualquer comunicação endereçada às mencionadas autoridades pelos interessados é-lhes imediatamente transmitida e eles têm ainda o direito de receber sem qualquer demora as comunicações das citadas autoridades;

c) Os interessados são informados sem demora deste direito e os direitos decorrentes dos trabalhadores pertinentes ligando, em caso necessário os Estados em causa de se corresponder os Estados em causa de se corresponder e conversar com os representantes das ditas autoridades e de adoptar com eles disposições com vista a sua representação legal.

8. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar que se encontrem privados da sua liberdade por prisão ou detenção têm o direito de interpor um recurso perante um tribunal a fim de que este estipule sem demoras sobre a legalização da sua detenção e ordene a sua libertação se a detenção for ilegal. Quando eles assistem à audiência, os interessados beneficiam gratuitamente, em caso de necessidade, da assistência de um intérprete se eles não compreender ou não falam a língua utilizada.

9. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar vítimas de prisão ou detenção ilegal têm direito à indemnização.

Artigo 17º

1. Os trabalhadores migrante e o seu agregado familiar que forem privados das suas liberdade são tratados humanamente e com respeito pela dignidade inerente à pessoa humana e pela sua identidade cultural.

2. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar acusados são, salvo circunstâncias excepcionais, separados dos condenados e submetidos a um regime distinto, apropriado à sua condição de pessoas não condenadas. Os jovens acusados são separados dos adultos e é decidido sobre o seu caso o mais rapidamente possível.

3. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar que são detidos num Estado de trânsito ou num Estado empregador em virtude de um infracção às disposições relativas às migrações devem ser separados, na medida do possível, dos condenados ou dos acusados.

4. Durante todo o período em que os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar forem aprisionados em virtude de uma sentença pronunciada por um tribunal, regime penitenciário compreende um tratamento cujo objectivo essencial é a sua correcção e reenquadramento social. Os jovens delinquentes são separados dos adultos e submetidos a um regime adequado à sua idade e ao seu estatuto legal.

5. Durante a sua detenção ou o seu encarceramento, os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar gozam dos mesmos direitos de visita dos membros das suas famílias que os nacionais.

6. Todas as vezes que os trabalhadores migrantes forem privados da sua liberdade, as autoridades competentes do Estado interessado dispensam uma atenção particular aos problemas que poderiam surgir à sua família, nomeadamente ao cônjuge e aos filhos menores.

7. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar que foram submetidos a qualquer forma de detenção ou encarceramento em virtude das leis dos Estados de empre ou do Estado de trânsito gozam dos mesmos direitos que os nacionais deste Estado que se encontrem na sua mesma situação.

8. Se os trabalhadores migrantes e seu agregado familiar forem detidos com o objectivo de se verificar se houve uma infracção às disposições relativas às migrações, nenhuma das despesas daí advenientes estará a seu cargo.

Artigo 18º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm os mesmos direitos perante os tribunais, que os nacionais do Estado considerado. Eles têm direito a que o seu caso seja resolvido equitativa e publicamente por um tribunal competente, independente e imparcial, estabelecido pela lei, que decidirá quer sobre o fundamento de qualquer acusação em matéria penal dirigida contra eles, quer sobre as constatações dos seus direitos e obrigações de carácter civil.

2. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar acusados de uma infracção penal são considerados presumíveis inocentes até que a sua culpabilidade seja legalmente provada.

3. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar acusados de uma infracção penal têm direito pelo menos às seguintes garantias:

- a) Ser informados, no mais curto espaço de tempo, numa língua que eles compreendam e de forma detalhada, sobre a natureza e os motivos da acusação feita contra eles;
- b) Dispôr de tempo e de facilidades necessárias à preparação da sua defesa e a comunicar-se com o Conselho da sua escolha;
- c) Ser julgados sem atrasos excessivos;
- d) Ser apresentados ao processo e eles próprios se defenderem ou ter assistência de um defensor, ser informados do seu direito de ter um e, sempre que o interesse da justiça o exigir, ver-se atribuído de um defensor, gratuitamente, se não tiverem meios de lhe pagar;
- e) Interrogar ou fazer interrogar as testemunhas de acusação e obter a comparência e o interrogatório das testemunhas de defesa nas mesmas condições que as testemunhas de acusação;
- f) Ser assistido gratuitamente por um intérprete se eles não compreenderem ou não falarem a língua usada na audiência;
- g) Não ser forçados a testemunhar contra eles próprios ou de se confessar culpados.

4. O procedimento aplicável aos menores terá em conta a sua idade e o interesse que representa a sua reeducação

5. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar declarados culpados de uma infracção têm direito de fazer examinar por uma jurisdição superior a declaração de culpabilidade e a condenação, em conformidade com a lei.

6. Quando uma condenação penal definitiva é posteriormente anulada ou quando o perdão for concedido porque um facto novo ou recentemente revelado prova que foi cometido um erro judiciário os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar que sofreram uma pena por causa desta condenação são indemnizados, em conformidade com a lei, a menos que seja provado que a revelação em tempo útil do facto desconhecido lhes seja atribuível no todo em parte.

7. Nenhum trabalhador migrante ou um membro do seu agregado familiar pode ser perseguido ou punido na sequência de uma infracção pela qual ele já foi absolvido ou condenado por um julgamento definitivo, em conformidade com a lei e com o processo penal do Estado respeitante.

Artigo 19º

1. Nenhum trabalhador migrante ou membro do seu agregado familiar pode ser considerado culpado de um acto delituoso por causa de uma acção ou omissão que não constitui um acto delituoso de acordo com o direito nacional ou internacional no momento em que foi cometido; também, não será atribuída uma pena mais forte que aquela que foi aplicada no momento em que a infracção foi cometida. Se, posteriormente a esta infracção, a lei prever a aplicação de uma pena mais ligeira, o interessado deve beneficiar dela.

2. Aquando da determinação de uma pena devido a uma infracção cometida por um trabalhador migrante ou por um membro do seu agregado familiar dever-se-á ter conta as considerações humanitárias ligadas à condição do trabalhador migrante, nomeadamente no que diz respeito à sua autorização de residência ou autorização de trabalho.

Artigo 20º

1. Nenhum trabalhador migrante ou um membro do seu agregado familiar pode ser aprisionado pela simples razão de não ter executado uma obrigação contratual.

2. Nenhum trabalhador migrante ou um membro do seu agregado familiar pode ser privado da sua autorização de residência ou da sua autorização de trabalho nem ser expulso pela simples razão de não ter executado uma obrigação resultante de um contrato de trabalho, a menos que a execução desta obrigação constituiu uma condição para a concessão destas autorizações.

Artigo 21º

Ninguém, se não for um funcionário devidamente autorizado pela lei para este efeito, tem o direito de confiscar, destruir ou tentar destruir os documentos de identidade, os documentos que autorizem a entrada, permanência, residência ou estabelecimento no território nacional, ou as autorizações de trabalho. Quando ela é autorizada, a confiscação destas documentos deve dar lugar à entrega de um recibo detalhado. Não é permitido em caso algum a destruição de passaportes ou documentos dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar.

Artigo 22º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar não podem ser objecto de medidas de expulsão colectiva. Cada caso de expulsão deve ser examinado e resolvido em separado.

2. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar só podem ser expulsos do território de um Estado Parte mediante aplicação de uma decisão tomada pela autoridade competente em conformidade com a lei.

3. A decisão deve ser notificada aos interessados numa língua que eles compreendam. A seu pedido, quando não for obrigatório, a decisão é-lhes notificada por escrito e, salvo circunstâncias excepcionais justificadas pela segurança nacional, ela é também devidamente motivada. Os interessados são informados destes direitos antes a que a decisão seja tomada ou o mais tardar no momento em que ela é tomada.

4. Fora os casos em que a decisão final pronunciada por uma autoridade judiciária, os interessados têm direito de fazer valer as razões da não expulsão e de fazer examinar o seu caso pela autoridade competente, a menos que as razões imperativas de segurança nacional exigirem que seja de outro modo. Enquanto esperarem por este exame, os interessados têm direito de requerer a suspensão da decisão de expulsão.

5. Se uma decisão de expulsão já executada é depois anulada, os interessados têm direito em pedir indemnizações em conformidade com a lei e a decisão não é invocada para os impedir de retornar ao Estado respeitante.

6. Em caso de expulsão, os interessados devem ter uma possibilidade razoável, antes ou depois da sua partida, de receber todos os salários ou outras prestações que lhes são eventualmente devidos e de regular todas as obrigações em suspenso.

7. Sem prejuízo da execução de uma decisão de expulsão, os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar que forem objecto de uma tal decisão podem pedir para ser admitidos um outro Estado que não o de origem.

8. Em caso de expulsão de trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar, as despesas de expulsão não estão a seu cargo. Os interessados podem ser obrigados a pagar as despesas de viagem.

9. A própria expulsão do Estado empregador não prejudica nenhum direito adquirido, em conformidade com a legislação deste Estado, pelos trabalhadores migrantes e pelo seu agregado familiar, incluindo o direito de receber os salários e outras prestações que lhes são devidos.

Artigo 23º

Os trabalhadores migrantes e seu agregado familiar têm direito de recorrer à protecção e à assistência das autoridades consulares ou diplomáticas do seu Estado de origem ou do Estado que representa os interesses deste Estado em caso de violação aos direitos reconhecidos pela presente convenção. Principalmente, em caso de expulsão o interessado é imediatamente informado deste direito e as autoridades do Estado que expulsa facilitam seu cumprimento.

Artigo 24º

Todo trabalhador migrante e o seu agregado familiar tem direito ao reconhecimento, em qualquer lugar, da sua personalidade jurídica.

Artigo 25º

1. Os trabalhadores migrantes devem beneficiar de um tratamento não menos favorável que aquele de que beneficiam os nacionais do Estado empregador em matéria de remuneração e de:

- a) Outras condições de trabalho, ou seja horas suplementares, horários de trabalho, repouso diário, férias pagas, segurança, saúde, suspensão do emprego e todas as outras condições de trabalho que segundo a legislação e a prática nacionais, são abrangidos por este termo;
- b) Outras condições de emprego ou seja idade mínima de emprego, restrições no trabalho em casa e todas as outras questões que, segundo a legislação e os costumes nacionais, são considerados como uma condição de emprego.

2. Ele não pode legalmente, ser considerado faltoso nos contratos de trabalho privados, com base no princípio da igualdade de tratamento a que se refere o parágrafo 1 do presente artigo.

3. Os Estados Partes adoptam todas as medidas apropriadas a fim de fazer com que os trabalhadores migrantes não sejam privados dos direitos derivantes deste princípio, devido à irregularidade da sua situação em matéria de permanência ou de emprego. Tal ir-

regularidade não deve, nomeadamente, ter por objetivo dispensar o empregador das suas obrigações legais ou contractuais ou de restringir de qualquer maneira, as suas obrigações.

Artigo 26º

1. Os Estados Partes reconhecem a todos os trabalhadores migrantes e ao seu agregado familiar o direito de:

- a) Participar em reuniões e actividades sindicais e de outras associações criadas em conformidade com a lei, com vista a proteger os seus interesses económicos, sociais, culturais e outros, sob a única reserva das regras fixadas pelas organizações interessadas;
- b) Aderir livremente a todos os sindicatos e associações supra mencionados, sob a única reserva das regras fixadas pelas organizações interessadas;
- c) Pedir ajuda e assistência a todos os sindicatos e associações supra mencionados.

2. O exercício destes direitos não pode ser objecto de restrições se não as previstas na lei e que constituem as medidas necessárias, numa sociedade democrática, no interesse da segurança nacional da ordem pública ou para proteger os direitos e liberdades de outrem.

Artigo 27º

1. Em matéria de segurança social, os trabalhadores migrantes e seu agregado familiar beneficiam, no Estado empregador, da igualdade de tratamento com os nacionais, na medida em que, preenchem as condições requeridas pela legislação aplicável neste Estado e pelos tratados bilaterais ou multilaterais aplicáveis. As autoridades competentes do Estado de origem e do Estado empregador podem, a qualquer momento, adoptar as disposições necessárias para determinar as modalidades de aplicação desta norma.

2. Quando a legislação aplicável priva os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar de uma prestação, os Estados respeitantes examinam a possibilidade de reembolsar aos interessados os montantes das quotizações que eles pagaram a título desta prestação, na base do tratamento que é concedido aos nacionais que se encontram numa situação indêntica.

Artigo 28º

Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito a beneficiar dos cuidados de urgência que são necessários para preservar a sua vida ou evitar danos irreparáveis à sua saúde, com base na igualdade de tratamento com os nacionais do Estado em causa. Tais cuidados médicos de urgência não lhes são recusados por nenhum motivo relacionado com a irregularidade em matéria de residência ou de emprego.

Artigo 29º

Todo o filho de um trabalhador migrante tem direito a um nome, a um registo de nascimento e a uma nacionalidade.

Artigo 30º

Todo filho de um trabalhador migrante tem direito fundamental ao acesso à educação com base na igualdade de tratamento com os nacionais de Estado em causa. O acesso aos estabelecimentos pré-escolares ou escolares públicos não deve ser recusado ou limitado devido à situação de irregularidade quanto à residência ou ao emprego de um dos pais ou quanto a irregularidade de residência do filho no Estado empregador.

Artigo 31º

1. Os Estados Partes asseguram o respeito pela identidade cultural dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar e não os impedem de manter os seus laços culturais com o Estado de origem.

2. Os Estados Partes podem adoptar medidas apropriadas para sustentar e encorajar os esforços nesse sentido.

Artigo 32º

Aquando da expiração da sua autorização de residência no Estado empregador, os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito de transferir os seus salários e suas economias e, em conformidade com a legislação aplicável dos Estados concernentes, os seus bens e os objectos no seu poder.

Artigo 33º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito de ser informados pelo Estado de origem, Estado empregador ou Estado de trânsito, segundo o caso, sobre:

- a) Os direitos que lhes confere a presente Convenção;
- b) As condições de admissão, seus direitos e obrigações em virtude da legislação e dos costumes do Estado respeitante e qualquer outra questão que lhes permite submeter-se às formalidades administrativas ou outras neste Estado.

2. Os Estados partes adoptam todas as medidas que eles julgarem ser apropriadas para divulgar as referidas informações ou para velar para que elas sejam fornecidas pelos empregadores, sindicatos ou outros organismos ou instituições apropriados. Conforme a necessidade, eles cooperam para esse fim, com os outros Estados concernentes.

3. As informações adequadas são fornecidas, a seu pedido, aos trabalhadores migrantes e ao seu agregado familiar, gratuitamente e, na medida do possível, numa língua que eles compreendam.

Artigo 34º

Nenhuma disposição da presente parte da Convenção tem por objectivo dispensar os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar da obrigação de se submeter às leis e regulamentos de qualquer Estado de trânsito e empregador, nem da obrigação de respeitar a identidade cultural dos habitantes destes Estados.

Artigo 35º

Nenhuma disposição da presente parte da Convenção pode ser interpretada como que implicando a regularização da situação dos trabalhadores migrantes ou do seu agregado familiar indocumentados ou em situação irregular, nem qualquer direito e esta regularização da sua situação, nem como afectando as medidas que visam assegurar as condições sãs e equitativas para as migrações internacionais, previstas na Sexta Parte da presente Convenção.

QUARTA PARTE

Outros direitos dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar Documentados ou em situação regular

Artigo 36º

Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar documentados ou em situação regular no Estado empregador beneficiam de direitos previstos na presente parte da Convenção, além dos enunciados na Terceira Parte.

Artigo 37º

Antes da sua partida, ou o mais tardar no momento da sua admissão no Estado empregador, os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito de serem convenientemente informados pelo Estado de origem ou pelo Estado empregador, segundo o caso, sobre todas as condições postas à sua admissão e principalmente as respeitantes à sua residência e às actividades reenumeradas às quais eles podem se dedicar, bem como sobre as exigências às quais eles devem se submeter no Estado empregador e sobre as autoridades às quais eles devem se dirigir para pedir que as condições sejam modificadas.

Artigo 38º

1. Os Estados empregadores esforçar-se, na medida do possível, para autorizar os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar a se ausentar temporariamente sem que isso afecte a sua autorização de residência ou de trabalho, segundo o caso. Ao fazê-lo os Estados empregadores têm em conta as obrigações e as necessidades particulares dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar nomeadamente no Estado de origem.

2. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito de serem devidamente informados das condições nas quais tais ausências temporárias são autorizadas.

Artigo 39º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito de circular livremente no território do Estado empregador e de aí escolher livremente a sua residência.

2. Os direitos mencionados no parágrafo 1 do presente artigo só podem ser objecto de restrições se estas forem previstas na lei, necessárias para proteger a segurança nacional, a ordem pública, saúde ou moralidade públicas, ou os direitos e liberdades de outrem, e compatíveis com os outros direitos reconhecidos pela presente Convenção.

Artigo 40º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito de formar com outras associações e sindicatos no Estado empregador com vista a favorecer e proteger os seus interesses económicos, sociais, culturais e outros.

2. O exercício deste direito não pode ser objecto de restrições se não as prevista lei e que constituem medidas necessárias numa sociedade democrática, no interesse da segurança nacional, ordem pública, ou para proteger os direitos e as liberdades de outrem

Artigo 41º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar têm direito de tomar parte nos assuntos públicos do seu Estado de origem, em votar e de serem eleitos so decurso de eleições organizadas por este Estado, em conformidade com a sua legislação.

2. Os Estados interessados devem, em caso de necessidade e em conformidade com a sua legislação, facilitar o exercício destes direitos.

Artigo 42º

1. Os Estados Partes programam o estabelecimento de procedimentos ou de instituições que têm em conta, tanto nos Estados de origem como nos Estados empregadores, as necessidades, aspirações e obrigações particulares dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar, e, em caso necessário, a possibilidade para os trabalhadores migrantes e para o seu agregado familiar de ter os seus representantes livremente escolhidos nestas instituições.

2. Os Estados empregadores facilitam, em conformidade com a sua legislação nacional, a consulta ou a participação dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar nas decisões referentes à vida e à administração das comunidades locais.

3. Os trabalhadores migrantes podem gozar de direitos políticos no Estado empregador, se este Estado, no exercício da sua soberania, lhes conceder tais direitos.

Artigo 43º

1. Os trabalhadores migrantes beneficiam da igualdade de tratamento com os nacionais do Estado empregador, no que diz respeito:

- a) Ao acesso às instituições e aos serviços de educação, sob reserva das condições de admissão e outras prescrições fixadas pelas instituições e serviços concernentes;
- b) Ao acesso aos serviços de orientação profissional e de colocação;
- c) Ao acesso às facilidades e instituições de formação profissional e de reciclagem;
- d) Ao acesso à habitação, incluindo os programas de habitação social, e a protecção contra a exploração em matéria de aluguer;
- e) Ao acesso aos serviços sociais e sanitários, sob reserva de que as condições exigidas para ter direito de beneficiar dos diversos programas sejam preenchidas;
- f) Ao acesso às cooperativas e às empresas auto-geridas, sem que o seu estatuto de migrante seja modificado e sob reserva das regras e regulamentos dos órgãos concernentes;
- g) Ao acesso de participação na vida cultural.

2. Os Estados Partes esforçam-se em criar condições que permitam assegurar a igualdade efectiva do tratamento dos trabalhadores migrantes com vista a permitir-lhes gozar os direitos mencionados no parágrafo 1 do presente artigo, sempre que as condições postas à sua autorização de residência pelo Estado empregador respondam às prescrições pertinentes.

3. Os Estados empregadores não impedem os patronatos de trabalhadores migrantes de criar habitações ou serviços sociais ou culturais em seu proveito. Sob reserva do artigo 70º da presente Convenção, um Estado empregador pode subordinar a implementação dos referidos serviços nas condições geralmente aplicadas na matéria no referido Estado.

Artigo 44º

1. Os Estados Partes, reconhecendo que a família é o elemento natural e fundamental da sociedade e que ela tem direito à protecção da sociedade e do Estado, adoptam medidas apropriadas para assegurar a protecção da unidade familiar do trabalhador migrante.

2. Os Estados Partes adoptam as medidas que eles julgarem ser apropriadas e que dependem da sua competência para facilitar a reunião dos trabalhadores migrantes com o seu cônjuge ou com as pessoas que tenham com eles laços, que virtude da lei aplicável, produzam efeitos equivalentes ao do casamento, bem como com os seus filhos menores e solteiros a seu cargo.

3. Por razões humanitárias, os Estados empregadores encaram de uma forma favorável, a possibilidade de conceder a igualdade de tratamento, nas condições previstas no parágrafo 2 do presente artigo, aos membros do agregado familiar do trabalhador migrante.

Artigo 45º

1. O agregado familiar dos trabalhadores migrantes beneficia, no Estado empregador, da igualdade de tratamento com os nacionais deste Estado no que diz respeito:

- a) Ao acesso às instituições e aos serviços de educação, sob reserva das condições de admissão e outras prescrições fixadas pelas instituições e serviços concernentes;
- b) Ao acesso às instituições e serviços de orientação e formação profissionais, sob reserva de que as condições para nelas participar sejam preenchidas;
- c) Ao acesso aos serviços sociais e sanitários, sob reserva de que as condições requeridas para beneficiar dos diversos programas sejam preenchidas;
- d) Ao acesso e participação na vida cultural.

2. Os Estados empregadores traçam, em caso de necessidade, em colaboração com os países de origem, uma política que vise facilitar a integração dos filhos dos trabalhadores migrantes no sistema de educação local, nomeadamente no que diz respeito ao ensino da língua local.

3. Os Estados empregadores esforçam-se em facilitar aos filhos dos trabalhadores migrantes o ensino da sua língua materna e sua cultura, e, para esse fim, os Estados de origem colaboram sempre que for necessário.

4. Os Estados empregadores podem assegurar programas especiais de ensino na língua materna dos filhos dos trabalhadores migrantes, em caso de necessidade com a colaboração dos Estados de origem.

Artigo 46º

Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar, sob reserva da legislação aplicável nos Estados interessados, bem como dos acordos internacionais pertinentes e das obrigações dos Estado interessados decorrentes da sua pertença às uniões alfandegárias, beneficiam de uma isenção de direitos e taxas de importação e exportação para os seus bens pessoais e domésticos bem como para o material necessário ao exercício da actividade remunerada motivando a sua admissão no Estado empregador:

- a) No momento da partida do Estado de origem ou do Estado de residência habitual;
- b) No momento da admissão inicial do Estado empregador;
- c) No momento da partida definitiva do Estado empregador;
- d) No momento do regresso definitivo ao Estado de origem ou ao Estado de residência habitual.

Artigo 47º

1. Os trabalhadores migrantes têm direito de transferir os seus salários e economias, principalmente os fundos necessários ao sustento da sua família, do Estado empregador para o seu Estado de origem ou para qualquer outro Estado. Estas transferências realizam-se em conformidade com os procedimentos estabelecidos pela legislação aplicável do Estado concernente e em conformidade com os acordos internacionais aplicáveis.

2. Os Estados concernentes adoptam medidas apropriadas para facilitar estas transferências.

Artigo 48º

1. Sem prejuízo dos acordos aplicáveis referentes à dupla imposição, no que diz respeito aos lucros nos Estados empregadores, os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar:

- a) Não estão sujeitos a impostos, direitos ou taxas, seja quais forem, mais elevados ou mais onerosos que os que são exigidos aos nacionais numa situação análoga;
- b) Beneficiam de reduções ou isenções de impostos seja quais forem, e de todas as reduções fiscais concedidas aos nacionais numa situação análoga, incluindo as deduções por encargos de família.

2. Os Estados Partes esforçam-se em adoptar medidas apropriadas que visem evitar a dupla imposição de lucros e economias dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar.

Artigo 49º

1. Quando autorizações de residência e de trabalho são exigidas pela legislação nacional, o Estado empregador concede ao trabalhador migrante uma autorização de residência por um período de tempo pelo menos igual ao da sua autorização de trabalho.

2. Os trabalhadores migrantes que, no Estado empregador, são autorizados a escolher livremente a sua actividade remunerada não são considerados como estando em situação irregular e não perdem a sua autorização de residência pelo simples facto de que a sua actividade remunerada terminou antes da expiração da sua autorização de trabalho ou autorização análoga.

3. Com o objectivo de deixar aos trabalhadores migrantes mencionados no parágrafo 2 do presente artigo tempo suficiente para encontrar uma outra actividade remunerada, a autorização de residência não lhes é retirada, pelo menos durante o tempo em que eles puderem ter direito às prestações de desemprego.

Artigo 50º

1. Em caso de morte de um trabalhador migrante ou de dissolução do seu casamento, o Estado empregador poderá conceder ao agregado familiar do referido trabalhador migrante que residam neste Estado, no quadro do reagrupamento familiar, a autorização de aí permanecer; o Estado empregador toma em conta a duração da sua residência neste Estado.

2. Os membros do agregado familiar aos quais esta autorização não é concedida, terão antes da sua partida um prazo razoável que lhes permita regular os seus assuntos no Estado empregador.

3. As disposições dos parágrafos 1 e 2 do presente artigo não serão interpretados como prejudiciais aos direitos de residência e de trabalho que são de outra forma concedidos aos referidos membros do agregado familiar pela legislação do Estado empregador ou pelos tratados bilaterais ou multilaterais aplicáveis neste Estado.

Artigo 51º

Os trabalhadores migrantes que, no Estado empregador, não são autorizados a escolher livremente a sua actividade remunerada não são considerados como estando em situação irregular nem perdem a sua autorização de residência pelo simples facto da sua actividade remunerada terminar antes da expiração da sua autorização de trabalho, salvo nos casos em que a autorização de residência é expressamente subordinada à actividade remunerada específica para a qual o traba-

lhador fora admitido no Estado empregador. Estes trabalhadores migrantes têm direito de procurar um outro emprego, de participar em programas de interesse público e de frequentar estágios de reconversão durante o restante período de validade da sua autorização de trabalho, sob reserva das condições e restrições nela especificadas.

Artigo 52º

1. Os trabalhadores migrantes gozam no Estado empregador do direito de escolher livremente a sua actividade remunerada, sob reserva das restrições ou das seguintes condições.

2. Para qualquer trabalhador migrante, o Estado empregador pode:

- a) Restringir o acesso a categorias limitadas de empregos, funções, serviços ou actividades, quando o interesse do Estado o exigir e quando a legislação nacional o prevêr;
- b) Restringir a livre escolha da actividade remunerada em conformidade com a sua legislação relativa ao reconhecimento das qualificações profissionais adquiridas fora do seu território. Os Estados Partes concernentes esforçam-se, contudo em assegurar o reconhecimento destas qualificações.

3. No caso dos trabalhadores migrantes titulares de uma autorização de trabalho de duração limitada, o Estado empregador pode igualmente:

- a) Subordinar o exercício do direito à livre escolha da actividade remunerada com a condição de que o trabalhador migrante tenha igualmente residido no seu território com vista a aí exercer uma actividade remunerada durante o período de tempo prescrito pela sua legislação nacional, período esse que não deve exceder dois anos;
- b) Limitar o acesso de um trabalhador a uma actividade remunerada em função de uma política que consista em dar prioridade aos nacionais ou às pessoas que lhe são assimiladas para este efeito, em virtude da legislação ou de acordos bilaterais ou multilaterais. Tal limitação deixa de ser aplicável a um trabalhador migrante que tenha residido legalmente no seu território com vista a aí exercer uma actividade remunerada durante o período de tempo prescrito pela sua legislação nacional, período esse que não deve exceder cinco anos.

4. Os Estados empregadores prescrevem condições nas quais os trabalhadores migrantes que foram admitidos no país para aí empregarem, possam ser autorizados a trabalhar por conta própria. É tido em conta o período de tempo durante o qual os trabalhadores já permaneceram legalmente no Estado empregador.

Artigo 53º

1. Os membros do agregado familiar de um trabalhador migrante que tenham eles próprios uma autorização de residência ou de admissão de duração ilimitada ou de renovação automática são autorizados a escolher livremente uma actividade remunerada nas condições que são aplicáveis ao referido trabalho em virtude das disposições do artigo 52º da presente Convenção.

2. No caso dos membros do agregado familiar de um trabalhador migrante que não são autorizados a escolher livremente uma actividade remunerada, os Estados Partes estudam de uma forma favorável a possibili-

dade de lhes conceder a autorização de exercer uma actividade remunerada com prioridade sobre os outros trabalhadores que pedem para ser admitidos no território do Estado empregador, sob reserva dos acordos bilaterais e multilaterais aplicáveis.

Artigo 54º

1. Sem prejuízo das condições da sua autorização de residência ou da sua autorização de trabalho e dos direitos previstos nos artigos 25º e 27º da presente Convenção, os trabalhadores migrantes beneficiam da igualdade de tratamento com os nacionais do Estado empregador no que se refere:

- a) À protecção contra a despedimento;
- b) Às prestações de desemprego;
- c) Ao acesso aos programas de interesse público destinados a combater o desemprego;
- d) Ao acesso a um outro emprego em caso de perda de emprego ou de suspensão de uma outra actividade remunerada, sob reserva do artigo 52º da presente Convenção.

2. Se um trabalhador migrante achar que os termos do seu contrato de trabalho foram violados pelo seu empregador, ele tem direito a apresentar o seu caso às autoridades competentes do Estado empregador, nas condições previstas no parágrafo 1 do artigo 18º da presente Convenção.

Artigo 55º

Os trabalhadores migrantes que receberam autorização para exercer uma actividade remunerada, sob reserva das condições especificadas aquando da concessão da mencionada autorização, beneficiam da igualdade de tratamento com os nacionais do Estado empregador no exercício desta actividade remunerada.

Artigo 56º

1. Os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar mencionados na presente parte da Convenção só podem ser expulsos do Estado empregador por razões definidas na legislação nacional do referido Estado, e sob reserva das garantias previstas na Terceira Parte.

2. A expulsão não pode ser utilizada com o objectivo de privar os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar dos direitos derivantes da autorização de residência e da autorização de trabalho.

3. Quando se pretender expulsar um trabalhador migrante ou um membro do seu agregado familiar, deve-se ter em conta as considerações humanitárias e o tempo durante o qual o interessado já residiu no Estado empregador.

QUINTA PARTE

Disposições aplicáveis a categoria particulares de trabalhadores migrante e do seu agregado familiar

Artigo 57º

As categorias particulares especificadas na presente parte da Convenção de trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar documentados ou em situação regular, gozam dos direitos enunciados na Terceira Parte e, sob reserva das modificações indicadas mais adiante, dos direitos enunciados na Quarta Parte.

Artigo 58º

1. Os trabalhadores fronteiriços, tal como são definidos na alínea a) do parágrafo 2 do artigo 2º da presente Convenção, beneficiam dos direitos previstos na

Quarta Parte que lhes são aplicáveis devido à sua presença e ao seu trabalho no território do Estado empregador, tendo em conta de que não tem a sua residência habitual neste Estado.

2. Os Estados empregadores consideram a possibilidade de conceder aos trabalhadores fronteiriços o direito de escolher livremente a sua actividade remunerada após um lapso de tempo determinado. A concessão deste não modifica o seu estatuto de trabalhador fronteiriço.

Artigo 59º

1. Os trabalhadores sazonais tal como são definidos na alínea b) do parágrafo 2 do artigo 2º da presente Convenção, beneficiam dos direitos previstos na Quarta Parte que lhes são aplicados devido à sua presença e ao seu trabalho no território do Estado empregador e que são compatíveis com o seu estatuto de trabalhadores sazonais tendo em conta de que eles estão presentes no referido Estado apenas durante uma parte do ano.

2. O Estado empregador poderá, sob reserva das disposições do 1º parágrafo do presente artigo, conceder aos trabalhadores sazonais que foram empregados no seu território durante um período de tempo apreciável, a possibilidade de se dedicarem a outras actividades remuneradas e de lhes dar a prioridade sobre outros trabalhadores que pediram para serem admitidos no referido Estado, sob reserva dos acordos bilaterais e multilaterais aplicáveis.

Artigo 60º

Os trabalhadores itinerantes, tal como são definidos na alínea e) do parágrafo 2 do artigo 2º da presente Convenção, beneficiam dos direitos previstos na Quarta Parte que lhes podem ser concedidos devido à sua presença e ao seu trabalho no território do Estado empregador e que são compatíveis com o seu estatuto de trabalhadores itinerantes neste Estado.

Artigo 61º

1. Os trabalhadores de projectos, tal como são definidos na alínea f) do parágrafo 2 do artigo 2º da presente Convenção, e o seu agregado familiar beneficiam dos direitos previstos na Quarta Parte, excepto as disposições das alíneas b) e c) do parágrafo 1 do artigo 43º, da alínea d) do parágrafo 1 do artigo 43º, no que se refere a programas de habilitação social, da alínea b) do parágrafo 1 do artigo 45º e dos artigos 52º e 55º.

2. Se um trabalhador de projecto achar que os termos do seu contrato de trabalho foram violados pelo seu empregador, ele tem direito de apresentar o seu caso perante as autoridades competentes do Estado do qual este empregador depende, nas condições previstas no parágrafo 1 do artigo 18º da presente Convenção.

3. Sob reserva dos acordos bilaterais ou multilaterais em vigor que lhes são aplicáveis, os Estados Partes interessados esforçam-se em fazer com que os trabalhadores de projecto sejam devidamente protegidos pelos regimes de segurança social do seu Estado de origem ou de residência habitual durante o seu emprego no projecto. Os Estados Partes interessados adoptam, para esse efeito, medidas apropriadas para evitar que estes trabalhadores sejam privados dos seus direitos ou sejam sujeitos a uma dupla quotização.

4. Sem prejuízo das disposições do artigo 47º da presente Convenção e dos acordos bilaterais e multilaterais pertinentes, os Estados Partes interessados autorizam a transferência dos salários dos trabalhadores de projectos para o Estado de origem ou de residência habitual.

Artigo 62º

1. Os trabalhadores admitidos num emprego específico, tal como são definidos na alínea *g*) do parágrafo 2 do artigo 2º da presente Convenção, beneficiam dos direitos previstos na Quarta Parte, excepto as disposições das alíneas *b*) e *c*) do parágrafo 1 do artigo 43º; da alínea *d*) do parágrafo 1 do artigo 43º, no que se refere a programas de habitação social; do artigo 52º e da alínea *d*) do parágrafo 1 do artigo 54º.

2. Os membros do agregado familiar dos trabalhadores admitidos num emprego específico beneficiam de direitos relativos aos membros do agregado familiar dos trabalhadores migrantes, enunciados na Quarta Parte da presente Convenção, excepto as disposições do artigo 53º.

Artigo 63º

1. Os trabalhadores independentes, tal como são definidos na alínea *h*) do parágrafo 2 do artigo 2º da presente Convenção, beneficiam de todos os direitos previstos na Quarta Parte, excepto os direitos exclusivamente aplicáveis aos trabalhadores que têm um contrato de trabalho.

2. Sem prejuízo dos artigos 52º a 79º da presente Convenção, a cessação da actividade económica dos trabalhadores independentes não implica em si a retirada da autorização que lhes é concedida, bem como ao seu agregado familiar, de permanecer no Estado empregador ou de aí exercer uma actividade remunerada, salvo se a autorização de residência depender expressamente da actividade remunerada particular para a qual foram admitidos.

SEXTA PARTE

Promoção de condições sãs, equitativas, dignas e legais respeitantes às migrações internacionais dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar

Artigo 64º

1. Sem prejuízo das disposições do artigo 79º da presente Convenção, os Estados Partes interessados procedem, em caso de necessidade, a concertações e cooperam com vista a promover condições sãs, equitativas e dignas no que se refere às migrações internacionais dos trabalhadores e do seu agregado familiar.

2. Neste sentido, ele deve ter em devida conta não só as necessidades e os recursos em mão-de-obra activa, mas também as necessidades sociais, económicas, culturais e outras dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar bem com as consequências destas migrações para as comunidades concernentes.

Artigo 65º

1. Os Estados Partes matêm serviços apropriados para se ocuparem de questões relativas à emigração internacional dos trabalhadores e do seu agregado familiar. Eles têm como tarefas, sobretudo:

- a) Formular e implementar políticas sobre migrações;
- b) Trocar informações, concertar e cooperar com as autoridades competentes de outros Estados afectados por essas migrações;
- c) Fornecer informações apropriadas, principalmente aos patronatos, aos trabalhadores e às suas organizações, sobre as políticas, leis e regulamentos respeitantes às migrações e ao emprego, sobre os acordos relativos às migrações assinados com outros Estado e sobre outras questões pertinentes;

d) Fornecer informações e uma ajuda apropriadas aos trabalhadores migrantes e ao seu agregado familiar quanto às autorizações, formalidades exigidas e diligências necessárias para a sua partida, viagem, chegada, permanência, suas actividades remuneradas, sua saída e regresso e quanto às condições de trabalho e de vida no Estado empregador bem como sobre as leis e regulamentos em matéria alfandegária, monetária, fiscal e outras.

2. Os Estados Partes facilitam, na medida do possível e perante manifesta necessidade, a implementação de serviços consulares adequados e de outros serviços indispensáveis para responder às necessidades sociais, culturais e outras dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar.

Artigo 66º

1. Sob reserva das disposições do 2º parágrafo do presente artigo, apenas são autorizados a efectuar operações de recrutamento de trabalhadores para um emprego num outro país:

- a) Os serviços ou organismos oficiais do Estado onde essas operações se realizam;
- b) Os serviços ou organismos oficiais do Estado empregador com base num acordo entre os Estados interessados;
- c) Todo organismo instituído no quadro de um acordo bilateral ou multilateral.

2. Sob reserva da autorização, aprovação e controle dos órgãos oficiais dos Estados Partes interessados, estabelecidos em conformidade com a legislação e com a prática dos referidos Estados, os serviços, os potenciais empregadores ou pessoas agindo em seu nome, podem igualmente ser autorizados a realizar tais operações.

Artigo 67º

1. Os Estados Partes interessados cooperam, na medida do possível e perante manifesta necessidade, com vista a adoptar medidas relativas à boa organização do regresso dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar a Estado de origem, quando eles decidirem regressar ou quando a sua autorização de residência ou de emprego expirar ou quando eles se encontrarem em situação irregular no Estado empregador.

2. Quanto aos trabalhadores migrantes e seu agregado familiar em situação regular, os Estados Partes interessados cooperam, na medida do possível e perante manifesta necessidade, segundo as modalidades combinadas por estes Estados, com vista a promover as condições económicas adequadas para a sua reinstalação e facilitar a sua reintegração social e cultural durável no Estado de origem.

Artigo 68º

1. Os Estados Partes, incluindo os Estados de trânsito, cooperam a fim de prevenir e eliminar os movimentos e o emprego ilegais ou clandestinos de trabalhadores migrantes em situação irregular. As medidas a adoptar par este efeito, por cada um dos Estados interessados nos limites da sua competência são principalmente as seguintes.

- a) Medidas apropriadas contra a difusão de informações deturpadas sobre a emigração e imigração;
- b) Medidas que visem detectar e eliminar os movimentos ilegais ou clandestinos de trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar e

aplicar sanções eficazes às pessoas, aos grupos ou entidades que os organizam, asseguram ou ajudam a os organizar ou a os assegurar;

- c) Medidas que visem aplicar sanções eficazes às pessoas, grupos ou entidades que recorrem à violência, ameaça ou intimidação contra os trabalhadores migrantes e o seu agregado familiar em situação irregular.

2. Os Estados empregadores adoptam todas as medidas adequadas e eficazes para eliminar o emprego no seu território de trabalhadores migrantes em situação irregular, aplicando nomeadamente, em caso de necessidade, sanções aos seus empregadores. Estas medidas não são prejudiciais aos direitos que os trabalhadores migrantes têm perante o seu empregador no que diz respeito ao seu emprego.

Artigo 69º

1. Quando os trabalhadores migrantes e seu agregado familiar em situação regular se encontrarem no seu território, os Estados Partes adoptam medidas apropriadas para que esta situação não se prolongue.

2. Sempre que os Estados Partes interessados pensarem na possibilidade de regularizar a situação destas pessoas, em conformidade com as disposições da legislação nacional e com os acordos bilaterais ou multilaterais aplicáveis, eles devem em devida conta as circunstâncias da sua entrada, duração da sua residência no Estado empregador bem como outras considerações pertinentes, principalmente as que se referem à sua situação familiar.

Artigo 70º

Os Estados Partes adoptam medidas não menos favoráveis que as aplicações aos seus nacionais para fazer com que as condições de trabalho ou de vida dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar em situação regular estejam em conformidade com as normas de saúde, segurança e higiene e com os princípios inerentes à dignidade humana.

Artigo 71º

1. Os Estados Partes facilitam, em caso de necessidade, o repatriamento ao Estado de origem dos corpos dos trabalhadores migrantes ou dos membros do seu agregado familiar.

2. Relativamente à questões de compensação de falecimento de um trabalhador migrante ou de um membro do seu agregado familiar, os Estados Partes prestam assistência, como melhor convier, às pessoas em causa com vista a assegurar rapidamente a resolução destas questões. A sua resolução efectua-se na base da legislação nacional aplicável, em conformidade com as disposições da presente Convenção, e de todos os acordos bilaterais ou multilaterais pertinentes.

SEPTIMA PARTE

Aplicação da convenção

Artigo 72º

1. a) Com o objectivo de analisar a aplicação da presente Convenção, é constituído um Comité para a protecção dos direitos dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar (adiante designado por "Comité");
- b) O Comité é composto, no momento da entrada em vigor da presente Convenção, por 10(dez)

peritos e, após a entrada em vigor da presente Convenção para o 41º Estado Parte, por 14 (quatorze) peritos de alta integridade, imparciais e cuja competências são reconhecidas no domínio abrangido pela Convenção.

2. a) Os membros do Comité são eleitos através de um escrutínio secreto pelos Estados Partes de uma lista de candidatos designados pelos Estados Partes, tendo em conta o princípio de uma repartição geográfica equitativa, tanto para os Estados de origem como para os Estados empregadores, bem como a representação dos principais sistemas jurídicos. Cada Estado Parte pode designar um candidato de entre os seus próprios nacionais;

- b) Os membros são eleitos e ocupam um cargo a título individual.

3. A primeira eleição é realizada o mais tardar seis meses após a data da entrada em vigor da presente Convenção e as eleições seguintes realizam-se de dois em dois anos. Pelo menos quatro meses antes da data de cada eleição, o Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas endereça uma carta aos Estados Partes para os convidar a submeter o nome do seu candidato, num prazo de dois meses. O Secretário-Geral elabora uma lista por ordem alfabética de todos os candidatos, indicando por que Estado Parte Foram designados e, comunica esta lista aos Estados Partes o Mais tardar um mês antes da data de cada eleição, acompanhada do *Curriculum vitae* dos interessados.

4. A eleição dos membros do Comité é realizada no decurso de uma reunião dos Estados Partes convocada pelo Secretário-Geral na Sede da Organização das Nações Unidas. Nesta reunião, onde o quorum é constituído por dois terços dos Estados Partes, são eleitos membros do Comité os candidatos que obtiverem o maior número de votos e a maioria absoluta dos votos dos representantes dos Estados Partes presentes e votantes.

5. a) Os membros do Comité têm um mandato de quatro anos. Contudo, o mandato de cinco dos membros eleitos aquando da primeira eleição expira ao fim de dois anos; imediatamente após a primeira eleição, o nome destes cinco membros é tirado á sorte pelo presidente da reunião dos Estados Partes;

- b) A eleição dos quatro membros suplentes do Comité realiza-se em conformidade com as disposições dos parágrafos 2, 3 e 4 do presente artigo, após a entrada em vigor da Convenção para o 41º Estado Parte. O mandato de dois dos membros suplentes eleitos nesta ocasião expira ao fim de dois anos; o nome destes membros é tirado à sorte pelo presidente da reunião dos Estados Partes;

- c) Os membros do Comité são reelegíveis se o seu candidato for apresentado de novo.

6. Se um membro do Comité morrer ou renunciar às suas funções ou se declarar na impossibilidade de as desempenhar por motivo qualquer antes da expiração do seu mandato, o Estado Parte que apresentou a sua candidatura nomea um outro perito de entre os seus próprios nacionais para o período de tempo que resta a cumprir. A nova nomeação é submetida à aprovação do Comité.

7. O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas põe à disposição do Comité pessoal e meios materiais que lhe são necessários para o desempenho eficaz das suas funções.

8. Os membros do Comité recebem emolumentos antecipados dos recursos da Organização das Nações Unidas, segundo as modalidades, que podem ser determinadas pela Assembleia-Geral.

9. Os membros do Comité beneficiam de facilidades, privilégios e imunidades concedidos aos peritos em missão da Organização das Nações Unidas, tal como previstos nas secções pertinentes da Convenção sobre os privilégios e imunidades das Nações Unidas.

Artigo 73º

1. Os Estados Partes comprometem-se a submeter ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, para análise do Comité, um relatório sobre as medidas legislativas, judiciárias, administrativas e outras por eles adoptadas para efeitos das disposições da Presente Convenção:

- a) No prazo de um ano a contar da data da entrada em vigor da Convenção para o Estado interessado;
- b) Depois, de cinco anos e sempre que o Comité o solicitar.

2. Os relatórios apresentados em conformidade com o presente artigo deverão também indicar os factores e as dificuldades da Convenção e fornecer informações sobre as características dos movimentos migratórios respeitantes ao Estado Parte interessado.

3. O Comité decide sobre todas as directivas respeitantes ao conteúdo dos relatórios.

4. Os Estados Partes põem os seus relatórios à disposição do público no seu próprio país.

Artigo 74º

1. O Comité examina os relatórios apresentados por cada Estado Parte e remete ao Estado Parte interessado os comentários que ele julgar apropriados. Este Estado Parte pode submeter ao Comité as observações sobre todos os comentários feitos pelo Comité em conformidade com as disposições do presente artigo. Quando o Comité examinar este relatório ele pode solicitar informações suplementares aos Estados Partes.

2. Em tempo oportuno, antes da abertura da cada sessão ordinária do Comité, o Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas transmite ao Director-Geral do "Bureau" Internacional do Trabalho cópias dos relatórios apresentados pelo Estados Partes interessados e informações úteis para análise destes relatórios, a fim de permitir ao "Bureau" ajudar o Comité através de conhecimentos especializados que ele pode dar no que respeita as questões tratadas na presente Convenção que são da competência da Organização Internacional de Trabalho. O Comité terá em conta, nas suas deliberações, todos os comentários e documentos que poderão ser fornecidos pelo "Bureau".

3. O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas pode igualmente, após concertação com o Comité, transmitir a outras instituições especializadas bem como a Organização Intergovernamentais cópias das Partes destes relatórios que são do domínio da sua competência.

4. O Comité pode convidar as instituições especializadas e os órgãos da Organização das Nações Unidas, bem como Organizações Intergovernamentais e outros organismos interessados, a submeter por escrito, para

análises do Comité, informações sobre as questões tratadas na presente Convenção que fazem parte do seu campo de actividade.

5. O Comité Internacional do Trabalho é convidado pelo Comité e designar representantes para participar, a título consultativo, nas reuniões do Comité.

6. O Comité pode convidar representantes de outras instituições especializadas e órgãos da Organização das Nações Unidas, bem como Organizações Intergovernamentais para assistirem e serem ouvidos nas suas reuniões quando ele examinar as questões que fazem parte do seu domínio de competência.

7. O Comité apresenta um relatório anual à Assembleia-Geral nas Nações Unidas sobre a aplicação da presente Convenção, contendo as suas próprias observações e recomendações fundamentadas, principalmente, sobre a análise dos relatórios e sobre todas as observações apresentadas pelos Estados Partes.

8. O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas transmite os relatórios anuais do Comité aos Estados Partes da Presente Convenção, ao Conselho Económico e Social, à Comissão dos Direitos do Homem da Organização das Nações Unidas, ao Director-Geral do Bureau" Internacional do Trabalho e às outras organizações pertinentes.

Artigo 75º

1. O Comité adopta o seu próprio regulamento interno.

2. O Comité elege o seu Secretariado para um período de dois anos.

3. O Comité reúne-se normalmente uma vez por ano.

4. As reuniões do Comité realizam-se normalmente na sede da Organização das Nações Unidas

Artigo 76º

1. Todo o Estado Parte da presente Convenção pode, em conformidade com o presente artigo, declarar a qualquer momento que ele reconhece a competência do Comité para receber e analisar as comunicações nas quais um Estado Parte pretende que um outro Estado Parte não está a cumprir as suas obrigações de acordo com a presente Convenção. As comunicações apresentadas em conformidade com o presente artigo só podem ser recebidas e examinadas se elas provierem de um Estado Parte que fez uma declaração reconhecendo, no que lhe diz respeito, a competência do Comité. Este não recebe nenhuma comunicação que interesse a um Estado Parte que não tenha feito tal declaração. O procedimento abaixo indicado aplica-se às comunicações recebidas em conformidade com o presente artigo:

- a) Se um Estado Parte da Presente Convenção achar que um outro Estado Parte não cumpre as suas obrigações de acordo com a presente Convenção, ele pode, através de uma comunicação escrita, chamar atenção deste Estado para a questão. O Estado Parte pode também informar o Comité sobre a mesma. Num Prazo de três meses a contar da data da recepção da comunicação, o Estado destinatário enviará ao Estado que endereçou a comunicação explicações ou quaisquer outras declarações escritas esclarecendo a questão, que deverão englobar, na medida do possível indicações sobre as regras de procedimento e meios de recurso, já utilizados, na instância, ou ainda disponíveis;

- b) Se, num prazo de seis meses a contar da data da recepção da comunicação original pelo Estado destinatário, a questão não for solucionada para o bem dos dois Estados Partes interessados, tanto um como outro terão o direito de a submeter ao Comité, remetendo-lhe uma notificação e ao outro Estado interessado;
- c) O Comité só poderá pronunciar-se sobre um assunto que lhe foi submetido após estar seguro de que todos os recursos internos disponíveis foram utilizados e esgotados, em conformidade com os princípios de direito internacional geralmente aceites. Esta regra não se aplica nos casos em que, da opinião do Comité, os procedimentos de recursos excedem os prazos razoáveis;
- d) Sob reserva das disposições da alínea c) do presente parágrafo, o Comité põe os seus bons ofícios à disposição dos Estados Partes interessados, a fim de se chegar a uma solução amigável da questão fundamentada no respeito das obrigações enunciadas na presente Convenção;
- e) O Comité realiza as suas sessões a portas fechadas quando examina as comunicações previstas no presente artigo;
- f) Em todos os assuntos que lhe são submetidos em conformidade com a alínea b) do presente parágrafo, o Comité pode pedir aos Estados Partes interessados apontados na alínea b) de lhe fornecerem qualquer informação pertinente;
- g) Os Estados Partes interessados mencionados na alínea b) do presente parágrafo têm direito de se fazer representar aquando de uma análise do assunto pelo Comité e de apresentar oralmente ou por escrito, ou sob uma ou outra forma;
- h) O Comité deve apresentar um relatório num prazo de doze meses a contar do dia em que ele recebeu a notificação apontada na alínea b) do presente parágrafo:
- i) Se uma solução for encontrada em conformidade com as disposições da alínea d) do presente parágrafo, o Comité limita-se, no seu relatório a uma breve exposição dos factos e da solução encontrada;
- ii) Se uma solução não encontrada em conformidade com as disposições da alínea d) do presente parágrafo, o Comité expõe, no seu relatório, os factos pertinentes respeitantes ao objecto do diferendo entre os Estados Partes interessados. O texto das observações escritas e o prazo verbal das observações orais apresentadas pelos Estados Partes interessados são anexados ao relatório. O Comité pode igualmente comunicar aos Estados Partes interessados toda a opinião que ele considerar pertinente na matéria.

Para cada assunto, o relatório é comunicado aos Estados Partes interessados.

2. As disposições do presente artigo entrarão em vigor quando dez Estados Partes da presente Convenção fizerem a declaração prevista no parágrafo 1 do presente artigo. A referida declaração é depositada pelo Estado Parte junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que envia cópias dela aos outros

Estados Partes. Uma declaração pode ser retirada a qualquer momento por meio de uma notificação endereçada ao Secretário-Geral. Esta retirada não prejudica a análise de qualquer questão que constitui objecto de uma comunicação já transmitida de acordo com o presente artigo; nenhuma outra comunicação de um Estado Parte será aceite em conformidade com o presente artigo após o Secretário-Geral ter recebido a notificação da retirada da declaração, a menos que o Estado Parte interessado faça uma nova declaração.

Artigo 77º

1. Todo o Estado Parte da presente Convenção pode, em conformidade com o presente artigo, declarar a qualquer momento que ele reconhece a competência do Comité para receber e examinar as comunicações apresentadas por ou a mando de particulares dependentes da sua jurisdição que acham que os seus direitos individuais estabelecidos pela presente Convenção foram violados por este Estado Parte. O Comité não recebe nenhuma comunicação de interesse para um Estado Parte que não tenha feito uma tal declaração.

2. O Comité declara inaceitável toda declaração submetida à luz do presente artigo que seja anónima ou que ele considere ser um abuso do direito de submeter tais comunicações ou ser incompatível com as disposições da presente Convenção.

3. O Comité não examina nenhuma comunicação de um particular em conformidade com o presente artigo sem estar seguro de que:

- a) A mesma questão não foi nem está a ser analisada por uma outra instância internacional de inquérito ou de regulamento;
- b) O particular esgotou todos os recursos internos disponíveis; esta regra não se aplica se, segundo a opinião do Comité, os procedimentos de recursos excederem os prazos aceitáveis ou se for pouco provável que as vias de recurso satisfaçam efectivamente este particular.

4. Sob reserva das disposições do parágrafo 2 do presente artigo o Comité leva toda a comunicação que lhe é submetida, em conformidade com o presente artigo, à consideração do Estado Parte da presente Convenção que tenha feito uma declaração com base no parágrafo 1 e que tenha pretendido violar qualquer das disposições da Convenção. Nos seis meses que se seguem, o referido Estado submete por escrito ao Comité explicações ou declarações que esclareçam a questão e que indiquem, em caso de necessidade, as medidas que ele possa ter adoptado para remediar a situação.

5. O Comité examina as comunicações recebidas baseando-se no presente artigo tendo em conta todas as informações que lhe são submetidas por ou a mando de um particular e pelo Estado Parte interessado.

6. O Comité realiza as suas sessões à porta fechada quando examinar as comunicações previstas no presente artigo.

7. O Comité comunica as suas constatações do Estado Parte interessado e ao particular.

8. As disposições do presente artigo entrarão em vigor quando dez Estados Partes da Convenção tiverem feito a declaração prevista no parágrafo 1 de presente artigo. A referida declaração é depositada pelo Estado Parte junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que remete cópia da mesma aos outros Estado Parte. Uma declaração pode ser retirada a qualquer momento através de uma notificação endereçada ao Secretário-Geral. Esta retirada não prejudica

a análise de qualquer questão que é objecto de uma comunicação já transmitida em conformidade com o presente artigo; nenhuma outra comunicação submetida por ou a mando de um particular será aceite de acordo com o presente artigo depois do Secretário-Geral ter recebido a notificação da retirada da declaração, a menos que o Estado Parte interessado faça uma nova declaração.

Artigo 78º

As disposições do artigo 76º da presente Convenção aplicam sem prejuízo para qualquer processo de resolução de diferendos ou de queixas no domínio abrangido pelo presente Convenção prevista pelos instrumentos constitutivos e as convenções da Organização das Nações Unidas e das Instituições Especializadas, e não impedem os Estados Partes de recorrer a quaisquer outros procedimentos para solucionar um diferendo em conformidade com os acordos internacionais que os ligam.

OITAVA PARTE

Disposições gerais

Artigo 79º

Nenhuma disposição da presente Convenção prejudica o direito de cada Estado Parte de determinar os critérios que regem a admissão dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar. No que tange às outras questões relativas ao estatuto jurídico e ao tratamento dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar, os Estados Partes encontram-se afectos às limitações impostas pela presente Convenção.

Artigo 80º

Nenhuma disposição da presente Convenção deve ser interpretada com contrária às disposições da Carta das Nações Unidas e dos actos constitutivos das Instituições Especializadas que definem as responsabilidades de cada um dos diversos órgãos da Organização das Nações Unidas e das Instituições Especializadas no que se refere às questões tratadas na Presente Convenção.

Artigo 81

1. Nenhuma disposição da presente Convenção acarreta prejuízos aos direitos e liberdades mais favoráveis concedidos aos trabalhadores migrantes e ao seu agregado familiar em virtude:

- a) Do direito ou da prática de um Estado Parte; ou
- b) De qualquer tratado bilateral ou multilateral que vinculem o Estado Parte considerado.

2. Nenhuma disposição da presente Convenção pode ser interpretada como imposição a um Estado, grupo ou a uma pessoa, um direito qualquer de se evitar qualquer actividade ou de promover qualquer acto prejudicial a um dos direitos ou a uma das liberdades enunciadas na presente Convenção.

Artigo 82º

Não se pode renunciar aos direitos dos trabalhadores migrantes e do seu agregado familiar previstos na presente Convenção. Não é permitido exercer qualquer forma de pressão sobre os trabalhadores migrantes e seu agregado familiar para que eles renunciem a qualquer um destes direitos ou a abster-se de o exercer. Não é possível anular por contrato os direitos reconhecidos na presente Convenção. Os Estados Partes adoptam medidas apropriadas para assegurar que estes princípios sejam respeitados.

Artigo 83º

Cada Estado Parte à presente Convenção compromete-se:

- a) A garantir que toda pessoa cujos direitos e liberdades reconhecidos na presente Convenção, tenham sido violados disponha de um recurso útil, mesmo se a violação tenha sido cometida por pessoas que agirem no exercício das suas funções oficiais;
- b) A garantir que toda pessoa que exercendo tal recurso consiga que a sua queixa seja examinada e resolvida pela autoridade judiciária, administrativa ou legislativa competente ou por outra autoridade competente prevista no sistema jurídico do Estado, e a desenvolver as possibilidades de recurso jurisdicionais;
- c) A garantir que as autoridades competentes dêem seguimento a todo recurso que tenha sido reconhecido como justificado.

Artigo 84º

Cada Estado compromete-se a adoptar todas as medidas legislativas e outras necessárias à aplicação das disposições da presente Convenção.

NONA PARTE

Disposições finais

Artigo 85º

O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas é designado como depositário da presente Convenção.

Artigo 86º

1. A presente Convenção está aberta à assinatura de todos os Estados. Ela está sujeita à ratificação.
2. A presente Convenção estará aberta à adesão de qualquer Estado.
3. Os instrumentos de ratificação ou adesão serão depositados junto do Secretário-Geral das Nações Unidas.

Artigo 87º

1. A presente Convenção entrará em vigor no primeiro dia do mês que segue um período de três meses após a data do depósito do 20º instrumento de ratificação ou adesão.

2. Para cada Estado que ratifica a presente Convenção após a sua entrada em vigor ou que a ela adere, a Convenção entrará em vigor no primeiro dia do mês que segue um período de três meses a data do depósito por este Estado do seu instrumento de ratificação ou 9 adesão.

Artigo 88º

Um Estado que ratifica a presente Convenção ou que a ela se adere pode excluir a aplicação de uma das partes desta ou, sem prejuízo do artigo 3º, excluir de sua aplicação uma categoria qualquer de trabalhadores migrantes.

Artigo 89º

1. Todo Estado Parte poderá denunciar a presente Convenção depois que um prazo de pelo menos cinco anos se ter passado desde a sua entrada em vigor para o referido Estado, por meio de uma notificação escrita endereçada ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

2. A denúncia terá efeito no primeiro dia do mês que segue um período de doze meses após a data da recepção da notificação pelo Secretário-Geral das Nações Unidas.

3. Tal denúncia não insenta o Estado Parte das suas obrigações que lhe são atribuídas no quadro da presente Convenção, no que diz respeito a qualquer acto ou omissão cometidos antes da data em que a denúncia produzir efeito; ela não porá nenhum obstáculo à confirmação de análise de qualquer questão de que o Comité já se tenha encarregue à data em que a denúncia começou a produzir efeito.

4. Após a data em que a denúncia feita por um Estado tiver efeito, o Comité não aceitará para análise, nenhuma nova questão relativa a este Estado.

Artigo 90º

1. Após cinco anos, a contar da data da entrada em vigor da presente Convenção, cada um dos Estados Partes poderá formular a qualquer momento um pedido de revisão da presente Convenção através de uma notificação escrita endereçada ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas. O Secretário-Geral comunicará então toda emenda proposta aos Estados Partes da Presente Convenção, pedindo-lhes que lhe comuniquem se são a favor da convocação de uma Conferência dos Estados Partes a fim de se estudar as propostas e de se votar a seu respeito. No caso de, nos quatro meses subsequentes à data desta comunicação, pelo menos um terço dos Estados Partes se pronunciarem a favor da convocatória de uma tal conferência, o Secretário-Geral convocará a conferência sob os auspícios da Organização das Nações Unidas. Toda emenda adoptada por uma maioria dos Estados Partes presentes e votantes será apresentada à Assembleia-Geral para aprovação.

2. As emendas entrarão em vigor logo que forem aprovadas pela Assembleia-Geral das Nações Unidas e aceites por uma maioria de dois terços dos Estados Partes, em conformidade com as respectivas regras constitucionais.

3. Uma vez entradas em vigor, essas emendas serão obrigatórias para os Estados Partes que aceitarem, os outros Estados partes permanecendo unidos pelas disposições da presente Convenção e por qualquer emenda que eles anteriormente tiverem aceite.

Artigo 91º

1. O Secretário-geral da Organização das Nações Unidas receberá e comunicará a todos os Estados o texto de reservas que tiverem sido feitas pelos Estados Partes no momento da assinatura, da ratificação ou de adesão.

2. Nenhuma reserva incompatível com o objectivo e a finalidade da presente Convenção será autorizada.

3. As reservas podem ser retiradas a qualquer momento através de notificação, endereçada ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que informa todos os Estados. A notificação terá efeito na data da recepção.

Artigo 92º

1. Todo diferendo entre dois ou mais Estados Partes relativo à interpretação ou aplicação da presente Convenção que não seja resolvido por via de negociação será submetida à arbitragem, a pedido de um deles. Se, nos seis meses que se seguem à data do pedido de arbitragem, as Partes não conseguirem chegar a um acordo sobre a organização da arbitragem, uma delas poderá submeter o diferendo ao Tribunal Internacional de Justiça, depositando um requerimento em conformi-

dade com o Estatuto do Tribunal.

2. Todo Estado Parte poderá, no momento em que for assinar a Presente Convenção, ratificar ou a ela se aderir, declarar que não se considera ligado às disposições do parágrafo 1 do presente artigo. Os outros Estados Partes não ficarão vinculados às referidas disposições para com o Estado Parte que tenha feito uma tal declaração.

3. Todo Estado Parte que tenha feito uma declaração em conformidade com as disposições do parágrafo 2 do presente artigo poderá a qualquer momento retirar esta declaração através de uma notificação endereçada ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

Artigo 93º

1. A presente Convenção, cujos textos em inglês, árabe, chinês, espanhol, francês e russo fazem igualmente fé, será depositada junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

2. O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas transmitirá um cópia certificada conforme da Presente Convenção a todos os Estados.

Em fé do que os plenipotenciários abaixo assinados, devidamente mandatados pelos seus respectivos Governos, assinaram a presente Convenção.

Resolução nº 47/V/97

de 17 de Junho

A Assembleia Nacional vota no uso da faculdade conferida pela alínea c) do artigo 190º da Constituição a seguinte Resolução:

Artigo 1º

É aprovada, para ratificação, o Protocolo de adesão da Áustria, Filândia e Suécia à IV Convenção de Lomé.

Artigo 2º

A presente resolução entra imediatamente em vigor.

Aprovada em 29 de Maio de 1997.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

Protocolo da quarta Convenção ACP-CE de Lomé na sequência da adesão da República da Áustria, da República da Finlândia e do Reino da Suécia à União Europeia

Assinado na Maurícia,

PROTOCOLO

Da Quarta Convenção ACP-CE de Lomé na sequência da adesão da República da Áustria, da República da Finlândia e do Reino da Suécia à União Europeia.

Sua Majestade o Rei dos Belgas,

Sua Majestade a Rainha da Dinamarca,

O Presidente da República Federal da Alemanha,

O Presidente da República Helénica,

Sua Majestade o Rei de Espanha,

O Presidente da República Francesa,
 O Presidente da Irlanda,
 O Presidente da República Italiana,
 Sua Alteza Real o Grão-Duque do Luxemburgo,
 Sua Majestade a Rainha dos Países Baixos,
 O Presidente Federal da República da Áustria,
 O Presidente da República Portuguesa,
 O Presidente da República da Finlândia,
 O Governo do Reino da Suécia,
 Sua Majestade a Rainha do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte,

cujos Estados são Partes Contratantes no Tratado que institui a Comunidade Europeia do Carvão e do Aço e no Tratado que institui a Comunidade Europeia, bem como

O Conselho da União Europeia e a Comissão das Comunidades Europeias,

Por um lado, e

Os Chefes de Estado dos Países ACP,

cujos Estados são adiante designados «Estados ACP»,

Por outro,

Tendo em conta a Quarta Convenção ACP-CE, assinada em Lomé, em 15 de Dezembro de 1989, adiante designada «Convenção», e, nomeadamente, o seu artigo 358º,

Considerando que a República da Áustria, a República da Finlândia e o Reino da Suécia aderiram à União Europeia em 1 de Janeiro de 1995;

Considerando que a Convenção deve ser devidamente adaptada e que devem ser definidas as medidas transitórias a aplicar ao comércio entre os novos Estados-Membros e os Estados ACP;

Considerando que ficou acordado que o alcance dessas medidas deve corresponder ao período de vigência da Convenção,

Decidiram celebrar o presente Protocolo, tendo para o efeito designado como plenipotenciários:

Sua Majestade o Rei dos Belgas;
 Sua Majestade a Rainha da Dinamarca;
 Sua Majestade a Rainha da Dinamarca;
 O Presidente da República Federal da Alemanha;
 O Presidente da República Helénica;
 Sua Majestade o Rei da Espanha;
 O Presidente da República Francesa;
 O Presidente da Irlanda;
 O Presidente da República Italiana;
 Sua Alteza Real o Grão-Duque do Luxemburgo;
 Sua Majestade a Rainha dos Países Baixos;
 O Presidente Federal da República da Áustria;
 O Presidente da República Portuguesa;

O Presidente da República da Finlândia;
 O Governo do Reino da Suécia;
 Sua Majestade a Rainha do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte;
 O Conselho da União Europeia e a Comissão das Comunidades Europeias;
 Os Chefes de Estado dos Estados ACP;
 Os Quais, depois de terem trocado os plenos poderes reconhecidos em boa e devida forma,
 Acordaram no seguinte:

Artigo 1º

A República da Áustria, a República da Finlândia e o Reino da Suécia tornam-se Partes Contratantes na Convenção e nas declarações anexas à Acta Final, assinada em Lomé em 15 de Dezembro de 1989.

Artigo 2º

Os textos da Convenção, incluindo os Protocolos e Anexos que dela fazem parte integrante, bem como as declarações anexas à Acta Final e o Acordo de Alteração da Convenção, nas línguas finlandesa e sueca, fazem fé nas mesmas condições que os textos originais.

Artigo 3º

Até 1 de Janeiro de 1996, a República da Áustria pode manter os direitos aduaneiros e o regime de licenças aplicáveis, à data da sua adesão, às bebidas espirituosas e ao álcool etílico não desnaturalado, com um teor alcoólico em volume inferior a 80%, do código 2208 do SH. Este regime de licenças deve ser aplicado de um modo não discriminatório.

Artigo 4º

Os nacionais e as sociedades ou empresas (na acepção do nº 2 do artigo 274º da Convenção) da Áustria, da Finlândia e da Suécia, e os fornecimentos originários destes Estados, não poderão participar em concursos e contratos dos Fundos Europeus de Desenvolvimento (FED) para os quais não tenham contribuído os Estados daqueles nacionais ou empresas.

Artigo 5º

O presente Protocolo faz parte integrante da Convenção.

Artigo 6º

O presente Protocolo será aprovado pelas Partes Contratantes segundo as suas formalidades próprias e entrará em vigor no primeiro dia do segundo mês seguinte à data de depósito de todos os instrumentos de ratificação ou de celebração das Partes Contratantes junto do Secretariado-Geral do Conselho da União Europeia.

Artigo 7º

O presente Protocolo é redigido, em duplo exemplar, nas línguas alemã, dinamarquesa, espanhola, francesa, finlandesa, grega, inglesa, italiana, neerlandesa, portuguesa e sueca, fazendo igualmente fé todos os textos.